



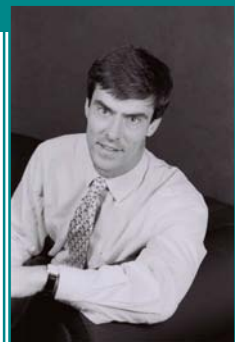
EVADIX

rapport financier annuel 2012

MESSAGE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Pascal LEURQUIN,
Administrateur délégué



Jean-François GOSSE (représentant eXtenSys sa),
Président du Conseil d'Administration

Mesdames, Messieurs,

Cet exercice 2012 a une fois encore été marqué par une situation globalement très difficile sur les marchés dans lesquels EVADIX est actif. Cependant, grâce à des efforts commerciaux et de productivité sans cesse renouvelés, le Groupe est parvenu à maintenir l'équilibre financier de ses activités.

La sortie du périmètre de consolidation de la filiale EVADIX DMS (routage pour des actions de marketing direct) constitue également un fait marquant de l'exercice 2012. Confrontée à la contraction continue de ses marchés, celle-ci est engagée depuis le 26 novembre dernier dans un processus de transfert d'activité.

Casterman Printing (impression rotative offset) et EVADIX MPI (impression flexo) sont aujourd'hui les figures de proue du Groupe EVADIX ; ces sociétés représentent à elles seules plus de 90% du chiffre d'affaire consolidé.

L'exercice 2013 se déroule dans un contexte continu de difficultés de marché auquel EVADIX fait face en capitalisant sur la force de son expérience acquise et en s'appuyant sur la grande qualité de ses équipes.

Le Conseil d'Administration remercie l'ensemble des collaborateurs, actionnaires, clients, fournisseurs et autres partenaires du Groupe pour leur fidélité à son projet d'entreprise.

Pascal Leurquin

Jean-François Gosse

SOMMAIRE

Aperçu des activités	
Synthèse des chiffres de l'exercice	
Structure & Gouvernance	
Commentaires sur les résultats annuels	
Comptes annuels consolidés	
<i>Comptes BNB</i>	
<i>Rapport de gestion</i>	
<i>Rapport du commissaire</i>	
Comptes annuels statutaires	
<i>Comptes BNB</i>	
<i>Rapport de gestion</i>	
<i>Rapport du commissaire</i>	
Déclaration de la personne responsable	

APERÇU DES ACTIVITÉS



Une offre de productions intégrées

Impression offset

- Impression sur presses rotatives offset 48, 72 et 96 pages et brochage pour les catalogues vpc, catalogues industriels, magazines, guides, brochures, dépliants publicitaires
- Production et routage de campagnes de marketing direct et de publicité : assemblage (en mise sous pli et sous film) et rapprochement de documents, personnalisations laser et jet d'encre, façonnage avec insertion d'objets et collage de cartes
- Solution de services de logistique et de distribution

Impression flexo

- Impression en flexographie jusqu'à 8 couleurs sur papier, film polypropylène et polyéthylène pour les packagings, notamment alimentaires

Extrusion polyéthylène

- Production de nombreuses formulations de film polyéthylène jusqu'à 3 couches

SYNTHÈSE DES CHIFFRES DE L'EXERCICE

Résultats annuels 2012

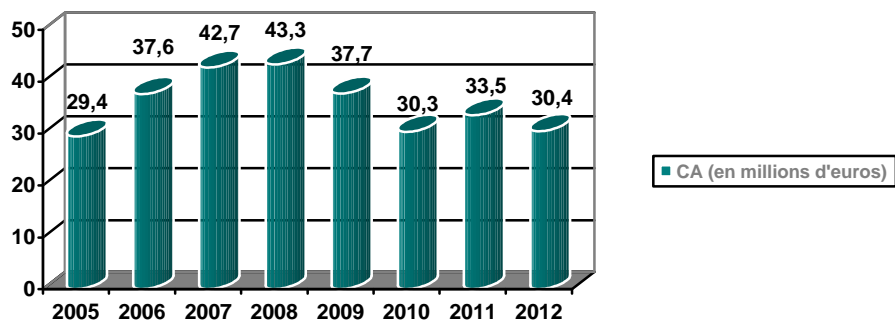
• Chiffre d'affaires* :	30,4 millions d'euros
• EBITDA** :	2,34 millions d'euros
• Résultat net :	350.000 euros

* Le périmètre de consolidation a été modifié et s'entend désormais hors EVADIX DMS s.a.

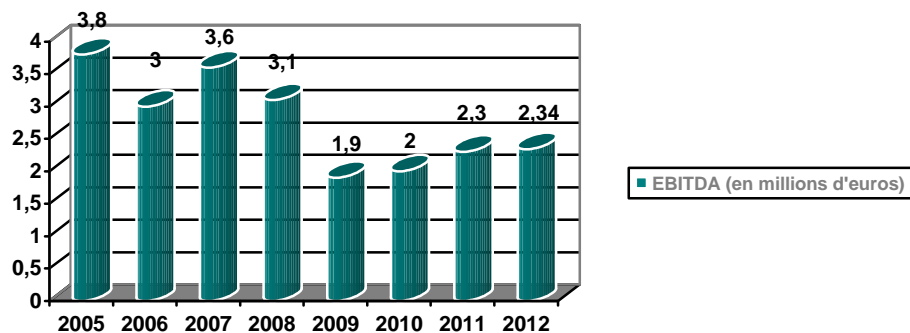
** Résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements et provisions

SYNTHÈSE DES CHIFFRES DE L'EXERCICE

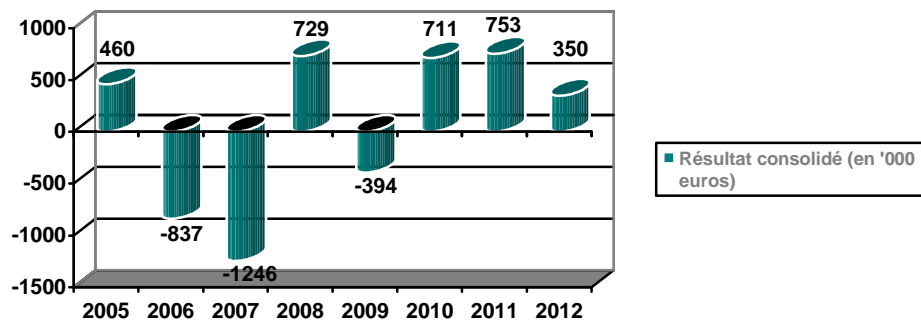
Chiffre d'affaires net



EBITDA



Résultat net consolidé



SYNTHÈSE DES CHIFFRES DE L'EXERCICE

<i>Compte de Résultats Consolidé (en 000 d'euros)</i>	Exercice 2011	Exercice 2012
<i>Exercice couvrant la période du</i>	<i>01/01 – 31/12 2011</i>	<i>01/01 – 31/12 2012</i>
Chiffre d'affaires net	33.464	30.446
EBITDA¹	2.326	2.337
Amortissements et réduction de valeur	-1.970	-1.805
Résultat d'exploitation	772	676
Résultat financier	-447	-562
Résultat courant	325	138
Résultat exceptionnel	440	165
Résultat avant impôts	765	303
Impôts et impôts différés	60	48
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence ²	-72	-292
Résultat consolidé	753	58
Part du groupe dans le résultat consolidé	752,9	58,1
Bénéfice des entreprises consolidées	825	350
<i>Par Action (en euros)</i>		
Résultat consolidé par action	0,250	0,019
<i>Comptes de bilan consolidé (en 000 d'euros)</i>		
Capitaux propres	8.550	8.400
Endettement financier à long terme (>1an)	3.930	3.079
Endettement financier net à court terme ³	2.660	2.625

¹ EBITDA : Résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements et provisions

² La société EVADIX DMS s.a. est mise en équivalence à partir de 2012

³ Dettes financières échéant dans l'année, moins la trésorerie disponible



structure & gouvernance

EVADIX

STRUCTURE & GOUVERNANCE

EVADIX SA

Quai Donat Casterman 71
7500 Tournai
BE 0467 731 030
RPM Tournai
Fonds propres : € 8,400 millions

Chiffres clés consolidés 2012

Chiffre d'affaires	€ 30,4 millions
EBITDA	€ 2,34 millions
Bénéfice des entreprises consolidées	€ 350.000
Collaborateurs au 31/12/2012 (ETP)	286

Conseil d'Administration

- eXtenSys SA
représentée par Jean-François GOSSE
- Pascal LEURQUIN
- The Next Limit SPRL
représentée par Didier de CONINCK
- Roger MALCHAIR
- Crina IFTIMIA
- Jarinvest SPRL
représentée par Etienne VAN de KERCKHOVE

Président - Administrateur indépendant

Administrateur délégué

Administrateur non exécutif

Administrateur exécutif

Administrateur exécutif

Administrateur indépendant

Comité d'audit et de rémunération

- eXtenSys SA
représentée par Jean-François GOSSE
- The Next Limit SPRL
représentée par Didier de CONINCK
- Pascal LEURQUIN

Président

Membre

Invité permanent

Filiales

Belgique

Casterman Printing
EVADIX Bilog
Etibel International

Roumanie

EVADIX EST
EVADIX MPI
EVADIX Labels

Commissaire

RSM Réviseurs d'entreprises représenté par Bernard DE GRAND RY, Céline ARNAUD

STRUCTURE & GOUVERNANCE

Déclaration de participation importante conformément à la loi du 2 mai 2007 relative à la publicité des participations importantes

Monsieur Pascal Leurquin, Monsieur Roger Malchair et Madame Dominique Alleman, actionnaires de EVADIX SA, ont co-signé une notification de participation importante au capital de la société en qualité de personnes agissant de concert et ayant conclu un accord relatif à la possession, l'acquisition ou la cession de titres conférant le droit de vote.

Cette notification à la CBFA a été signée le 7 mars 2011 et fait suite aux dépassements de seuil des participations individuelles de Monsieur Pascal Leurquin et Madame Dominique Alleman. Cette notification informe également que Monsieur Pascal Leurquin, qui détient seul plus de 30% des titres conférant le droit de vote, invoque l'article 74 §3 5° de la loi du 1^{er} avril 2007 et relatif aux offres publiques d'acquisition. Le public ne doit ainsi pas s'attendre à une OPA de la part de Monsieur Pascal Leurquin.

Le dénominateur du capital de la société est de 3.003.525 titres auquel sont attachés autant de droits de vote. Les participations des trois actionnaires co-signataires de la notification sont donc réparties comme suit :

<i>Détenteur de droit de vote</i>	<i>Nombre de droits de vote déclarés dans la notification précédente</i>	<i>Nombre de droits de vote actuel</i>	<i>Pourcentage de droits de vote actuel</i>
Pascal Leurquin	857.922	907.922	30,23%
Dominique Alleman	458.805	408.805	13,61%
Roger Malchair	320.100	320.100	10,66%
<i>Total</i>		1.636.827	54,50%

Communiqué de presse EVADIX diffusé le 07.03.2011

STRUCTURE & GOUVERNANCE

Notification dans le cadre de l'article 74 de la loi du 1er avril 2007

Dénomination de l'émetteur des titres avec droit de vote détenus : EVADIX SA

Numéro d'identification : 0467-731-030

Identité du déclarant (personne physique) : Pascal LEURQUIN

Chaîne de contrôle : EVADIX SA > Pascal LEURQUIN

Action de concert :

Le déclarant est lié à une autre personne physique, Madame Dominique ALLEMAN

Situation au 1^{er} septembre 2011

Nombre et pourcentage de titres avec droit de vote détenus par le déclarant :

Nombre de titres avec droit de vote détenus :	907.922
---	---------

Pourcentage :	30,23%
---------------	--------

Notification adressée à la FSMA et publiée sur le site web de l'émetteur le 27.04.2012



commentaires sur les résultats annuels

EVADIX

COMMENTAIRES SUR LES RÉSULTATS ANNUELS

Malgré une situation globalement très difficile sur ses marchés, EVADIX maintient l'équilibre financier de ses activités au cours de cet exercice 2012. Celui-ci est principalement le fruit des efforts commerciaux et de productivité chez Casterman Printing et au développement des activités roumaines du Groupe.

Cette année aura été marquée par la sortie de la société EVADIX DMS du périmètre de consolidation. La filiale de production de marketing direct est actuellement engagée dans un processus de transfert d'activité suite au jugement du Tribunal de Commerce de Tournai rendu le 26 novembre 2012 dans le cadre d'une procédure basée sur la loi du 31 janvier 2009 et relative à la continuité des entreprises.

Dès lors, les principales filiales du groupe (hors EVADIX DMS) en termes de chiffre d'affaires sont Casterman Printing, qui représente à elle seule plus de 76% du chiffre d'affaire consolidé, et la filiale roumaine EVADIX MPI qui représente près de 17% du total consolidé.

EVADIX réalise au 31/12/12 un chiffre d'affaires consolidé de 30,4 millions d'euros et un résultat net de 58.000 euros. Celui-ci est dû à l'impact dans la mise en équivalence du résultat de la filiale EVADIX DMS. Avant cette mise en équivalence, le bénéfice des entreprises consolidées s'établit à 350.000 euros.

EVADIX SA a acté une moins value intégrale sur sa participation dans la société EVADIX DMS.

Le cash flow opérationnel (EBITDA), en légère croissance par rapport à 2011, s'établit à 2,34 millions d'euros.

Le Groupe est de nouveau parvenu à réduire son niveau global d'endettement (*dettes financières, commerciales et autres*) au cours de cet exercice à 14 millions d'euros (contre 16,9 millions d'euros en 2011).

L'année 2013 s'annonce globalement difficile. Les conditions de marché dans lesquelles EVADIX évolue aujourd'hui empêchent une visibilité fiable à moyen et long terme. Le Groupe continue d'adapter sa structure et de contrôler ses coûts afin de les affronter le plus efficacement possible.

COMMENTAIRES SUR LES RÉSULTATS ANNUELS

Casterman Printing

Casterman Printing affiche un chiffre d'affaires de 22,64 millions d'euros (contre 21,8 millions d'euros en 2011, soit une hausse légèrement inférieure à 4%). Le résultat net après impôts s'établit à 368.000 euros (contre 856.000 euros en 2011).

Malgré un marché de l'imprimerie des « gros volumes » particulièrement difficile –notamment caractérisé par la faillite de certains acteurs et par une forte pression sur les prix de vente- la société est donc parvenue à assurer la croissance de son chiffre d'affaires. Ce résultat est le fruit d'un important travail sur le service, la qualité et la productivité mais aussi d'une gestion des coûts extrêmement rigoureuse.

Activités en Roumanie

EVADIX MPI et EVADIX Labels continuent d'impacter positivement et de manière croissante le chiffre d'affaires du Groupe. La filiale la plus importante, EVADIX MPI (active sur le marché du packaging), réalise un chiffre d'affaires en progression de 25% pour atteindre 5 millions d'euros (contre 4 millions d'euros en 2011). La filiale dégage un résultat net négatif de 102.000 euros.

Au premier semestre de l'exercice, EVADIX MPI avait enregistré un résultat net négatif de 231.000 euros en raison, notamment, d'une charge exceptionnelle de 221.000 euros. La société est donc parvenue à dégager un résultat net positif de 129.000 euros au second semestre 2012.

Le plan d'investissement de 2 millions d'euros mis en œuvre en 2011 par EVADIX Labels pour le démarrage d'une ligne d'extrusion de film polyéthylène commence à porter ses fruits. Après une période de mise au point, de maîtrise des nouveaux équipements et de tests de production, la ligne est définitivement entrée en service à partir du premier semestre 2012. Cette nouvelle activité a réalisé une production d'un peu plus d'un million d'euros.

Le commissaire, RSM Reviseurs d'Entreprises SCPRL, représentée par Monsieur Bernard de Grand Ry et Madame Céline Arnaud, a confirmé que ses travaux de révision qui sont terminés quant au fond n'ont pas révélé de correction significative qui devrait être apportée aux données comptables reprises dans le présent document.



comptes annuels consolidés

*Comptes BNB
Rapport de gestion
Rapport du commissaire*

EVADIX

47				1	EUR	
NAT.	Date du dépôt	N° 0467.731.030	P.	U.	D.	CONSO 1

COMPTES CONSOLIDES EN EUROS (2 décimales)

DENOMINATION DE L'ENTREPRISE CONSOLIDANTE ~~OU DU CONSORTIUM~~ (1)(2) :

EVADIX

Forme juridique: **SA**

Adresse: **Quai Donat Casterman**

N°: **71**

Code postal: **7500**

Commune: **Tournai**

Pays: **Belgique**

Registre des personnes morales (RPM) - Tribunal de Commerce de: **Tournai**

Adresse Internet (3) :

Numéro d'entreprise

0467.731.030

COMPTES CONSOLIDES communiqués à l'assemblée générale du

13/05/2013

et relatifs à l'exercice couvrant la période du

1/01/2012

au

31/12/2012

Exercice précédent du

1/01/2011

au

31/12/2011

Les montants relatifs à l'exercice précédent ~~sont / ne sont pas~~ (1) identiques à ceux publiés antérieurement

LISTE COMPLETE avec nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) des ADMINISTRATEURS ou GERANTS de l'entreprise consolidante et des REVISEUR(S) D'ENTREPRISE(S) ayant contrôlé les comptes consolidés

MALCHAIR ROGER

Rue de Mortagne 79, boîte c, 7604 Baugnies, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 9/05/2011- 12/05/2014

LEURQUIN PASCAL

Chemin de la Vieille Cour 10, 1400 Nivelles, Belgique

Fonction : Administrateur délégué

Mandat : 9/05/2011- 12/05/2014

IFTIMIA CRINA

Chemin de la Vieille Cour 10, 1400 Nivelles, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 14/05/2012- 13/05/2013

Documents joints aux présents comptes consolidés: **RAPPORT DE GESTION CONSOLIDE**

CAS OU LES COMPTES CONSOLIDES D'UNE SOCIETE DE DROIT ETRANGER SONT DEPOSES PAR UNE FILIALE BELGE

Dénomination de la filiale belge déposante (article 113, § 2, 4^a du Code des sociétés)

Nombre total de pages déposées: **42**
 objet: 4.2, 4.3, 4.4, 4.8.3, 4.8.4, 4.10.2, 4.18, 6

Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans

Signature
(nom et qualité)

LEURQUIN PASCAL

Signature
(nom et qualité)

(1) Biffer ce qui ne convient pas.

(2) En cas de consortium, remplir section CONSO 4.4.

(3) Mention facultative

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GERANTS ET REVISEURS D'ENTREPRISES (suite de la page précédente)

Extensys SA 0475.016.522

Avenue du Fond Marie Monseu 8, 1330 Rixensart, Belgique

Fonction : Président du Conseil d'Administration

Mandat : 14/05/2012- 13/05/2013

Représenté par

Gosse Jean-François

Rue de l'Eglise 40, boîte 5, 1330 Rixensart, Belgique

The Next Limit SPRL 0875.795.677

Rue Général Lotz 94, 1180 Bruxelles 18, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 14/05/2012- 13/05/2013

Représenté par

de Coninck Didier

Rue Général Lotz 94, 1180 Bruxelles 18, Belgique

Jarinvest SPRL 0478.367.871

Rue Joseph Mathieu 39, 1300 Wavre, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 14/05/2012- 13/05/2013

Représenté par

Van de Kerckhove Etienne

Rue Joseph Mathieu 39, 1300 Wavre, Belgique

REVISEUR(S) D'ENTREPRISE(S)

RSM - réviseurs d'entreprises SCRL 0429.471.656

Rue Clément Ader 8, 6041 Gosselies, Belgique

Mandat : 14/05/2012- 11/05/2015

Numéro de membre: B00033

Représenté par :

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GERANTS ET REVISEURS D'ENTREPRISES (suite de la page précédente)

1. de Grand Ry Bernard

Rue Clément Ader 8, 6041 Gosselies, Belgique

Numéro de membre: A01051

2. Arnaud Céline

Rue Clément Ader 8, 6041 Gosselies, Belgique

Numéro de membre: A01858

BILAN CONSOLIDE APRES REPARTITION(1)

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIF				
ACTIFS IMMOBILISES		20/28	<u>13.535.913,02</u>	<u>15.245.812,01</u>
Frais d'établissement	4.7	20	5.378,28	7.458,39
Immobilisations incorporelles	4.8	21	24.818,31	15.773,23
Ecarts de consolidation positifs	4.12	9920		
Immobilisations corporelles	4.9	22/27	13.505.716,43	15.221.643,52
Terrains et constructions.....		22	2.989.358,86	2.692.028,22
Installations, machines et outillage.....		23	3.465.492,11	2.510.648,00
Mobilier et matériel roulant.....		24	27.381,90	83.649,20
Location-financement et droits similaires.....		25	6.806.157,89	7.978.708,24
Autres immobilisations corporelles.....		26	274,20	325,64
Immobilisations en cours et acomptes versés.....		27	217.051,47	1.956.284,22
Immobilisations financières	4.1-4	28		936,87
Sociétés mises en équivalence.....	4.10	9921		936,87
Participations.....		99211		936,87
Créances.....		99212		
Autres entreprises.....	4.10	284/8		
Participations, actions et parts.....		284		
Créances.....		285/8		
ACTIFS CIRCULANTS		29/58	<u>9.636.631,28</u>	<u>11.322.400,78</u>
Créances à plus d'un an		29		
Créances commerciales.....		290		
Autres créances.....		291		
Impôts différés.....		292		
Stocks et commandes en cours d'exécution		3	1.771.352,99	2.237.041,36
Stocks (2).....		30/36	1.771.352,99	2.193.571,64
Approvisionnements.....		30/31	1.488.610,08	1.703.398,35
En-cours de fabrication.....		32	79.003,64	124.585,45
Produits finis.....		33	201.079,01	362.835,62
Marchandises.....		34	2.660,26	2.752,22
Immeubles destinés à la vente.....		35		
Acomptes versés.....		36		
Commandes en cours d'exécution.....		37		43.469,72
Créances à un an au plus		40/41	5.527.840,38	6.655.980,42
Créances commerciales.....		40	5.313.471,27	6.306.631,10
Autres créances.....		41	214.369,11	349.349,32
Placements de trésorerie		50/53	333.137,92	333.341,36
Actions propres.....		50		
Autres placements.....		51/53	333.137,92	333.341,36
Valeurs disponibles		54/58	1.860.833,84	1.835.390,06
Comptes de régularisation		490/1	143.466,15	260.647,58
TOTAL DE L'ACTIF		20/58	23.172.544,30	26.568.212,79

(1) Article 124 de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés.

(2) Possibilité de regroupement des stocks (article 158, § 1, alinéa 2 de l'arrêté royal précité).

PASSIF		Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES			10/15	8.399.588,61	8.549.990,29
Capital			10	3.882.712,37	3.882.712,37
Capital souscrit.....			100	3.882.712,37	3.882.712,37
Capital non appelé.....			101		
Primes d'émission			11	4.240.232,74	4.240.232,74
Plus-values de réévaluation			12		
Réserves consolidées (+)/(-)		4.11	9910	-612.993,94	-671.055,14
Écarts de consolidation négatifs		4.12	9911	75.075,20	75.075,20
Imputations des écarts de consolidation positifs			99201		
Écarts de conversion (+)/(-)			9912	-284.779,74	-220.854,23
Subsides en capital			15	1.099.341,98	1.243.879,35
INTERETS DE TIERS					
Intérêts de tiers			9913	1.410,61	1.570,89
PROVISIONS, IMPÔTS DIFFÉRÉS ET LATENCES FISCALES			16	763.624,37	1.081.542,97
Provisions pour risques et charges			160/5	227.603,15	485.231,49
Pensions et obligations similaires.....			160	2.679,12	6.372,48
Charges fiscales.....			161		
Grosses réparations et gros entretien.....			162	110.000,00	
Autres risques et charges.....			163/5	114.924,03	478.859,01
Impôts différés et latences fiscales		4.6	168	536.021,22	596.311,48
DETTES			17/49	14.007.920,71	16.935.108,64
Dettes à plus d'un an		4.13	17	3.790.533,58	5.018.302,70
Dettes financières			170/4	3.078.689,85	3.929.714,28
Emprunts subordonnés.....			170	428.571,44	285.714,30
Emprunts obligataires non subordonnés.....			171		
Dettes de location-financement et assimilées.....			172	1.789.976,77	2.355.874,54
Etablissements de crédit.....			173	536.726,09	355.038,42
Autres emprunts.....			174	323.415,55	933.087,02
Dettes commerciales			175	682.962,83	1.012.048,38
Fournisseurs.....			1750	682.962,83	1.012.048,38
Effets à payer.....			1751		
Acomptes reçus sur commandes.....			176		
Autres dettes.....			178/9	28.880,90	76.540,04
Dettes à un an au plus		4.13	42/48	9.838.039,25	11.431.799,92
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année			42	1.227.450,59	2.030.220,55
Dettes financières			43	4.485.982,70	4.498.740,48
Etablissements de crédit.....			430/8	1.985.982,70	2.248.740,48
Autres emprunts.....			439	2.500.000,00	2.250.000,00
Dettes commerciales			44	2.317.317,52	3.205.365,43
Fournisseurs.....			440/4	2.317.317,52	3.205.365,43
Effets à payer.....			441		
Acomptes reçus sur commandes.....			46	542.270,00	74.539,00
Dettes fiscales, salariales et sociales			45	1.179.909,52	1.489.075,79
Impôts.....			450/3	176.379,15	181.086,36
Rémunérations et charges sociales.....			454/9	1.003.530,37	1.307.989,43
Autres dettes.....			47/48	85.108,92	133.858,67
Comptes de régularisation			492/3	379.347,88	485.006,02
TOTAL DU PASSIF			10/49	23.172.544,30	26.568.212,79

COMPTE DE RESULTATS CONSOLIDÉS*(ventilation des résultats d'exploitation en fonction de leur nature)*

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Ventes et prestations		70/74	30.445.756,76	33.464.005,01
Chiffre d'affaires	4.14	70	29.719.987,74	32.808.935,72
Variation des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution (réduit)..... (+)/(-)		71	-131.177,26	84.745,87
Production immobilisée.....		72		
Autres produits d'exploitation.....		74	856.946,28	570.323,42
Coût des ventes et des prestations		60/64	29.746.420,40	32.692.280,34
Approvisionnements et marchandises.....		60	15.743.674,98	17.408.279,69
Achats.....		600/8	15.680.729,08	17.281.772,02
Variations des stocks (augmentation, réduit)..... (+)/(-)		609	62.945,90	126.507,67
Services et biens divers.....		61	4.933.614,97	4.842.360,96
Rémunérations, charges sociales et pensions.....	4.14	62	7.259.842,24	8.691.865,98
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles.....		630	1.770.098,89	1.890.376,19
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales : dotations (reprises)..... (+)/(-)		631/4	35.576,17	79.664,84
Provisions pour risques et charges : dotations (utilisations et reprises)..... (+)/(-)		635/7	-168.395,00	-415.528,66
Autres charges d'exploitation.....		640/8	172.008,15	195.261,34
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration..... (-)		649		
Amortissements sur écarts de consolidation positifs.....		9960		
Bénéfice (Perte) d'exploitation (+)/(-)		9901	699.336,36	771.724,67
Produits financiers		75	318.066,85	458.498,73
Produits des immobilisations financières.....		750		
Produits des actifs circulants.....		751	6.017,73	12.840,07
Autres produits financiers.....		752/9	312.049,12	445.658,66
Charges financières		65	879.676,73	905.464,51
Charges des dettes.....		650	396.127,60	503.094,00
Amortissements sur écarts de consolidation positifs.....		9961		
Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales - Dotations (reprises)..... (+)/(-)		651	186.719,40	
Autres charges financières.....		652/9	296.829,73	402.370,51
Bénéfice (Perte) courant(e) avant impôts (+)/(-)		9902	137.726,48	324.758,89

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Produits exceptionnels		76	184.129,53	462.915,62
Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles		760		
Reprises d'amortissements sur écarts de consolidation....		9970		
Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières.....		761		
Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels.....		762		372.263,36
Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés.....		763	154.129,53	34.490,41
Autres produits exceptionnels.....	4.14	764/9	30.000,00	56.161,85
Charges exceptionnelles		66	19.295,07	22.684,31
Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles.....		660	16.705,63	
Amortissements exceptionnels sur écarts de consolidation positifs.....		9962		
Réductions de valeur sur immobilisations financières.....		661		
Provisions pour risques et charges exceptionnels Dotations (utilisations)..... (+)/(-)		662		
Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés.....		663	2.589,42	2.375,83
Autres charges exceptionnelles.....	4.14	664/8	0,02	20.308,48
Charges exceptionnelles portées à l'actif au titre de frais de restructuration..... (-)		669		
Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts (+)/(-)		9903	302.560,94	764.990,20
Prélèvements sur les impôts différés et latences fiscales .		780	60.290,26	63.402,94
Transfert aux impôts différés et latences fiscales		680		
Impôts sur le résultat (+)/(-)	4.14	67/77	12.521,10	3.086,04
Impôts.....		670/3	12.521,10	3.086,04
Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales.....		77		
Bénéfice (Perte) de l'exercice (+)/(-)		9904	350.330,10	825.307,10
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence (+)/(-)		9975	-292.236,38	-72.267,81
Résultats en bénéfice.....		99751		
Résultats en perte.....		99651	292.236,38	72.267,81
Bénéfice (Perte) consolidé (+)/(-)		9976	58.093,72	753.039,29
Dont :				
Part des tiers (+)/(-)		99761	32,06	165,68
Part du groupe (+)/(-)		99762	58.061,66	752.873,61

LISTE DES FILIALES CONSOLIDEES ET DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

DENOMINATION, adresse complète du SIEGE et, pour les entreprises de droit belge, mention du NUMERO D'ENTREPRISE	Méthode utilisée (G/P/E1/E2/E3/E4) (1)(2)	Fraction du capital détenue (3) (en %)	Variation du % de détention du capital (par rapport à l'exercice précédent)(4)
SA CASTERMAN PRINTING Quai Donat Casterman 71 7500 Tournai Belgique 0478.947.792	G	99,98	0,00
SA EVADIX DIRECT MARKETING SERVICES Quai Donat Casterman 71 7500 Tournai Belgique 0468.731.813	E3	99,98	0,00
SA EVADIX BILOG (anciennement HALL 22) Quai Donat Casterman 71 7500 Tournai Belgique 0475.949.306	G	99,99	0,00
SA ETIBEL INTERNATIONAL Quai Donat Casterman 71 7500 Tournai Belgique 0880.493.348	G	99,96	0,00
EVADIX EST S.R.L. Strada Chimiei 1 617410 Savinesti Roumanie	G	99,99	0,00
EVADIX MPI S.R.L. Strada Chimiei 1 617410 Savinesti Roumanie	G	99,99	0,00

(1) **G.** Consolidation globale

P. Consolidation proportionnelle (**avec mention, dans la première colonne, des éléments desquels résulte la direction conjointe**)

E1 Mise en équivalence d'une société associée (*article 134, alinéa 1er, 3° de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés*)

E2 Mise en équivalence d'une filiale de fait si son inclusion dans la consolidation serait contraire au principe de l'image fidèle (*article 108 jo. 110 de l'arrêté royal précité*)

E3 Mise en équivalence d'une filiale en liquidation, d'une filiale ayant renoncé à poursuivre ses activités, d'une filiale sans perspective de continuité des activités (*article 109 jo. 110 de l'arrêté royal précité*,

E4 Mise en équivalence d'une filiale commune dont l'activité n'est pas étroitement intégrée dans l'activité de la société disposant du contrôle conjoint (*article 134, alinéa 2 de l'arrêté royal précité*)

(2) Si une variation du pourcentage de détention du capital entraîne une modification de la méthode utilisée, la nouvelle méthode est suivie d'un **astérisque**.

(3) Fraction du capital détenue dans ces entreprises par les entreprises comprises dans la consolidation et par des personnes agissant en leur nom propre mais pour le compte de ces entreprises.

(4) Si la composition de l'ensemble consolidé a été, au cours de l'exercice, affectée de manière notable par des variations de ce pourcentage, des renseignements complémentaires sont fournis dans la section CONSO 4.5. (*article 112 de l'arrêté précité*).

LISTE DES FILIALES CONSOLIDEES ET DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

DENOMINATION, adresse complète du SIEGE et, pour les entreprises de droit belge, mention du NUMERO D'ENTREPRISE	Méthode utilisée (G/P/E1/E2/E3/E4) (1)(2)	Fraction du capital détenue (3) (en %)	Variation du % de détention du capital (par rapport à l'exercice précédent)(4)
EVADIX LABELS S.R.L Strada Chimiei 1 617410 Savinesti Roumanie	G	99,99	0,00

(1) **G.** Consolidation globale

P. Consolidation proportionnelle (**avec mention, dans la première colonne, des éléments desquels résulte la direction conjointe**)

E1 Mise en équivalence d'une société associée (*article 134, alinéa 1er, 3° de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés*)

E2 Mise en équivalence d'une filiale de fait si son inclusion dans la consolidation serait contraire au principe de l'image fidèle (*article 108 jo. 110 de l'arrêté royal précité*)

E3 Mise en équivalence d'une filiale en liquidation, d'une filiale ayant renoncé à poursuivre ses activités, d'une filiale sans perspective de continuité des activités (*article 109 jo. 110 de l'arrêté royal précité*,

E4 Mise en équivalence d'une filiale commune dont l'activité n'est pas étroitement intégrée dans l'activité de la société disposant du contrôle conjoint (*article 134, alinéa 2 de l'arrêté royal précité*)

(2) Si une variation du pourcentage de détention du capital entraîne une modification de la méthode utilisée, la nouvelle méthode est suivie d'un **astérisque**.

(3) Fraction du capital détenue dans ces entreprises par les entreprises comprises dans la consolidation et par des personnes agissant en leur nom propre mais pour le compte de ces entreprises.

(4) Si la composition de l'ensemble consolidé a été, au cours de l'exercice, affectée de manière notable par des variations de ce pourcentage, des renseignements complémentaires sont fournis dans la section CONSO 4.5. (*article 112 de l'arrêté précité*).

CRITERES DE CONSOLIDATION ET MODIFICATIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Identification des critères qui président à la mise en oeuvre des méthodes de consolidation par intégration globale et proportionnelle et de la méthode de mise en équivalence ainsi que des cas avec justification, où il est dérogé à ces critères *(en vertu de l'article 165, I. de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés)*.

Toutes les entités juridiques contrôlées de manière directe ou indirecte par Evadix SA ont été consolidées par intégration globale sauf pour la société Evadix Direct Marketing Services qui a été mise en reorganisation judiciaire depuis le 26 novembre 2012 et pour laquelle la méthode de mise en équivalence a été appliquée pour l'établissement des comptes consolidés au 31 décembre 2012.

Renseignements qui rendent significative la comparaison avec les comptes consolidés de l'année précédente si la composition de l'ensemble consolidé a subi au cours de l'exercice une modification notable *(en vertu de l'article 112 de l'arrêté royal précité)*.

La SA Evadix.NET a été mise en liquidation en 2011. La liquidation a été clôturée le 17 décembre 2012 : elle a donc été entièrement deconsolidée à fin 2012.

La SA Evadix Direct Marketing Services est en reorganisation judiciaire depuis le 26 novembre 2012 et a fait l'objet d'une mise en équivalence.

REGLES D'EVALUATION ET METHODES DE CALCUL DES LATENCES FISCALES

Relevé des critères ayant présidé à l'évaluation des différents postes des comptes consolidés, notamment les critères relatifs:

aux constitutions et aux ajustements d'amortissements, de réductions de valeur et de provisions pour risques et charges ainsi qu'aux réévaluations (*en vertu de l'article 165, VI.a. de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés*)

aux bases de conversion pour les montants qui sont ou qui, à l'origine, étaient exprimés dans une devise différente de celle dans laquelle les comptes consolidés sont libellés et pour les états comptables des filiales et des sociétés associées de droit étranger (*en vertu de l'article 165, VI.b de l'arrêté royal précité*).

Règles d'évaluation établies par le conseil d'administration

Sans préjudice de l'application des règles d'évaluation reprises ci-dessous, les règles d'évaluation stipulées dans l'arrêté royal du 30 janvier 2001 relatif aux comptes annuels des entreprises (Code des Sociétés) sont également d'application.

Toutes les entités juridiques du groupe faisant partie du périmètre de consolidation possèdent des règles d'évaluation comptables identiques.

1. Evaluation de l'actif

1.1. Frais d'établissement

Les frais d'établissement sont évalués à leur valeur d'acquisition ; les frais de restructuration, autres que ceux acquis de tiers, sont évalués à leur coût de revient.

Les frais d'établissement et d'augmentation de capital sont portés à l'actif et sont amortis selon la méthode linéaire au taux de 20%.

Les frais d'émission d'emprunts sont activés et l'amortissement est réparti sur toute la durée de l'emprunt.

Les autres frais d'établissement sont portés à l'actif et sont amortis selon la méthode linéaire au taux de 20%.

Les frais de restructuration sont activés et sont amortis selon la méthode linéaire au taux de 20%.

Les dotations aux amortissements se font au prorata temporis durant l'année de l'acquisition.

1.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition ; les immobilisations incorporelles, autres que celles acquises de tiers, sont évaluées à leur coût de revient, dans la mesure où celui-ci ne dépasse pas une estimation prudemment établie de la valeur d'utilisation de ces immobilisations ou de leur rendement futur pour l'entreprise.

La durée de l'amortissement est fixée au cas par cas ; toutefois, si les amortissements de frais de recherche et de développement et de goodwill sont répartis sur plus de cinq ans, justification doit en être donnée.

La durée d'amortissement des licences et des logiciels varie entre 20% et 33.33%.

Les dotations d'amortissement se font au prorata temporis durant l'année d'acquisition.

Les immobilisations incorporelles dont l'utilisation n'est pas limitée dans le temps ne font l'objet de réductions de valeur qu'en cas de moins-value ou de dépréciation durables.

Les écarts de consolidation positifs sont amortis sur une durée de dix ans. Le Conseil d'Administration a retenu la durée de 10 ans pour l'amortissement des écarts de consolidation positifs éventuels dans la mesure où c'est la période sur laquelle est estimé le retour sur investissement dans le cadre de l'acquisition de nouvelles filiales.

1.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, autres que celles engagées pour le paiement d'une rente viagère ou en vertu d'un contrat de location-financement ou de contrats similaires, sont évaluées à leur valeur d'acquisition.

Les droits d'usage dont l'entreprise dispose sur des immobilisations corporelles en vertu de contrats de location-financement ou de contrats similaires, sont portés à l'actif, à concurrence de la partie des versements échelonnés prévus au contrat, représentant la restitution en capital de la valeur du bien, objet du contrat.

Est repris en valeur d'acquisition des biens acquis contre paiement d'une rente viagère, le capital nécessaire au moment de l'acquisition, pour assurer le service de la rente, augmenté du montant payé au comptant et des frais.

Suivant la nature des immobilisations corporelles acquises, le conseil d'administration décide au cas par cas pour chacune des acquisitions de l'exercice de la méthode d'amortissement ainsi que du taux applicable.

En règle, il sera fait application des taux généralement admis par l'Administration des Contributions Directes.

Sauf dérogations décidées, dans le cas d'espèce, par le conseil d'administration, les méthodes d'amortissement et les taux applicables seront les suivants :

- Constructions : 5% linéaire

REGLES D'EVALUATION ET METHODES DE CALCUL DES LATENCES FISCALES

- Machines et outillages : 6,67% linéaire à 33,33% linéaire
- Petit matériel : 20% linéaire à 33,33% linéaire
- Matériel de bureau : 20% linéaire à 33,33% linéaire
- Matériel informatique : 20% linéaire à 33,33% linéaire
- Logiciels informatiques : 20% linéaire à 33,33% linéaire
- Matériel promotionnel : 20% linéaire
- Voitures et véhicules utilitaires : 20% linéaire à 33,33% linéaire
- Leasing : 6,67% linéaire à 33,33% linéaire ou durée du contrat
- Aménagements en immeubles loués : 10% linéaire à 11,11% linéaire.

Les dotations aux amortissements se font au prorata temporis durant l'année de l'acquisition.

Les immobilisations corporelles dont l'utilisation n'est pas limitée dans le temps ne font l'objet de réductions de valeur qu'en cas de moins-value ou de dépréciation durables.

1.4. Immobilisations financières

Les participations et actions sont évaluées à leur valeur d'acquisition, frais accessoires exclus. La valeur d'acquisition des participations, actions ou parts reçues en rémunération d'apports ne consistant pas en numéraire ou résultant de la conversion de créances, correspond à la valeur conventionnelle des biens et valeurs apportées ou des créances consenties. Toutefois, si cette valeur conventionnelle est inférieure à la valeur de marché des biens et des valeurs apportées ou des créances consenties, la valeur d'acquisition correspond à cette valeur supérieure de marché.

Les titres à revenu fixe sont évalués à leur valeur d'acquisition, frais accessoires exclus. Lorsque leur rendement actuariel, calculé à l'achat en tenant compte de leur valeur de remboursement à l'échéance, diffère de leur rendement facial, la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement est prise en résultat prorata temporis sur la durée restant à courir des titres, comme élément constitutif des intérêts produits par ces titres et est portée, selon le cas, en majoration ou en réduction de la valeur d'acquisition des titres, à moins que la prise en résultat du rendement actuariel par rapport à la prise en résultat du seul rendement facial n'ait qu'un effet négligeable. La prise en résultats de cette différence se produit, le cas échéant sur base actualisée. En ce qui concerne des titres dont le revenu est constitué exclusivement, d'après les conditions d'émission, par la différence entre le prix d'émission et la valeur de remboursement, la prise en résultat de cette différence se fait sur une base actualisée, en tenant compte du rendement actuariel à l'achat.

Sans préjudice aux dispositions de l'arrêté royal du 31 janvier 2001 (Code des Sociétés), les créances sont portées au bilan à leur valeur nominale.

Les participations et les actions, reprises sous cette rubrique, font l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value ou de dépréciation durables justifiées par la situation, la rentabilité ou les perspectives de la société dans laquelle les participations ou les actions sont détenues.

Les créances, y compris les titres à revenu fixe, reprises sous cette rubrique, font l'objet de réductions de valeur si leur remboursement à l'échéance est en tout ou en partie incertain ou compromis.

1.5. Stocks

Matières premières, fournitures et marchandises

Les matières premières, fournitures et marchandises sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou à la valeur marché à la date de clôture de l'exercice, lorsque cette dernière est inférieure. L'évaluation à la valeur inférieure du marché ne peut être maintenue si ultérieurement la valeur de marché excède la valeur inférieure retenue pour l'évaluation des stocks.

La valeur d'acquisition des matières premières, fournitures et marchandises est déterminée conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 (Code des Sociétés), par une individualisation du prix de chaque élément.

Produits finis

Les produits finis sont évalués à leur valeur d'acquisition ou à la valeur de marché à la date de clôture d'exercice, lorsque cette dernière est inférieure. L'évaluation de la valeur inférieure de marché ne peut être maintenue si ultérieurement la valeur de marché excède la valeur inférieure retenue pour l'évaluation des stocks.

La valeur d'acquisition des produits finis est déterminée conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 (Code des Sociétés) par une individualisation du prix de chaque élément.

Les produits finis fabriqués par l'entreprise même, sont évalués à leur coût de revient.

Le coût de revient des produits finis comprend uniquement :

- le prix d'achat des matières premières, matières consommables et fournitures ;
- les coûts de fabrication qui sont directement imputables au produit ou au groupe de produits ;
- une quote-part d'une partie des coûts indirects de fabrication.

En-cours de fabrication

REGLES D'EVALUATION ET METHODES DE CALCUL DES LATENCES FISCALES

Les en-cours de fabrication sont évalués à leur coût de revient :

- le prix d'achat des matières premières, matières consommables et fournitures ;
- les coûts de fabrication qui sont directement imputables au produit ou au groupe de produits ;
- une quote-part d'une partie des coûts indirects de fabrication.

Commandes en cours d'exécution

Les commandes en cours d'exécution sont évaluées à leur coût de revient, majoré compte tenu du degré d'avancement des travaux de fabrication, de l'excédent du prix stipulé au contrat par rapport au coût de revient lorsque cet excédent est devenu raisonnablement certain.

Le coût de revient des commandes en exécution comprend uniquement :

- le prix d'achat des matières premières, matières consommables et fournitures ;
- les coûts de fabrication qui sont directement imputables au produit ou au groupe de produits ;
- une quote-part d'une partie des coûts indirects de fabrication.

1.6. Créances à plus d'un an et à un an au plus

Sans préjudice aux dispositions à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 (Code des Sociétés), les créances sont portées au bilan à leur valeur nominale.

Les créances à plus ou à moins d'un an, qui ne sont pas reprises sous la rubrique " immobilisations financières", font l'objet de réduction de valeur si leur remboursement à l'échéance est en tout ou en partie incertain ou compromis ou lorsque leur valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice est inférieure à leur valeur comptable déterminée conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 (Code des Sociétés).

Des réductions de valeur complémentaires sont actées sur des créances à plus ou moins d'un an pour tenir compte soit de l'évolution de leur valeur de réalisation ou de marché, soit des aléas justifiés par la nature des avoirs en cause ou de l'activité exercée.

1.7. Placements de trésorerie et valeurs disponibles.

Les actions propres de l'entreprise sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition, frais accessoires exclus.

Les actions sont évaluées au prix d'achat, frais accessoires exclus ou à leur valeur d'apport.

Les titres à revenus fixe sont évalués au prix d'achat, frais accessoires exclus ou à leur valeur d'apport.

Lorsque le rendement actuariel calculé à l'achat en tenant compte de leur valeur de remboursement à l'échéance diffère de leur rendement facial, la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement est prise en résultat prorata temporis sur la durée restant à courir des titres, comme éléments constitutifs des intérêts produits par ces titres et est portée selon le cas, en majoration ou en réduction de la valeur d'acquisition des titres à moins que la prise en résultat du rendement actuariel par rapport à la prise en résultat du seul rendement facial n'ait qu'un effet négligeable. La prise en résultats de cette différence se produit, le cas échéant sur une base actualisée, compte tenu du rendement actuariel à l'achat.

En ce qui concerne des titres dont le revenu est constitué exclusivement, d'après les conditions d'émission, par la différence entre le prix d'émission et la valeur de remboursement, la prise en résultat de cette différence se fait sur une base actualisée, en tenant compte du rendement actuariel à l'achat.

Les valeurs disponibles sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition.

Les placements de trésorerie et les valeurs disponibles font l'objet de réductions de valeur lorsque leur valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice est inférieure à leur valeur d'acquisition.

Des réductions de valeur complémentaires sont actées pour tenir compte de l'évolution de leur valeur de réalisation ou de marché.

2 Evaluation du passif

2.1. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont pour objet de couvrir les pertes ou charges nettement circonscrites quant à leur nature, mais qui, à la date de clôture de l'exercice, sont ou probables ou incertaines mais indéterminées quant à leur montant.

Outre les provisions, constituées conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 (Code des Sociétés), des provisions sont constituées, le cas échéant, pour couvrir d'autres risques et charges relatifs à :

- des engagements en matière de rente viagère ;
- des charges découlant de sûretés personnelles ou réelles constituées en garantie de dettes ou d'engagements de tiers ;
- des charges découlant d'engagements relatifs à l'acquisition ou à la cession d'immobilisations ;
- l'exécution de commandes passées ou reçues ;
- des fluctuations de prix ;
- des positions et marchés à termes en devises ou en marchandises ;

REGLES D'EVALUATION ET METHODES DE CALCUL DES LATENCES FISCALES

- des garanties ;
- des litiges en suspens.

Les provisions pour les risques et charges citées ci-dessus sont uniquement constituées en cas de risques prévisibles et de charges permanentes qui peuvent exercer une influence sur le résultat de l'exercice en cours ou des exercices suivants. Le montant des provisions est déterminé sur base d'une estimation objective des documents dont les risques et les charges ressortent.

2.2. Les impôts différés

Les impôts différés sur les subsides en capital et les plus-values réalisées sont initialement évalués au montant normal de taxation qui les aurait frappés, si ces subsides et plus-values avaient été taxés à charge de l'exercice au cours duquel ils ont été taxés. L'évaluation se fait sur base du taux d'imposition moyen.

Ils sont évalués sous déduction de l'effet des réductions d'impôts et immunisations dont il est probable, au moment où ces subsides et ces plus-values sont actés, qu'il résultera, dans un avenir prévisible, une diminution de la charge fiscale afférente à ces subsides et ces plus-values.

2.3. Dettes à plus d'un an et à un an au plus

Sans préjudice aux dispositions de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 (Code des Sociétés), les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Les engagements découlant des droits d'usage dont l'entreprise dispose sur des immobilisations corporelles en vertu de contrats de location financement ou de contrat similaires sont chaque année évalués à concurrence de la partie des versements échelonnés prévus au contrat, représentant la reconstitution en capital de la valeur du bien objet du contrat.

2.4. Réévaluation

Les immobilisations corporelles et les participations et actions, qui sont reprises sous les immobilisations financières, ne font pas l'objet de réévaluation.

2.5. Conversion de devises

Lorsque, à la date du bilan, des avoirs, des dettes et des engagements libellés en devises étrangères font partie des fonds propres de la société et que ces fonds propres sont soumis à l'impôt, ils sont convertis au cours de clôture du marché au comptant à la date du bilan ou du jour suivant de cotation.

Les montants convertis des devises étrangères sont repris comme suit dans le résultat de l'exercice : les écarts de conversion positifs ne sont pas inclus dans le résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été réalisés ; les écarts de conversion négatifs sont directement pris en charge au cours de l'exercice concerné.

Les comptes annuels des filiales libellés en devises étrangères sont convertis de la manière suivante :

- les actifs et passifs sont convertis au cours de clôture, à l'exception des capitaux propres qui sont convertis au cours historique;
- les charges et les produits sont convertis au cours moyen de l'exercice;
- les écarts de conversion résultant de l'application de ces principes sont portés à la rubrique 'Ecart de conversion' au passif du bilan (fonds propres).

Impôts différés et latences fiscales

Ventilation de la rubrique 168 du passif.....	
<i>Impôts différés (en vertu de l'article 76 de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés).....</i>	
<i>Latences fiscales (en vertu de l'article 129 de l'arrêté royal précité).....</i>	

Codes	Montants
168	536.021,22
1681	536.021,22
1682	

Explication détaillée des méthodes mises en oeuvre pour la détermination des latences fiscales (méthode du report variable ou méthode du report fixe, ...)

ÉTAT DES FRAIS D'ÉTABLISSEMENT

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	20P	xxxxxxxxxxxxxx	7.458,39
Mutations de l'exercice			
Nouveaux frais engagés.....	8002		
Amortissements.....	8003	2.210,00	
Ecart de conversion..... (+)/(-)	9980	-14,18	
Autres..... (+)/(-)	8004	144,07	
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	(20)	5.378,28	
Dont:			
Frais de constitution et d'augmentation de capital, frais d'émission d'emprunts, primes de remboursement et autres frais d'établissement ..	200/2	405,78	
Frais de restructuration.....	204	4.972,50	

ÉTAT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8051P	xxxxxxxxxxxxxxx	57.696,29
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8021		
Cessions et désaffectations.....	8031		
Transferts d'une rubrique à une autre..... (+)/(-)	8041		
Ecart de conversion..... (+)/(-)	99811		
Autres variations..... (+)/(-)	99821		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8051	57.696,29	
Amortissements et réductions de valeur			
Au terme de l'exercice.....	8121P	xxxxxxxxxxxxxxx	57.696,29
Mutations de l'exercice			
Actés.....	8071		
Repris	8081		
Acquis de tiers.....	8091		
Annulés.....	8101		
Transférés d'une rubrique à une autre..... (+)/(-)	8111		
Ecart de conversion..... (+)/(-)	99831		
Autres variations..... (+)/(-)	99841		
Au terme de l'exercice.....	8121	57.696,29	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	210		

	Codes	Exercice	Exercice précédent
CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES, SAVOIR-FAIRE, MARQUES ET DROITS SIMILAIRES			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8052P	xxxxxxxxxxxxxxx	198.012,72
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8022	9.989,27	
Cessions et désaffectations.....	8032		
Transferts d'une rubrique à une autre..... (+)/(-)	8042		
Ecarts de conversion..... (+)/(-)	99812	-435,47	
Autres variations..... (+)/(-)	99822	-30.133,65	
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8052	177.432,87	
Amortissements et réductions de valeur			
Au terme de l'exercice.....	8122P	xxxxxxxxxxxxxxx	182.239,49
Mutations de l'exercice			
Actés.....	8072	545,53	
Repris.....	8082		
Acquis de tiers	8092		
Annulés.....	8102		
Transférés d'une rubrique à une autre..... (+)/(-)	8112		
Ecarts de conversion..... (+)/(-)	99832	-36,80	
Autres variations..... (+)/(-)	99842	-30.133,66	
Au terme de l'exercice.....	8122	152.614,56	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	211	<u>24.818,31</u>	

ÉTAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Codes	Exercice	Exercice précédent
TERRAINS ET CONSTRUCTIONS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8191P	xxxxxxxxxxxxxxxx	3.818.545,01
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8161	8.335,67	
Cessions et désaffectations.....	8171		
Transferts d'une rubrique à une autre..... (+)/(-)	8181	473.616,02	
Ecarts de conversion..... (+)/(-)	99851	-19.028,88	
Autres variations..... (+)/(-)	99861		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8191	4.281.467,82	
Plus-values au terme de l'exercice	8251P	xxxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées.....	8211		
Acquises de tiers.....	8221		
Annulées.....	8231		
Transférées d'une rubrique à une autre..... (+)/(-)	8241		
Ecarts de conversion..... (+)/(-)	99871		
Autres variations..... (+)/(-)	99881		
Plus-values au terme de l'exercice	8251		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8321P	xxxxxxxxxxxxxxxx	1.126.516,79
Mutations de l'exercice			
Actés	8271	167.257,62	
Repris.....	8281		
Acquis de tiers.....	8291		
Annulés.....	8301		
Transférés d'une rubrique à une autre..... (+)/(-)	8311		
Ecarts de conversion..... (+)/(-)	99891	-1.809,53	
Autres variations..... (+)/(-)	99901	144,08	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8321	1.292.108,96	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(22)	2.989.358,86	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
INSTALLATIONS, MACHINES ET OUTILLAGE			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8192P	xxxxxxxxxxxxxxx	6.185.598,03
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée.....	8162	361.640,60	
Cessions et désaffectations.....	8172		
Transferts d'une rubrique à une autre..... (-)/(+)	8182	1.234.672,12	
Ecarts de conversion..... (-)/(+)	99852	-63.577,08	
Autres variations..... (-)/(+)	99862	-1.165.804,98	
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8192	6.552.528,69	
Plus-values au terme de l'exercice	8252P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées.....	8212		
Acquises de tiers.....	8222		
Annulées.....	8232		
Transférées d'une rubrique à une autre..... (-)/(+)	8242		
Ecarts de conversion..... (-)/(+)	99872		
Autres variations..... (-)/(+)	99882		
Plus-values au terme de l'exercice	8252		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8322P	xxxxxxxxxxxxxxx	3.674.950,03
Mutations de l'exercice			
Actés.....	8272	520.625,28	
Repris.....	8282		
Acquis de tiers.....	8292		
Annulés.....	8302		
Transférés d'une rubrique à une autre..... (-)/(+)	8312		
Ecarts de conversion..... (-)/(+)	99892	-24.085,04	
Autres variations..... (-)/(+)	99902	-1.084.453,69	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8322	3.087.036,58	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(23)	3.465.492,11	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
MOBILIER ET MATERIEL ROULANT			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8193P	xxxxxxxxxxxxxxx	1.775.530,49
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8163	22.020,96	
Cessions et désaffectations.....	8173	109.519,49	
Transferts d'une rubrique à une autre..... (-)/(+)	8183	59.941,39	
Ecarts de conversion..... (-)/(+)	99853	-445.337,23	
Autres variations..... (-)/(+)	99863	-2.921,21	
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8193	1.299.714,91	
Plus-values au terme de l'exercice	8253P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées.....	8213		
Acquises de tiers.....	8223		
Annulées.....	8233		
Transférées d'une rubrique à une autre..... (-)/(+)	8243		
Ecarts de conversion..... (-)/(+)	99873		
Autres variations..... (-)/(+)	99883		
Plus-values au terme de l'exercice	8253		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8323P	xxxxxxxxxxxxxxx	1.691.881,29
Mutations de l'exercice			
Actés.....	8273	55.337,81	
Repris.....	8283		
Acquis de tiers	8293		
Annulés.....	8303	75.670,42	
Transférés d'une rubrique à une autre..... (-)/(+)	8313	39.701,86	
Ecarts de conversion..... (-)/(+)	99893	-2.305,82	
Autres variations..... (-)/(+)	99903	-436.611,71	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8323	1.272.333,01	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(24)	27.381,90	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
LOCATION-FINANCEMENT ET DROITS SIMILAIRES			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8194P	xxxxxxxxxxxxxxxx	15.895.821,87
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée.....	8164	93.097,00	
Cessions et désaffectations.....	8174	164.052,11	
Transferts d'une rubrique à une autre..... (+)/(-)	8184	-59.941,39	
Ecarts de conversion..... (+)/(-)	99854		
Autres variations..... (+)/(-)	99864	-1.839.637,76	
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8194	13.925.287,61	
Plus-values au terme de l'exercice	8254P	xxxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées.....	8214		
Acquises de tiers.....	8224		
Annulées.....	8234		
Transférées d'une rubrique à une autre..... (+)/(-)	8244		
Ecarts de conversion..... (+)/(-)	99874		
Autres variations..... (+)/(-)	99884		
Plus-values au terme de l'exercice	8254		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8324P	xxxxxxxxxxxxxxxx	7.917.113,63
Mutations de l'exercice			
Actés.....	8274	1.040.776,84	
Repris.....	8284		
Acquis de tiers.....	8294		
Annulés.....	8304	163.870,95	
Transférés d'une rubrique à une autre..... (+)/(-)	8314	-39.701,86	
Ecarts de conversion..... (+)/(-)	99894		
Autres variations..... (+)/(-)	99904	-1.635.187,94	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8324	7.119.129,72	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(25)	<u>6.806.157,89</u>	
DONT :			
Terrains et constructions	250		
Installations, machines et outillage	251	6.691.323,74	
Mobilier et matériel roulant	252	114.834,15	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8195P	xxxxxxxxxxxxxxxx	514,36
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée.....	8165		
Cessions et désaffectations.....	8175		
Transferts d'une rubrique à une autre..... (+)/(-)	8185		
Ecarts de conversion..... (+)/(-)	99855		
Autres variations..... (+)/(-)	99865		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8195	514,36	
Plus-values au terme de l'exercice	8255P	xxxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées.....	8215		
Acquises de tiers.....	8225		
Annulées.....	8235		
Transférées d'une rubrique à une autre..... (+)/(-)	8245		
Ecarts de conversion..... (+)/(-)	99875		
Autres variations..... (+)/(-)	99885		
Plus-values au terme de l'exercice	8255		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8325P	xxxxxxxxxxxxxxxx	188,72
Mutations de l'exercice			
Actés.....	8275	51,44	
Repris.....	8285		
Acquis de tiers.....	8295		
Annulés.....	8305		
Transférés d'une rubrique à une autre..... (+)/(-)	8315		
Ecarts de conversion..... (+)/(-)	99895		
Autres variations..... (+)/(-)	99905		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8325	240,16	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(26)	274,20	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
IMMOBILISATIONS EN COURS ET ACOMPTES VERSES			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice.....	8196P	xxxxxxxxxxxxxxx	1.956.284,23
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée.....	8166	50.687,42	
Cessions et désaffectations.....	8176		
Transferts d'une rubrique à une autre..... (+)/(-)	8186	-1.708.288,14	
Ecarts de conversion..... (+)/(-)	99856	-58.232,04	
Autres variations..... (+)/(-)	99866	-23.400,00	
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice.....	8196	217.051,47	
Plus-values au terme de l'exercice.....	8256P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées.....	8216		
Acquises de tiers.....	8226		
Annulées.....	8236		
Transférées d'une rubrique à une autre..... (+)/(-)	8246		
Ecarts de conversion..... (+)/(-)	99876		
Autres variations..... (+)/(-)	99886		
Plus-values au terme de l'exercice.....	8256		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice.....	8326P	xxxxxxxxxxxxxxx	0,01
Mutations de l'exercice			
Actés.....	8276		
Repris.....	8286		
Acquis de tiers.....	8296		
Annulés.....	8306		
Transférés d'une rubrique à une autre..... (+)/(-)	8316		
Ecarts de conversion..... (+)/(-)	99896		
Autres variations..... (+)/(-)	99906	-0,01	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice.....	8326		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE.....	(27)	<u>217.051,47</u>	

ÉTAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES**SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE - PARTICIPATIONS**

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8391P	xxxxxxxxxxxxxxx	73.204,68
Mutations de l'exercice			
Acquisitions.....	8361		
Cessions et retraits.....	8371	73.204,68	
Transferts d'une rubrique à une autre..... (+)/(-)	8381	290.819,09	
Ecart de conversion..... (+)/(-)	99911		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8391	290.819,09	
Plus-values au terme de l'exercice	8451P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées.....	8411		
Acquises de tiers.....	8421		
Annulées.....	8431		
Ecart de conversion..... (+)/(-)	99921		
Transférées d'une rubrique à une autre..... (+)/(-)	8441		
Plus-values au terme de l'exercice	8451		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8521P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées.....	8471		
Reprises.....	8481		
Acquises de tiers.....	8491		
Annulées.....	8501		
Ecart de conversion..... (+)/(-)	99931		
Transférées d'une rubrique à une autre..... (+)/(-)	8511		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8521		
Montants non appelés au terme de l'exercice	8551P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice (+)/(-)	8541		
Montants non appelés au terme de l'exercice	8551		
Variations des capitaux propres au terme de l'exercice (+)/(-)	9994P	xxxxxxxxxxxxxxx	-72.267,81
Quote-part dans le résultat de l'exercice.....	99941	-292.236,38	
Eliminations du montant des dividendes afférents à ces participations....	99942		
Autres types de variations des capitaux propres.....	99943	73.685,10	
Variations des capitaux propres au terme de l'exercice	9994	-290.819,09	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	99211		
SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE - CRÉANCES			
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	99212P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Additions.....	8581		
Remboursements.....	8591		
Réductions de valeur actées.....	8601		
Réductions de valeur reprises.....	8611		
Ecart de conversion..... (+)/(-)	99951		
Autres..... (+)/(-)	8631		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(99212)		
RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE	(8651)		

ÉTAT DES RÉSERVES CONSOLIDÉES

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Réserves consolidées au terme de l'exercice	9910P	xxxxxxxxxxxxxxx	-671.055,14
Mutations de l'exercice:			
Quote-part du groupe dans le résultat consolidé..... (+)/(-)	99002	58.061,67	
Autres variations..... (+)/(-)	99003	-0,47	
Autres variations			
<i>(à ventiler pour les montants significatifs non attribués à la quote-part du groupe dans le résultat consolidé)</i>			
Arrondis		-0,47	
Réserves consolidées au terme de l'exercice	(9910)	-612.993,94	

ÉTAT DES ÉCARTS DE CONSOLIDATION ET DE MISE EN ÉQUIVALENCE

ÉCARTS POSITIFS	Codes	Exercice	Exercice précédent
CONSOLIDATION			
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	99071P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice:			
Variations dues à une augmentation du pourcentage de détention.....	99021		
Variations dues à une diminution du pourcentage de détention.....	99031		
Amortissements.....	99041		
Écarts portés en résultats.....	99051		
Autres variations.....	99061		
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	99071		
MISE EN EQUIVALENCE			
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	99073P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice:			
Variations dues à une augmentation du pourcentage de détention.....	99023		
Variations dues à une diminution du pourcentage de détention.....	99033		
Amortissements.....	99043		
Écarts portés en résultats.....	99053		
Autres variations.....	99063		
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	99073		
ECARTS NEGATIFS			
CONSOLIDATION			
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	99072P	xxxxxxxxxxxxxxx	75.075,20
Mutations de l'exercice:			
Variations dues à une augmentation du pourcentage de détention.....	99022		
Variations dues à une diminution du pourcentage de détention.....	99032		
Amortissements.....	99042		
Écarts portés en résultats.....	99052		
Autres variations.....	99062		
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	99072	75.075,20	
MISE EN EQUIVALENCE			
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	99074P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice :			
Variations dues à une augmentation du pourcentage de détention.....	99024		
Variations dues à une diminution du pourcentage de détention.....	99034		
Amortissements.....	99044		
Écarts portés en résultats.....	99054		
Autres variations.....	99064		
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	99074		

ÉTAT DES DETTES**VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE****Dettes à plus d'un an échéant dans l'année**

	Codes	Exercice
Dettes financières.....	8801	1.106.676,85
Emprunts subordonnés.....	8811	
Emprunts obligataires non subordonnés.....	8821	
Dettes de location-financement et assimilées.....	8831	835.942,71
Etablissements de crédit.....	8841	194.789,36
Autres emprunts.....	8851	75.944,78
Dettes commerciales.....	8861	120.773,74
Fournisseurs.....	8871	120.773,74
Effets à payer.....	8881	
Acomptes reçus sur commandes.....	8891	
Autres dettes.....	8901	
Total des dettes à plus d'un an échéant dans l'année.....	(42)	1.227.450,59

Dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir

Dettes financières.....	8802	2.838.669,65
Emprunts subordonnés.....	8812	257.142,86
Emprunts obligataires non subordonnés.....	8822	
Dettes de location-financement et assimilées.....	8832	1.789.976,77
Etablissements de crédit.....	8842	518.134,47
Autres emprunts.....	8852	273.415,55
Dettes commerciales.....	8862	682.962,83
Fournisseurs.....	8872	682.962,83
Effets à payer.....	8882	
Acomptes reçus sur commandes.....	8892	
Autres dettes.....	8902	28.880,90
Total des dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir.....	8912	3.550.513,38

Dettes ayant plus de 5 ans à courir

Dettes financières.....	8803	240.020,20
Emprunts subordonnés.....	8813	171.428,58
Emprunts obligataires non subordonnés.....	8823	
Dettes de location-financement et assimilées.....	8833	
Etablissements de crédit.....	8843	18.591,62
Autres emprunts.....	8853	50.000,00
Dettes commerciales.....	8863	
Fournisseurs.....	8873	
Effets à payer.....	8883	
Acomptes reçus sur commandes.....	8893	
Autres dettes.....	8903	
Total des dettes ayant plus de 5 ans à courir.....	8913	240.020,20

DETTES (OU PARTIE DES DETTES) GARANTIES PAR DES SÛRETÉS RÉELLES CONSTITUÉES OU IRRÉVOCABLEMENT PROMISES SUR LES ACTIFS DES ENTREPRISES COMPRISES DANS LA CONSOLIDATION (comprises dans les rubriques 17 et 42/48 du passif)

	Codes	Exercice
Dettes financières	8922	3.550.919,50
Emprunts subordonnés.....	8932	428.571,44
Emprunts obligataires non subordonnés.....	8942	
Dettes de location-financement et assimilées.....	8952	2.625.919,48
Etablissements de crédit.....	8962	212.500,00
Autres emprunts.....	8972	283.928,58
Dettes commerciales	8982	203.736,04
Fournisseurs.....	8992	203.736,04
Effets à payer.....	9002	
Acomptes reçus sur commandes	9012	
Dettes fiscales, salariales et sociales	9022	
Impôts.....	9032	
Rémunérations et charges sociales.....	9042	
Autres dettes	9052	28.880,90
Total des dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs des entreprises comprises dans la consolidation	9062	3.783.536,44

RÉSULTATS

	Codes	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Chiffre d'affaires net			
Ventilation par catégorie d'activité			
Ventilation par marché géographique			
<i>Chiffre d'affaires agrégé du groupe en Belgique.....</i>	99083	23.590.853,16	28.683.482,27
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL (EN UNITÉS) ET FRAIS DE PERSONNEL			
Entreprise consolidante et filiales consolidées par intégration globale			
Effectif moyen du personnel.....	90901	192	248
Ouvriers.....	90911	147	196
Employés.....	90921	45	52
Personnel de direction.....	90931		
Autres.....	90941		
Frais de personnel			
Rémunérations et charges sociales.....	99621	7.259.842,24	8.691.865,98
Pensions.....	99622		
<i>Effectif moyen du personnel en Belgique occupé par les entreprises concernées</i>	99081	138	193
Filiales consolidées par intégration proportionnelle			
Effectif moyen du personnel.....	90902		
Ouvriers.....	90912		
Employés.....	90922		
Personnel de direction.....	90932		
Autres.....	90942		
Frais de personnel			
Rémunérations et charges sociales.....	99623		
Pensions.....	99624		
<i>Effectif moyen du personnel en Belgique occupé par les entreprises concernées</i>	99082		
RÉSULTATS EXCEPTIONNELS			
Ventilation des autres produits exceptionnels			
Régularisation d'exercices antérieurs		30.000,00	49.599,51
Plus-value sur réalisation d'immobilisations financières		0,00	5.000,00
Récupération charges sociales		0,00	1.562,34
Ventilation des autres charges exceptionnelles			
Charges exceptionnelles restructuration LCE		0,00	1.993,29
Charges exceptionnelles : FOREM		0,00	16.928,69
Charges exceptionnelles : Honoraires cabinet Bullman		0,00	1.386,50
Autres		0,02	0,00

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Influence des résultats exceptionnels sur le montant des impôts sur le résultat de l'exercice et de l'exercice précédent

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

	Codes	Exercice
GARANTIES PERSONNELLES constituées ou irrévocablement promises par les entreprises comprises dans la consolidation pour sûreté de dettes ou d'engagements de tiers.....	9149	
GARANTIES RÉELLES constituées ou irrévocablement promises par les entreprises comprises dans la consolidation sur leur actifs propres, pour sûreté de dettes et engagements respectivement :		
d'entreprises comprises dans la consolidation.....	99086	8.297.740,86
de tiers.....	99087	
Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais aux risques et profits des entreprises comprises dans la consolidation, s'ils ne sont pas portés au bilan.....	9217	
Engagements importants d'acquisition d'immobilisations	9218	
Engagements importants de cession d'immobilisations.....	9219	
Droits résultant d'opérations relatives:		
aux taux d'intérêt.....	99088	
aux taux de change.....	99089	
aux prix des matières premières ou marchandises.....	99090	
autres opérations similaires.....	99091	
Engagements résultant d'opérations relatives:		
aux taux d'intérêt.....	99092	
aux taux de change.....	99093	
aux prix des matières premières ou marchandises	99094	
autres opérations similaires.....	99095	

Engagements résultant de garanties techniques attachées à des ventes ou à des prestations déjà effectuées**Litiges importants et autres engagements importants**

- Evadix SA : Affectation en gage, à concurrence de EUR 200 000 de tous les droits résultant de l'assurance solde restant dû, souscrite par la société, avec Pascal Leurquin comme assuré - garantie pour EUR 187 500 de la SOWALFIN (50% Fortis et 50% ING).

- Evadix Bilog : Gage compte à terme pour 333 000 €

- Casterman Printing : Mandats sur les actifs de l'entreprise pour un montant de EUR 2 192 900 qui se ventilent comme suit :

->SOGEPA mandat hypothèque en second rang pour EUR 1.430.000

->FORTIS mandat hypothèque en second rang pour EUR 90.400

-> ING mandat hypothèque à parité Fortis pour EUR 672.500

En cas de non respect de l'article 58 de la LCE, la société devra rembourser l'intégralité des sommes annulées par la décision du tribunal de commerce de Tournai du 11 février 2010, soit un montant total de EUR 2.050.443,96

En outre, les suretés suivantes ont été constituées :

-> Dations en gage des subsides à recevoir de la région wallonne pour EUR 500.000 + dations en gage de créances signées par Evadix SA (BELFIUS)

-> Pari Passu EUR 1 (acte 29410234)

-> Promesse de ne pas faire EUR 1 (acte 41416474)

-> Affectation en gage de toutes créances à charge de BNP Paribas Fortis Factor qui garantit 50 % des créances

- Evadix Direct Marketing Services

->En cas de non respect de l'article 58 de la LCE, la société devra rembourser l'intégralité des sommes annulées par la décision du tribunal de commerce de Tournai du 11 février 2010, soit un montant total de EUR 650.254,55

-> Les dettes de leasing sont garanties par les actifs à EUR 118.832,04

Engagements en matière des pensions de retraite et de survie au profit du personnel ou des dirigeants, à charge des entreprises comprises dans la consolidation

La société Evadix SA a souscrit pour son personnel employé signataire d'un contrat à durée indéterminée une police d'assurance-groupe portant sur la retraite, l'accident et l'invalidité ainsi qu'une police d'assurance maladie, hospitalisation et soins de santé. Sa contribution annuelle est d'environ 50% des primes totales.

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN**NATURE ET OBJECTIF COMMERCIAL DES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN**

À condition que les risques ou les avantages découlant de ces opérations soient significatifs et dans la mesure où la divulgation des risques ou avantages soit nécessaire pour l'appréciation de la situation financière des entreprises qui sont intégrées dans la consolidation en tant qu'un ensemble; le cas échéant, les conséquences financières de ces opérations pour les entreprises qui sont intégrées dans la consolidation en tant qu'un ensemble doivent également être mentionnées:

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES ET LES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION QUI NE SONT PAS COMPRIS DANS LA CONSOLIDATION

	Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES LIÉES			
Immobilisations financières			
Participations et actions.....	9261		
Créances			
A plus d'un an.....	9291		
A un an au plus.....	9301		
	9311		
Placements de trésorerie			
Actions.....	9321		
	9331		
Créances.....	9341		
Dettes			
A plus d'un an.....	9351		
A un an au plus.....	9361		
	9371		
Garanties personnelles et réelles			
Constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises liées.....	9381		
Autres engagements financiers significatifs			
	9401		
Résultats financiers			
Produits des immobilisations financières.....	9421		
Produits des actifs circulants.....	9431		
Autres produits financiers.....	9441		
Charges des dettes.....	9461		
Autres charges financières.....	9471		
ENTREPRISES AVEC LIEN DE PARTICIPATION			
Immobilisations financières			
Participations et actions.....	9262		
Créances			
A plus d'un an.....	9292		
A un an au plus.....	9302		
	9312		
Dettes			
A plus d'un an.....	9352		
A un an au plus.....	9362		
	9372		

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES ET LES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION QUI NE SONT PAS COMPRIS DANS LA CONSOLIDATION

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES EFFECTUÉES DANS DES CONDITIONS AUTRES QUE CELLES DU MARCHÉ

Mention de telles transactions, à l'exception des transactions au sein du groupe, si elles sont significatives, y compris le montant et indication de la nature des rapports avec la partie liée, ainsi que toute autre information sur les transactions qui serait nécessaire pour obtenir une meilleure compréhension de la position financière des entreprises qui sont intégrées dans la consolidation en tant qu'un ensemble:

Néant

Exercice

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC

LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS DE L'ENTREPRISE CONSOLIDANTE

Montant global des rémunérations allouées en raison de leurs fonctions dans l'entreprise consolidante, dans ses filiales et dans ses sociétés associées, y compris le montant des pensions de retraite allouées à ce titre aux anciens administrateurs ou gérants

Montant global des avances et des crédits accordés par l'entreprise consolidante, par une filiale ou par une société associé

Codes	Exercice
99097	27.916,63
99098	
9505	38.484,92
95061	
95062	
95063	
9507	
95081	
95082	
95083	

LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIE (ILS SONT LIES)

Emoluments du (des) commissaire(s)

Emoluments pour l'exercice d'un mandat de commissaire.....

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies auprès du groupe

Autres missions d'attestation.....

Missions de conseils fiscaux.....

Autres missions extérieures à la mission révisoriale.....

Emoluments des personnes avec lesquelles le(s) commissaire(s) est lié (sont liés)

Emoluments pour l'exercice d'un mandat de commissaire.....

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies auprès du groupe

Autres missions d'attestation.....

Missions de conseils fiscaux.....

Autres missions extérieures à la mission révisoriale.....

MENTIONS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 133, PARAGRAPHE 6 DU CODE DES SOCIETES

RAPPORT DE GESTION CONSOLIDÉ

GROUPE EVADIX
(Société-mère : Evadix S.A.)

Rapport de gestion consolidé

Rapport du Conseil d'Administration
à l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 mai 2013

Messieurs les actionnaires,

Conformément à l'article 119 du Code des sociétés, nous avons l'honneur de vous faire rapport sur les activités du Groupe Evadix - dont la société-mère est Evadix S.A. - et de vous soumettre les comptes consolidés de l'exercice 2012.

RAPPORT DE GESTION CONSOLIDÉ

1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

A fin 2012, le périmètre de consolidation du Groupe Evadix est le suivant (selon l'ordre chronologique des participations financières) :

Société	Pourcentage détenu, directement ou indirectement	Capitaux propres au 31/12/2012 (en KEUR)	Résultat net 2012 (en KEUR)
Evadix Bilog SA Constituée le 19/10/2001 Gestion intégrée en logistique Tournai	99.9%	94	1
Casterman Printing SA Constituée le 12/12/2002 Pré-presse, impression et brochage Tournai	99.9%	7.918	368
Etibel International SA constituée le 01/04/2006 Intégration rétroactive dans le périmètre de consolidation à partir du 01/12/2005 Production d'étiquettes (Tournai)	99.9%	41	-75
Evadix EST SPRL Constituée le 23/01/2006 Société mère roumaine (Pietra Neamt – Roumanie)	99.9%	1.129	6
Evadix MPI SPRL constituée le 27/01/2006 Impression sur film plastique (Pietra Neamt – Roumanie)	99.9% (74,45% directement, et indirectement via Evadix EST).	1.659	-102
Evadix LABELS SPRL Constituée le 21/01/2009 Activités connexe à l'imprimerie (Pietra Neamt – Roumanie)	99.9% (42,6% directement, et indirectement via EST)	485	11

Modification du périmètre au cours de l'exercice 2012

La filiale Evadix DMS s.a., étant actuellement en réorganisation judiciaire avec transfert d'activité, elle a été exclue du périmètre de consolidation du Groupe et fait l'objet d'une mise en équivalence dans la présente consolidation.

En ce qui concerne Evadix.Net s.a., la clôture définitive de la liquidation de cette filiale a été entérinée avant le 31 décembre 2012. Cette filiale n'est donc plus reprise dans la consolidation du Groupe.

N.B. : Les montants des capitaux propres ne tiennent pas compte à ce stade d'éventuelles remontées de dividendes des filiales vers Evadix s.a. qui seront décidées par l'Assemblée Générale.

RAPPORT DE GESTION CONSOLIDÉ

2. EVOLUTION DES AFFAIRES

Les principales sociétés du Groupe en termes de chiffre d'affaires sont Casterman Printing s.a. (76,18 % du total consolidé) et Evadix MPI s.p.r.l. (16,97 % du total consolidé).

Evadix MPI confirme ainsi son statut de pôle de croissance futur pour le groupe. En effet, en 2012, la filiale roumaine a poursuivi son développement et a augmenté de 20 % son volume de production et de près de 30 % son chiffres d'affaires. Il y a lieu de rappeler qu'une partie de cette croissance provient de l'acquisition par Evadix Labels fin 2011 d'une toute nouvelle ligne d'extrusion de film polyéthylène, ce qui a permis une intégration en amont de l'activité d'impression sur film polyéthylène.

Malgré un marché de l'imprimerie « gros volumes » qui demeure particulièrement difficile et qui est toujours caractérisé par de nombreuses faillites ainsi que par une pression à la baisse sur les prix, Casterman Printing s.a. est parvenue à accroître son chiffre d'affaires par rapport à 2011. Cette excellente nouvelle est principalement le fruit d'un important travail de l'ensemble des collaborateurs de l'imprimerie sur le service, la qualité et la productivité mais aussi d'une gestion rigoureuse des coûts.

De son côté, la filiale Evadix Bilog s.a. est parvenue à louer l'ensemble de ses surfaces de stockage mais a rencontré dès septembre dernier des problèmes de paiement de la part de 2 de ses principaux locataires, ce qui a eu un impact négatif significatif sur le résultat 2012 de la filiale. Des mesures fortes (mise en demeure, recours à la justice, procédures d'expulsion...) ont d'ailleurs été prises pour remédier au plus vite à cette situation.

Il convient par ailleurs d'indiquer que, ce 21 février 2013, Evadix Bilog s.a. a remis une offre de reprise de l'activité de production de marketing direct de Evadix DMS s.a. au mandataire de justice en charge du suivi de la procédure de réorganisation judiciaire avec transfert d'activité qui affecte en ce moment cette filiale.

L'effectif du personnel au 31 décembre 2012 s'élève pour la Belgique à 188 travailleurs en équivalents temps plein (contre 191 fin 2011), soit 25 employés (27 à fin 2011) et 163 ouvriers (164 fin 2011). Il est en Roumanie de 21 employés (26 à fin 2011) et 34 ouvriers (34 fin 2011).

3. SITUATION FINANCIERE : PRESENTATION DU BILAN

L'année 2012 constituant le neuvième exercice comptable consolidé du Groupe, la comparaison avec les chiffres de l'exercice précédent est effectuée ci-dessous.

Actif

Actifs immobilisés

Le total des immobilisations (valeur nette comptable après amortissements) est à fin 2012 de KEUR 13.536 contre KEUR 15.246 à fin décembre 2011.

RAPPORT DE GESTION CONSOLIDÉ

Du total des immobilisations corporelles de KEUR 13.506 (KEUR 15.222 à fin 2011), les terrains et constructions représentent 22%, les machines en leasing 50% et les installations, machines et outillage 26 %.

Actifs circulants

Les actifs circulants s'élèvent à KEUR 9.636 à fin 2012 (KEUR 11.322 au 31 décembre 2011). Ils sont essentiellement composés de stocks pour KEUR 1.771 (KEUR 2.193 à fin 2011) et de créances à un an au plus pour KEUR 5.528 (6.656 à fin 2011) - dont KEUR 5.314 de créances commerciales et KEUR 214 d'autres créances. Les placements de trésorerie restent à KEUR 333. Les valeurs disponibles s'élèvent à fin 2012 à KEUR 1.861, pour KEUR 1.835 à fin 2011.

Les comptes de régularisation s'élèvent quand à eux à KEUR 143 pour KEUR 261 à fin 2011.

Le total du bilan à fin 2012 s'élève à KEUR 23.173 contre KEUR 26.568 pour l'exercice 2011.

Passif

Les capitaux propres s'élèvent à présent à KEUR 8.399 contre KEUR 8.550 à fin 2011. Ils se composent de KEUR 3.883 de capital souscrit (Evadix s.a.), de KEUR 4.240 de primes d'émission, de KEUR -613 de réserves consolidées (KEUR -671 à fin 2011), de KEUR 75 d'écarts de consolidation négatifs (différence entre le montant de la participation dans certaines filiales et leurs capitaux propres), de KEUR -285 d'écarts de conversion et de KEUR 1.099 de subsides en capital (KEUR 1.244 à fin 2011).

Les provisions pour pensions et obligations similaires s'élèvent à KEUR 3 contre KEUR 6 pour l'exercice précédent. Le solde des provisions liées aux réorganisations effectuées suite au processus de Loi sur la Continuité des entreprises est de KEUR 115. Une provision de KEUR 110 a été constituée pour de grosses réparations à venir en 2013. Enfin, les impôts différés sur subsides en capital s'élèvent à KEUR 536 (KEUR 596 à fin 2011).

Le total des dettes du groupe atteint à présent KEUR 14.008 contre KEUR 16.935 pour l'exercice précédent.

Les dettes à plus d'un an (KEUR 3.791 à fin 2012 contre KEUR 5.018 à fin 2011) concernent des dettes financières à hauteur de KEUR 3.079. Ce dernier montant se répartit comme suit :

- emprunts subordonnés : KEUR 429 (Cette somme est composée essentiellement de l'emprunt souscrit par Evadix s.a. auprès de la Sogepa) ;
- dettes de location financement et assimilées : KEUR 1.790 (dont KEUR 1.589 proviennent des leasings souscrits par Casterman Printing (principalement la roto 6 et ses accessoires)) ;
- établissements de crédit : KEUR 537 (dont KEUR 376 pour l'ensemble les filiales roumaines et KEUR 118 pour Evadix s.a.) ;
- autres emprunts : KEUR 323 (dont KEUR 241 pour Casterman Printing s.a.)

RAPPORT DE GESTION CONSOLIDÉ

Parmi les dettes à un an au plus (KEUR 9.838 à fin 2012 contre KEUR 11.432 à fin 2011), les dettes à plus d'un an échéant dans l'année atteignent KEUR 1.228, les dettes financières à un an au plus KEUR 4.486, les dettes commerciales KEUR 2.317, les dettes fiscales et sociales à KEUR 1.180, et les autres dettes KEUR 85. Les acomptes reçus des clients sur commandes en cours s'élèvent à KEUR 542.

Les comptes de régularisation du passif s'élèvent à fin 2012 à KEUR 379 pour KEUR 485 à fin 2011. Ces comptes reprennent le report de la plus-value relative à la vente des immobilisations dans le cadre des opérations de « sales and lease back » chez Casterman Printing et Evadix, soit KEUR 260.

3. SITUATION FINANCIERE : PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTATS

Le chiffre d'affaires de l'année 2012 s'élève à KEUR 29.720 (KEUR 32.809 en 2011).

La variation des en-cours est de KEUR -131 (KEUR 85 en 2011), la production immobilisée est nulle et les autres produits d'exploitation s'élèvent à KEUR 857 (KEUR 570 en 2011).

Le total des ventes et prestations atteint en conséquence KEUR 30.446 contre KEUR 33.464 pour l'exercice précédent.

Les achats en approvisionnements et marchandises passent de KEUR 17.408 à KEUR 15.744.

Les autres coûts des ventes et prestations s'élèvent à :

KEUR	2012	2011
Services et biens divers	4.933	4.842
Rémunérations et charges sociales	7.260	8.692
Amortissements et réduct. de valeur	1.805	1.970
Provisions pour risques et charges	-168	-416
Autres charges d'exploitation	172	195
Amort. s/ écarts de conso positifs	0	0
Total	14.002	15.283

Le résultat d'exploitation ainsi dégagé est de KEUR 699 pour l'exercice 2012 (KEUR 772 pour 2011).

Le résultat financier (produits financiers diminués des charges financières) s'élève à KEUR -562 en 2012 contre KEUR -447 en 2011. Il se décompose en KEUR 318 (KEUR 458 en 2011) de produits financiers et KEUR 880 (KEUR 905 en 2011) de charges financières dont KEUR 396 de charges de dettes contre KEUR 503 en 2011.

Le résultat courant avant impôts est donc un bénéfice de KEUR 138 pour 2012 (bénéfice de KEUR 325 pour 2011).

RAPPORT DE GESTION CONSOLIDÉ

Le résultat exceptionnel (produits exceptionnels diminués des charges exceptionnelles) s'élève à KEUR 165 en 2012 contre KEUR 440 en 2011. Ce résultat exceptionnel résulte essentiellement de plus-values sur réalisations d'actifs immobilisés.

Le bénéfice de l'exercice avant impôts atteint dès lors KEUR 303 contre un bénéfice de KEUR 765 pour l'exercice précédent.

Le résultat consolidé, après prélèvements sur impôts différés (KEUR 60) et impôts sur le résultat (KEUR 13), s'élève à KEUR 350 contre KEUR 825 en 2011.

La quote-part dans le résultat de l'entreprises mise en équivalence, à savoir Evadix DMS s.a., représente un résultat en perte de KEUR 292.

Le bénéfice consolidé atteint donc KEUR 58.

4. RESERVES CONSOLIDEES

Les réserves consolidées passent de KEUR -671 à fin 2011 à KEUR -613 à fin 2012. Cette augmentation de KEUR 58 se décompose désormais comme suit:

- quote-part du groupe dans le résultat consolidé : KEUR 58 ;
- dividendes distribués par Evadix SA à ses actionnaires : KEUR 0.

5. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS APRES LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Les administrateurs rappellent que, dans le cadre de la procédure de réorganisation judiciaire avec transfert d'activité qui affecte Evadix DMS, Evadix Bilog s.a. a formulé ce 21 février 2013 une offre de reprise de l'activité de production de marketing direct.

6. CIRCONSTANCES INFLUENCANT NOTABLEMENT LE DEVELOPPEMENT

En complément de ce qui a été exposé au paragraphe précédent, les administrateurs confirment que l'éventuelle acceptation de l'offre de reprise de l'activité de production de marketing de la société Evadix DMS par le Tribunal de Commerce de Tournai pourrait avoir un impact significatif sur le développement du groupe Evadix.

7. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Le Groupe n'a pas mené d'activités de recherche et de développement au cours de l'exercice.

8. REGLES D'EVALUATION COMPTABLES

Au niveau consolidé, les règles d'évaluation comptables du Groupe n'ont subi aucune modification au cours du dernier exercice comptable par rapport à celui qui lui a précédé.

RAPPORT DE GESTION CONSOLIDÉ**9. MODIFICATIONS DE LA SITUATION JURIDIQUE**

Aucune modification n'a été actée en 2012.

10. RACHATS D' ACTIONS PROPRES

A fin 2012, le Groupe Evadix ne possède pas d'actions propres.

11. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Conformément aux articles 96 et 119 du Code des Sociétés, le Conseil d'administration décrit ci-après les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe Evadix pourrait être confronté au cours de l'exercice 2013.

Risques de marché :

Evadix exerce ses diverses activités, notamment dans les secteurs de l'impression, de la production de marketing direct et de la logistique, pour des clients nationaux et internationaux. Les dépenses des entreprises clientes d'Evadix sont généralement liées à la conjoncture économique globale, européenne ou nationale. Le ralentissement économique provoque une forte baisse des budgets alloués notamment à la publicité et aux produits de marketing direct.

Risque de liquidité :

Evadix et ses filiales ont recouru à l'endettement de manière significative pour financer les investissements et les besoins de fonds de roulement. Toute faiblesse commerciale pourrait entraîner des difficultés de paiement et de remboursement des dettes commerciales, sociales ou financières. L'appel au marché des capitaux étant par ailleurs très difficile dans les circonstances actuelles, le désendettement du Groupe et sa capacité à faire face aux échéances de remboursement sont directement liés à sa capacité de générer des flux de trésorerie opérationnelle positifs et de financer ses besoins en fonds de roulement.

Risque de taux d'intérêt :

Bien qu'une partie des dettes à long terme soit basée sur des taux d'intérêt fixes, une augmentation des taux d'intérêt ferait peser sur la société des charges financières plus élevées.

Risque crédit :

Evadix pourrait voir son résultat sérieusement affecté par le non-paiement de factures de montants particulièrement significatifs. D'une manière générale, la stratégie d'entreprise privilégie des relations durables avec des clients solides, ce qui joue un rôle positif dans la limitation de ce risque. Afin de limiter le risque de non paiement de clients, l'entreprise couvre une majeure partie de ses créances clients par une assurance crédit.

Risque technologique :

Evadix, et plus particulièrement les divisions imprimerie et production de marketing direct, évolue dans un secteur où l'avantage technologique est crucial. Celui-ci permet de répondre -entre autres- aux demandes du marché pour des types de production toujours plus complexes. Bien qu'Evadix veille à mettre à niveau son parc machine et qu'elle emploie du personnel compétent en matière de veille technologique, il est toutefois

RAPPORT DE GESTION CONSOLIDÉ

possible que l'arrivée non anticipée d'une nouvelle technologie sur le marché provoque une obsolescence soudaine de son outil de production.

Comme toute autre entreprise ayant massivement recours aux outils informatiques, Evadix pourrait être affectée dans l'une ou l'autre de ses divisions opérationnelles par une panne informatique majeure dont les causes n'auraient pas été prévues et dont les conséquences ne seraient pas palliées par les procédures internes régissant l'organisation des sauvegardes des systèmes et des données. De même, et bien qu'un très grand nombre de mesures de protection soient en vigueur dans l'entreprise, Evadix pourrait être victime de « hacking », ce qui pourrait être de nature à affecter de manière temporaire certains aspects de l'activité d'Evadix.

Risque de dépendance vis-à-vis de clients :

Dans la plupart de ses métiers, Evadix travaille traditionnellement sans contrat pluriannuel, ce qui peut constituer un risque induit par une certaine incertitude quant aux relations commerciales futures. Cependant, le fait que le Groupe travaille pour de nombreux clients actifs dans des secteurs très diversifiés est de nature à limiter ce risque.

Risques de financement :

La société entend poursuivre l'amélioration de ses process et de sa productivité, notamment par la mise en œuvre d'investissements stratégiques. Ces investissements requerront la mobilisation de liquidités et l'accès au crédit. L'insuffisance de liquidités ou la difficulté d'obtenir un accès au crédit bancaire seraient donc de nature à compromettre le développement du Groupe.

12. NOMINATION

L'Assemblée Générale Ordinaire du 14 mai 2012 a approuvé à l'unanimité le renouvellement du mandat du cabinet RSM Réviseurs d'Entreprises représenté par Madame Céline Arnaud et Monsieur Bernard de Grand Ry pour une durée de trois années, qui se terminera immédiatement après l'Assemblée Générale de 2015, en vue d'effectuer l'audit des comptes annuels consolidés du groupe de 2012 à 2014 inclus.

Tournai, le 25 mars 2013,

Pour le Conseil d'Administration :



comptes annuels consolidés

Comptes BNB

Rapport de gestion

Rapport du commissaire

EVADIX

GROUPE EVADIX
(Société-mère : Evadix S.A.)

Rapport de gestion consolidé

Rapport du Conseil d'Administration
à l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 mai 2013

Messieurs les actionnaires,

Conformément à l'article 119 du Code des sociétés, nous avons l'honneur de vous faire rapport sur les activités du Groupe Evadix - dont la société-mère est Evadix S.A. - et de vous soumettre les comptes consolidés de l'exercice 2012.

1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

A fin 2012, le périmètre de consolidation du Groupe Evadix est le suivant (selon l'ordre chronologique des participations financières) :

Société	Pourcentage détenu, directement ou indirectement	Capitaux propres au 31/12/2012 (en KEUR)	Résultat net 2012 (en KEUR)
Evadix Bilog SA Constituée le 19/10/2001 Gestion intégrée en logistique Tournai	99.9%	94	1
Casterman Printing SA Constituée le 12/12/2002 Pré-presse, impression et brochage Tournai	99.9%	7.918	368
Etibel International SA constituée le 01/04/2006 Intégration rétroactive dans le périmètre de consolidation à partir du 01/12/2005 Production d'étiquettes (Tournai)	99.9%	41	-75
Evadix EST SPRL Constituée le 23/01/2006 Société mère roumaine (Pietra Neamt – Roumanie)	99.9%	1.129	6
Evadix MPI SPRL constituée le 27/01/2006 Impression sur film plastique (Pietra Neamt – Roumanie)	99.9% (74,45% directement , et indirectement via Evadix EST).	1.659	-102
Evadix LABELS SPRL Constituée le 21/01/2009 Activités connexe à l'imprimerie (Pietra Neamt – Roumanie)	99.9% (42,6% directement, et indirectement via EST)	485	11

Modification du périmètre au cours de l'exercice 2012

La filiale Evadix DMS s.a., étant actuellement en réorganisation judiciaire avec transfert d'activité, elle a été exclue du périmètre de consolidation du Groupe et fait l'objet d'une mise en équivalence dans la présente consolidation.

En ce qui concerne Evadix.Net s.a., la clôture définitive de la liquidation de cette filiale a été entérinée avant le 31 décembre 2012. Cette filiale n'est donc plus reprise dans la consolidation du Groupe.

N.B. : Les montants des capitaux propres ne tiennent pas compte à ce stade d'éventuelles remontées de dividendes des filiales vers Evadix s.a. qui seront décidées par l'Assemblée Générale.

2. EVOLUTION DES AFFAIRES

Les principales sociétés du Groupe en termes de chiffre d'affaires sont Casterman Printing s.a. (76,18 % du total consolidé) et Evadix MPI s.p.r.l. (16,97 % du total consolidé).

Evadix MPI confirme ainsi son statut de pôle de croissance futur pour le groupe. En effet, en 2012, la filiale roumaine a poursuivi son développement et a augmenté de 20 % son volume de production et de près de 30 % son chiffres d'affaires. Il y a lieu de rappeler qu'une partie de cette croissance provient de l'acquisition par Evadix Labels fin 2011 d'une toute nouvelle ligne d'extrusion de film polyéthylène, ce qui a permis une intégration en amont de l'activité d'impression sur film polyéthylène.

Malgré un marché de l'imprimerie « gros volumes » qui demeure particulièrement difficile et qui est toujours caractérisé par de nombreuses faillites ainsi que par une pression à la baisse sur les prix, Casterman Printing s.a. est parvenue à accroître son chiffre d'affaires par rapport à 2011. Cette excellente nouvelle est principalement le fruit d'un important travail de l'ensemble des collaborateurs de l'imprimerie sur le service, la qualité et la productivité mais aussi d'une gestion rigoureuse des coûts.

De son côté, la filiale Evadix Bilog s.a. est parvenue à louer l'ensemble de ses surfaces de stockage mais a rencontré dès septembre dernier des problèmes de paiement de la part de 2 de ses principaux locataires, ce qui a eu un impact négatif significatif sur le résultat 2012 de la filiale. Des mesures fortes (mise en demeure, recours à la justice, procédures d'expulsion...) ont d'ailleurs été prises pour remédier au plus vite à cette situation.

Il convient par ailleurs d'indiquer que, ce 21 février 2013, Evadix Bilog s.a. a remis une offre de reprise de l'activité de production de marketing direct de Evadix DMS s.a. au mandataire de justice en charge du suivi de la procédure de réorganisation judiciaire avec transfert d'activité qui affecte en ce moment cette filiale.

L'effectif du personnel au 31 décembre 2012 s'élève pour la Belgique à 188 travailleurs en équivalents temps plein (contre 191 fin 2011), soit 25 employés (27 à fin 2011) et 163 ouvriers (164 fin 2011). Il est en Roumanie de 21 employés (26 à fin 2011) et 34 ouvriers (34 fin 2011).

3. SITUATION FINANCIERE : PRESENTATION DU BILAN

L'année 2012 constituant le neuvième exercice comptable consolidé du Groupe, la comparaison avec les chiffres de l'exercice précédent est effectuée ci-dessous.

Actif

Actifs immobilisés

Le total des immobilisations (valeur nette comptable après amortissements) est à fin 2012 de KEUR 13.536 contre KEUR 15.246 à fin décembre 2011.

Du total des immobilisations corporelles de KEUR 13.506 (KEUR 15.222 à fin 2011), les terrains et constructions représentent 22%, les machines en leasing 50% et les installations, machines et outillage 26 %.

Actifs circulants

Les actifs circulants s'élèvent à KEUR 9.636 à fin 2012 (KEUR 11.322 au 31 décembre 2011). Ils sont essentiellement composés de stocks pour KEUR 1.771 (KEUR 2.193 à fin 2011) et de créances à un an au plus pour KEUR 5.528 (6.656 à fin 2011) - dont KEUR 5.314 de créances commerciales et KEUR 214 d'autres créances. Les placements de trésorerie restent à KEUR 333. Les valeurs disponibles s'élèvent à fin 2012 à KEUR 1.861, pour KEUR 1.835 à fin 2011.

Les comptes de régularisation s'élèvent quand à eux à KEUR 143 pour KEUR 261 à fin 2011.

Le total du bilan à fin 2012 s'élève à KEUR 23.173 contre KEUR 26.568 pour l'exercice 2011.

Passif

Les capitaux propres s'élèvent à présent à KEUR 8.399 contre KEUR 8.550 à fin 2011. Ils se composent de KEUR 3.883 de capital souscrit (Evadix s.a.), de KEUR 4.240 de primes d'émission, de KEUR -613 de réserves consolidées (KEUR -671 à fin 2011), de KEUR 75 d'écarts de consolidation négatifs (différence entre le montant de la participation dans certaines filiales et leurs capitaux propres), de KEUR -285 d'écarts de conversion et de KEUR 1.099 de subsides en capital (KEUR 1.244 à fin 2011).

Les provisions pour pensions et obligations similaires s'élèvent à KEUR 3 contre KEUR 6 pour l'exercice précédent. Le solde des provisions liées aux réorganisations effectuées suite au processus de Loi sur la Continuité des entreprises est de KEUR 115. Une provision de KEUR 110 a été constituée pour de grosses réparations à venir en 2013. Enfin, les impôts différés sur subsides en capital s'élèvent à KEUR 536 (KEUR 596 à fin 2011).

Le total des dettes du groupe atteint à présent KEUR 14.008 contre KEUR 16.935 pour l'exercice précédent.

Les dettes à plus d'un an (KEUR 3.791 à fin 2012 contre KEUR 5.018 à fin 2011) concernent des dettes financières à hauteur de KEUR 3.079. Ce dernier montant se répartit comme suit :

- emprunts subordonnés : KEUR 429 (Cette somme est composée essentiellement de l'emprunt souscrit par Evadix s.a. auprès de la Sogepa) ;
- dettes de location financement et assimilées : KEUR 1.790 (dont KEUR 1.589 proviennent des leasings souscrits par Casterman Printing (principalement la roto 6 et ses accessoires)) ;
- établissements de crédit : KEUR 537 (dont KEUR 376 pour l'ensemble les filiales roumaines et KEUR 118 pour Evadix s.a.) ;
- autres emprunts : KEUR 323 (dont KEUR 241 pour Casterman Printing s.a.)

Parmi les dettes à un an au plus (KEUR 9.838 à fin 2012 contre KEUR 11.432 à fin 2011), les dettes à plus d'un an échéant dans l'année atteignent KEUR 1.228, les dettes financières à un an au plus KEUR 4.486, les dettes commerciales KEUR 2.317, les dettes fiscales et sociales à KEUR 1.180, et les autres dettes KEUR 85. Les acomptes reçus des clients sur commandes en cours s'élèvent à KEUR 542.

Les comptes de régularisation du passif s'élèvent à fin 2012 à KEUR 379 pour KEUR 485 à fin 2011. Ces comptes reprennent le report de la plus-value relative à la vente des immobilisations dans le cadre des opérations de « sales and lease back » chez Casterman Printing et Evadix, soit KEUR 260.

3. SITUATION FINANCIERE : PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTATS

Le chiffre d'affaires de l'année 2012 s'élève à KEUR 29.720 (KEUR 32.809 en 2011).

La variation des en-cours est de KEUR -131 (KEUR 85 en 2011), la production immobilisée est nulle et les autres produits d'exploitation s'élèvent à KEUR 857 (KEUR 570 en 2011).

Le total des ventes et prestations atteint en conséquence KEUR 30.446 contre KEUR 33.464 pour l'exercice précédent.

Les achats en approvisionnements et marchandises passent de KEUR 17.408 à KEUR 15.744.

Les autres coûts des ventes et prestations s'élèvent à :

KEUR	2012	2011
Services et biens divers	4.933	4.842
Rémunérations et charges sociales	7.260	8.692
Amortissements et réduct. de valeur	1.805	1.970
Provisions pour risques et charges	-168	-416
Autres charges d'exploitation	172	195
Amort. s/ écarts de conso positifs	0	0
Total	14.002	15.283

Le résultat d'exploitation ainsi dégagé est de KEUR 699 pour l'exercice 2012 (KEUR 772 pour 2011).

Le résultat financier (produits financiers diminués des charges financières) s'élève à KEUR -562 en 2012 contre KEUR -447 en 2011. Il se décompose en KEUR 318 (KEUR 458 en 2011) de produits financiers et KEUR 880 (KEUR 905 en 2011) de charges financières dont KEUR 396 de charges de dettes contre KEUR 503 en 2011.

Le résultat courant avant impôts est donc un bénéfice de KEUR 138 pour 2012 (bénéfice de KEUR 325 pour 2011).

Le résultat exceptionnel (produits exceptionnels diminués des charges exceptionnelles) s'élève à KEUR 165 en 2012 contre KEUR 440 en 2011. Ce résultat exceptionnel résulte essentiellement de plus-values sur réalisations d'actifs immobilisés.

Le bénéfice de l'exercice avant impôts atteint dès lors KEUR 303 contre un bénéfice de KEUR 765 pour l'exercice précédent.

Le résultat consolidé, après prélèvements sur impôts différés (KEUR 60) et impôts sur le résultat (KEUR 13), s'élève à KEUR 350 contre KEUR 825 en 2011.

La quote-part dans le résultat de l'entreprises mise en équivalence, à savoir Evadix DMS s.a., représente un résultat en perte de KEUR 292.

Le bénéfice consolidé atteint donc KEUR 58.

4. RESERVES CONSOLIDEES

Les réserves consolidées passent de KEUR -671 à fin 2011 à KEUR -613 à fin 2012. Cette augmentation de KEUR 58 se décompose désormais comme suit:

- quote-part du groupe dans le résultat consolidé : KEUR 58 ;
- dividendes distribués par Evadix SA à ses actionnaires : KEUR 0.

5. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS APRES LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Les administrateurs rappellent que, dans le cadre de la procédure de réorganisation judiciaire avec transfert d'activité qui affecte Evadix DMS, Evadix Bilog s.a. a formulé ce 21 février 2013 une offre de reprise de l'activité de production de marketing direct.

6. CIRCONSTANCES INFLUENCANT NOTABLEMENT LE DEVELOPPEMENT

En complément de ce qui a été exposé au paragraphe précédent, les administrateurs confirment que l'éventuelle acceptation de l'offre de reprise de l'activité de production de marketing de la société Evadix DMS par le Tribunal de Commerce de Tournai pourrait avoir un impact significatif sur le développement du groupe Evadix.

7. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Le Groupe n'a pas mené d'activités de recherche et de développement au cours de l'exercice.

8. REGLES D'EVALUATION COMPTABLES

Au niveau consolidé, les règles d'évaluation comptables du Groupe n'ont subi aucune modification au cours du dernier exercice comptable par rapport à celui qui lui a précédé.

9. MODIFICATIONS DE LA SITUATION JURIDIQUE

Aucune modification n'a été actée en 2012.

10. RACHATS D' ACTIONS PROPRES

A fin 2012, le Groupe Evadix ne possède pas d'actions propres.

11. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Conformément aux articles 96 et 119 du Code des Sociétés, le Conseil d'administration décrit ci-après les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe Evadix pourrait être confronté au cours de l'exercice 2013.

Risques de marché :

Evadix exerce ses diverses activités, notamment dans les secteurs de l'impression, de la production de marketing direct et de la logistique, pour des clients nationaux et internationaux. Les dépenses des entreprises clientes d'Evadix sont généralement liées à la conjoncture économique globale, européenne ou nationale. Le ralentissement économique provoque une forte baisse des budgets alloués notamment à la publicité et aux produits de marketing direct.

Risque de liquidité :

Evadix et ses filiales ont recouru à l'endettement de manière significative pour financer les investissements et les besoins de fonds de roulement. Toute faiblesse commerciale pourrait entraîner des difficultés de paiement et de remboursement des dettes commerciales, sociales ou financières. L'appel au marché des capitaux étant par ailleurs très difficile dans les circonstances actuelles, le désendettement du Groupe et sa capacité à faire face aux échéances de remboursement sont directement liés à sa capacité de générer des flux de trésorerie opérationnelle positifs et de financer ses besoins en fonds de roulement.

Risque de taux d'intérêt :

Bien qu'une partie des dettes à long terme soit basée sur des taux d'intérêt fixes, une augmentation des taux d'intérêt ferait peser sur la société des charges financières plus élevées.

Risque crédit :

Evadix pourrait voir son résultat sérieusement affecté par le non-paiement de factures de montants particulièrement significatifs. D'une manière générale, la stratégie d'entreprise privilégie des relations durables avec des clients solides, ce qui joue un rôle positif dans la limitation de ce risque. Afin de limiter le risque de non paiement de clients, l'entreprise couvre une majeure partie de ses créances clients par une assurance crédit.

Risque technologique :

Evadix, et plus particulièrement les divisions imprimerie et production de marketing direct, évolue dans un secteur où l'avantage technologique est crucial. Celui-ci permet de répondre -entre autres- aux demandes du marché pour des types de production toujours plus complexes. Bien qu'Evadix veille à mettre à niveau son parc machine et qu'elle emploie du personnel compétent en matière de veille technologique, il est toutefois

possible que l'arrivée non anticipée d'une nouvelle technologie sur le marché provoque une obsolescence soudaine de son outil de production.

Comme toute autre entreprise ayant massivement recours aux outils informatiques, Evadix pourrait être affectée dans l'une ou l'autre de ses divisions opérationnelles par une panne informatique majeure dont les causes n'auraient pas été prévues et dont les conséquences ne seraient pas palliées par les procédures internes régissant l'organisation des sauvegardes des systèmes et des données. De même, et bien qu'un très grand nombre de mesures de protection soient en vigueur dans l'entreprise, Evadix pourrait être victime de « hacking », ce qui pourrait être de nature à affecter de manière temporaire certains aspects de l'activité d'Evadix.

Risque de dépendance vis-à-vis de clients :

Dans la plupart de ses métiers, Evadix travaille traditionnellement sans contrat pluriannuel, ce qui peut constituer un risque induit par une certaine incertitude quant aux relations commerciales futures. Cependant, le fait que le Groupe travaille pour de nombreux clients actifs dans des secteurs très diversifiés est de nature à limiter ce risque.

Risques de financement :

La société entend poursuivre l'amélioration de ses process et de sa productivité, notamment par la mise en œuvre d'investissements stratégiques. Ces investissements requerront la mobilisation de liquidités et l'accès au crédit. L'insuffisance de liquidités ou la difficulté d'obtenir un accès au crédit bancaire seraient donc de nature à compromettre le développement du Groupe.

12. NOMINATION

L'Assemblée Générale Ordinaire du 14 mai 2012 a approuvé à l'unanimité le renouvellement du mandat du cabinet RSM Réviseurs d'Entreprises représenté par Madame Céline Arnaud et Monsieur Bernard de Grand Ry pour une durée de trois années, qui se terminera immédiatement après l'Assemblée Générale de 2015, en vue d'effectuer l'audit des comptes annuels consolidés du groupe de 2012 à 2014 inclus.

Tournai, le 25 mars 2013,

Pour le Conseil d'Administration :



comptes annuels consolidés

*Comptes BNB
Rapport de gestion*

Rapport du commissaire

EVADIX

SA EVADIX

RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDES RELATIF A L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012

Conformément aux dispositions légales, nous vous faisons rapport dans le cadre du mandat de commissaire. Le rapport inclut notre opinion sur les comptes consolidés ainsi que les mentions complémentaires requises.

Attestation sans réserve des comptes consolidés

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique, dont le total du bilan s'élève à € 23.172.544,30 et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de 58.093,72.

L'établissement des comptes consolidés relève de la responsabilité de l'organe de gestion. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs; le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Conformément à ces normes, nous avons tenu compte de l'organisation de l'ensemble consolidé en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre contrôle.

Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes consolidés. Nous avons évalué le bien-fondé des règles d'évaluation, des règles de consolidation et le caractère raisonnable des estimations comptables significatives faites par la société ainsi que la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes consolidés clos le 31 décembre 2012 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'ensemble consolidé, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Mentions complémentaires

L'établissement et le contenu du rapport consolidé de gestion relèvent de la responsabilité de l'organe de gestion.

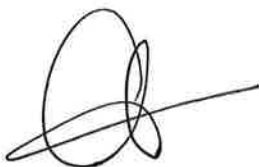
Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport par les mentions complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes consolidés :

- Le rapport consolidé de gestion traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes consolidés. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation est confronté, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.

Gosselies, le 19 avril 2013

LE COMMISSAIRE,

RSM REVISEURS D'ENTREPRISES - BEDRIJFSREVISOREN SCRL
REPRESENTÉE PAR



CELINE ARNAUD
ASSOCIÉE



BERNARD DE GRAND RY
ASSOCIÉ



comptes annuels statutaires

*Comptes BNB
Rapport de gestion
Rapport du commissaire*

EVADIX

COMPTES ANNUELS EN EUROS

Dénomination: **EVADIX**

Forme juridique: Société anonyme

Adresse: Quai Donat Casterman

N°: 71

Boîte:

Code postal: 7500

Commune: Tournai

Pays: Belgique

Registre des personnes morales (RPM) - Tribunal de Commerce de Tournai

Adresse Internet:

Numéro d'entreprise

BE 0467.731.030

Date du dépôt de l'acte constitutif ou du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes constitutif et modificatif(s) des statuts.

20-07-2010

Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale du

13-05-2013

et relatifs à l'exercice couvrant la période du

01-01-2012

au

31-12-2012

Exercice précédent du

01-01-2011

au

31-12-2011

Les montants relatifs à l'exercice précédent sont identiques à ceux publiés antérieurement.

Documents joints aux présents comptes annuels:

Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans objet:

C 1.2, C 5.2.1, C 5.2.4, C 5.3.5, C 5.3.6, C 5.4.2, C 5.4.3, C 5.5.2, C 5.8, C 5.16, C 5.17.1, C 5.17.2

LISTE COMPLETE avec nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de l'entreprise des ADMINISTRATEURS, GERANTS ET COMMISSAIRES

MALCHAIR ROGER

Rue de Mortagne 79/c
7604 Baugnies
BELGIQUE

Début de mandat: 09-05-2011

Fin de mandat: 12-05-2014

Administrateur

LEURQUIN Pascal

Chemin de la vieille Cour 10
1400 Nivelles
BELGIQUE

Début de mandat: 09-05-2011

Fin de mandat: 12-05-2014

Administrateur délégué

IFTIMIA CRINA

Chemin de la Vieille Cour 10
1400 Nivelles

BELGIQUE

Début de mandat: 13-05-2013

Fin de mandat: 12-05-2014

Administrateur

EXTENSYS S.A.

BE 0475.016.522

Avenue du Fond Marie Monseu 8

1330 Rixensart

BELGIQUE

Début de mandat: 14-05-2012

Fin de mandat: 13-05-2013

Président du Conseil d'Administration

Représenté directement ou indirectement
par:

GOSSE Jean-François

JARINVEST

BE 0478.367.871

rue Joseph Mathieu 39

1300 Wavre

BELGIQUE

Début de mandat: 14-05-2012

Fin de mandat: 13-05-2013

Administrateur

Représenté directement ou indirectement
par:

VAN DE KERCKHOVE Etienne

THE NEXT LIMIT SPRL

BE 0875.795.677

Rue Général Lotz 94

1180 Bruxelles

BELGIQUE

Début de mandat: 14-05-2012

Fin de mandat: 13-05-2013

Administrateur

Représenté directement ou indirectement
par:

DE CONINCK Didier

RSM - RÉVISEURS D'ENTREPRISES SCRL (B00033)

BE 0429.471.656

Rue Clément Ader 8

6041 Gosselies

BELGIQUE

Début de mandat: 14-05-2012

Fin de mandat: 11-05-2015

Commissaire

Représenté directement ou indirectement
par:

DE GRAND RY Bernard
Réviseur associé

ARNAUD Céline
Réviseur associé

BILAN APRÈS RÉPARTITION

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIF				
ACTIFS IMMOBILISÉS		20/28	8.199.531,03	8.681.802,86
Frais d'établissement	5.1	20	0	0
Immobilisations incorporelles	5.2	21	26.113,07	43.521,79
Immobilisations corporelles	5.3	22/27	306.596,71	394.759,84
Terrains et constructions		22	143.752,03	169.126,57
Installations, machines et outillage		23	44.739,74	42.643,6
Mobilier et matériel roulant		24	3.048,65	5.329,7
Location-financement et droits similaires		25	115.056,29	177.659,97
Autres immobilisations corporelles		26		
Immobilisations en cours et acomptes versés		27		
Immobilisations financières	5.4/5.5.1	28	7.866.821,25	8.243.521,23
Entreprises liées	5.14	280/1	7.866.821,25	8.243.521,23
Participations		280	7.866.821,25	8.243.521,23
Créances		281		
Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	5.14	282/3		
Participations		282		
Créances		283		
Autres immobilisations financières		284/8		
Actions et parts		284		
Créances et cautionnements en numéraire		285/8		
ACTIFS CIRCULANTS		29/58	1.394.624,16	1.307.880,64
Créances à plus d'un an		29		
Créances commerciales		290		
Autres créances		291		
Stocks et commandes en cours d'exécution		3	2.660,26	2.752,22
Stocks		30/36	2.660,26	2.752,22
Approvisionnements		30/31		
En-cours de fabrication		32		
Produits finis		33		
Marchandises		34	2.660,26	2.752,22
Immeubles destinés à la vente		35		
Acomptes versés		36		
Commandes en cours d'exécution		37		
Créances à un an au plus		40/41	1.355.316,76	1.192.164,67
Créances commerciales		40	241.933,7	110.247
Autres créances		41	1.113.383,06	1.081.917,67
Placements de trésorerie	5.5.1/5.6	50/53		
Actions propres		50		
Autres placements		51/53		
Valeurs disponibles		54/58	20.635,67	106.709,21
Comptes de régularisation	5.6	490/1	16.011,47	6.254,54
TOTAL DE L'ACTIF		20/58	9.594.155,19	9.989.683,5

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
PASSIF				
CAPITAUX PROPRES		10/15	<u>6.149.795,98</u>	<u>6.252.821,42</u>
Capital	5.7	10	3.882.712,37	3.882.712,37
Capital souscrit		100	3.882.712,37	3.882.712,37
Capital non appelé		101		
Primes d'émission		11	4.240.232,74	4.240.232,74
Plus-values de réévaluation		12		
Réserves		13	100.073,16	100.073,16
Réserve légale		130	34.542,15	34.542,15
Réserves indisponibles		131		
Pour actions propres		1310		
Autres		1311		
Réserves immunisées		132		
Réserves disponibles		133	65.531,01	65.531,01
Bénéfice (Perte) reporté(e)		14	-2.089.298,47	-1.989.134,9
			(+)/(-)	
Subsides en capital		15	16.076,18	18.938,05
Avance aux associés sur répartition de l'actif net		19		
PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS		16	<u>8.470,73</u>	<u>9.944,36</u>
Provisions pour risques et charges		160/5		
Pensions et obligations similaires		160		
Charges fiscales		161		
Grosses réparations et gros entretien		162		
Autres risques et charges	5.8	163/5		
Impôts différés		168	8.470,73	9.944,36
DETTES		17/49	<u>3.435.888,48</u>	<u>3.726.917,72</u>
Dettes à plus d'un an	5.9	17	671.924,79	650.600,23
Dettes financières		170/4	671.924,79	650.600,23
Emprunts subordonnés		170	428.571,44	285.714,3
Emprunts obligataires non subordonnés		171		
Dettes de location-financement et assimilées		172	43.153,04	90.425,51
Etablissements de crédit		173	117.749,06	142.538,42
Autres emprunts		174	82.451,25	131.922
Dettes commerciales		175		
Fournisseurs		1750		
Effets à payer		1751		
Acomptes reçus sur commandes		176		
Autres dettes		178/9		
Dettes à un an au plus		42/48	2.664.979,26	2.959.740,54
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	5.9	42	104.861,17	250.593,16
Dettes financières		43	522.728,9	500.000
Etablissements de crédit		430/8	500.000	500.000
Autres emprunts		439	22.728,9	
Dettes commerciales		44	85.272,36	109.421,01
Fournisseurs		440/4	85.272,36	109.421,01
Effets à payer		441		
Acomptes reçus sur commandes		46		
Dettes fiscales, salariales et sociales	5.9	45	48.600,58	57.412,34
Impôts		450/3	14.716,64	5.809,94
Rémunérations et charges sociales		454/9	33.883,94	51.602,4
Autres dettes		47/48	1.903.516,25	2.042.314,03
Comptes de régularisation	5.9	492/3	98.984,43	116.576,95
TOTAL DU PASSIF		10/49	9.594.155,19	9.989.683,5

COMPTE DE RÉSULTATS

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Ventes et prestations		70/74	1.344.576,7	1.349.806,83
Chiffre d'affaires	5.10	70	1.069.443,44	1.140.935,39
En-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution: augmentation (réduction) (+)/(-)		71		
Production immobilisée		72		
Autres produits d'exploitation	5.10	74	275.133,26	208.871,44
Coût des ventes et des prestations		60/64	1.130.845,51	1.229.154,37
Approvisionnements et marchandises		60	41.268,16	43.163,09
Achats		600/8	41.176,2	40.675,31
Stocks: réduction (augmentation) (+)/(-)		609	91,96	2.487,78
Services et biens divers		61	594.577,57	614.575,2
Rémunérations, charges sociales et pensions (+)/(-)	5.10	62	348.518,28	370.605,84
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		630	116.820,69	124.835,26
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises) (+)/(-)		631/4	12.771,86	60.279,77
Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises) (+)/(-)	5.10	635/7		
Autres charges d'exploitation	5.10	640/8	16.888,95	15.695,21
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)		649		
Bénéfice (Perte) d'exploitation (+)/(-)		9901	213.731,19	120.652,46
Produits financiers		75	21.223,46	225.730,25
Produits des immobilisations financières		750	17.786,31	220.905,7
Produits des actifs circulants		751	311,43	1.870,22
Autres produits financiers	5.11	752/9	3.125,72	2.954,33
Charges financières	5.11	65	81.474,68	112.897,24
Charges des dettes		650	76.060,19	105.337,29
Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales: dotations (reprises) (+)/(-)		651		
Autres charges financières		652/9	5.414,49	7.559,95
Bénéfice (Perte) courant(e) avant impôts (+)/(-)		9902	153.479,97	233.485,47
Produits exceptionnels		76		7.903,2
Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles		760		
Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières		761		0
Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels		762		
Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés		763		7.903,2
Autres produits exceptionnels	5.11	764/9		
Charges exceptionnelles		66	246.799,98	577.779,75
Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		660		
Réductions de valeur sur immobilisations financières		661	246.799,98	575.000
Provisions pour risques et charges exceptionnels: dotations (utilisations) (+)/(-)		662		
Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés		663		2.779,75
Autres charges exceptionnelles	5.11	664/8		
Charges exceptionnelles portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)		669		
Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts (+)/(-)		9903	-93.320,01	-336.391,08
Prélèvements sur les impôts différés		780	1.473,63	1.473,6
Transfert aux impôts différés		680		
Impôts sur le résultat (+)/(-)	5.12	67/77	8.317,19	
Impôts		670/3	8.317,19	

Ann.

Régularisations d'impôts et reprises de provisions
fiscales

Bénéfice (Perte) de l'exercice (+)/(-)

Prélèvements sur les réserves immunisées

Transfert aux réserves immunisées

Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter (+)/(-)

Codes	Exercice	Exercice précédent
77		0
9904	-100.163,57	-334.917,48
789		
689		
9905	-100.163,57	-334.917,48

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Bénéfice (Perte) à affecter	(+)/(-) 9906	-2.089.298,47	-1.989.134,9
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	(+)/(-) 9905	-100.163,57	-334.917,48
Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent	(+)/(-) 14P	-1.989.134,9	-1.654.217,42
Prélèvements sur les capitaux propres	791/2		
sur le capital et les primes d'émission	791		
sur les réserves	792		
Affectations aux capitaux propres	691/2		
au capital et aux primes d'émission	691		
à la réserve légale	6920		
aux autres réserves	6921		
Bénéfice (Perte) à reporter	(+)/(-) 14	-2.089.298,47	-1.989.134,9
Intervention d'associés dans la perte	794		
Bénéfice à distribuer	694/6		
Rémunération du capital	694		
Administrateurs ou gérants	695		
Autres allocataires	696		

ANNEXE
ETAT DES FRAIS D'ÉTABLISSEMENT

Valeur comptable nette au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

Nouveaux frais engagés

Amortissements

Autres

(+)/(-)

Valeur comptable nette au terme de l'exercice

Dont

Frais de constitution et d'augmentation de capital, frais d'émission
d'emprunts et autres frais d'établissement

Frais de restructuration

Codes	Exercice	Exercice précédent
20P	XXXXXXXXXX	0
8002		
8003		
8004		
20	0	
200/2		
204		

ETAT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Codes	Exercice	Exercice précédent
CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES, SAVOIR-FAIRE, MARQUES ET DROITS SIMILAIRES			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8052P	XXXXXXXXXX	1.442,77
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8022		
Cessions et désaffectations	8032		
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)	8042		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8052	1.442,77	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8122P	XXXXXXXXXX	1.442,77
Mutations de l'exercice			
Actés	8072		
Repris	8082		
Acquis de tiers	8092		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8102		
Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-)	8112		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8122	1.442,77	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	211	<u>0</u>	

GOODWILL

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

Acquisitions, y compris la production immobilisée

Cessions et désaffectations

Transferts d'une rubrique à une autre

(+)/(-)

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

Actés

Repris

Acquis de tiers

Annulés à la suite de cessions et désaffectations

Transférés d'une rubrique à une autre

(+)/(-)

Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice

VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE

Codes	Exercice	Exercice précédent
8053P	XXXXXXXXXX	87.043,6
8023		
8033		
8043		
8053	87.043,6	
8123P	XXXXXXXXXX	43.521,81
8073	17.408,72	
8083		
8093		
8103		
8113		
8123	60.930,53	
212	<u>26.113,07</u>	

ETAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Codes	Exercice	Exercice précédent
TERRAINS ET CONSTRUCTIONS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8191P	XXXXXXXXXX	380.427,67
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8161		
Cessions et désaffectations	8171		
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8181		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8191	380.427,67	
Plus-values au terme de l'exercice	8251P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice			
Actées	8211		
Acquises de tiers	8221		
Annulées	8231		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8241		
Plus-values au terme de l'exercice	8251		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8321P	XXXXXXXXXX	211.301,1
Mutations de l'exercice			
Actés	8271	25.374,54	
Repris	8281		
Acquis de tiers	8291		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8301		
Transférés d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8311		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8321	236.675,64	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	22	143.752,03	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
INSTALLATIONS, MACHINES ET OUTILLAGE			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8192P	XXXXXXXXXX	150.060,57
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8162	11.430	
Cessions et désaffectations	8172		
Transferts d'une rubrique à une autre	8182		
	(+)/(-)		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8192	161.490,57	
Plus-values au terme de l'exercice	8252P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice			
Actées	8212		
Acquises de tiers	8222		
Annulées	8232		
Transférées d'une rubrique à une autre	8242		
	(+)/(-)		
Plus-values au terme de l'exercice	8252		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8322P	XXXXXXXXXX	107.416,97
Mutations de l'exercice			
Actés	8272	9.333,86	
Repris	8282		
Acquis de tiers	8292		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8302		
Transférés d'une rubrique à une autre	8312		
	(+)/(-)		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8322	116.750,83	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	23	44.739,74	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
MOBILIER ET MATÉRIEL ROULANT			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8193P	XXXXXXXXXX	288.346,62
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8163	7.735	
Cessions et désaffectations	8173	7.735	
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)	8183		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8193	288.346,62	
Plus-values au terme de l'exercice			
	8253P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice			
Actées	8213		
Acquises de tiers	8223		
Annulées	8233		
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	8243		
Plus-values au terme de l'exercice	8253		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice			
	8323P	XXXXXXXXXX	283.016,92
Mutations de l'exercice			
Actés	8273	2.281,05	
Repris	8283		
Acquis de tiers	8293		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8303		
Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-)	8313		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8323	285.297,97	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	24	3.048,65	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
LOCATION-FINANCEMENT ET DROITS SIMILAIRES			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8194P	XXXXXXXXXX	206.960,69
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8164		
Cessions et désaffectations	8174	181,16	
Transferts d'une rubrique à une autre	8184		
	(+)/(-)		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8194	206.779,53	
Plus-values au terme de l'exercice	8254P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice			
Actées	8214		
Acquises de tiers	8224		
Annulées	8234		
Transférées d'une rubrique à une autre	8244		
	(+)/(-)		
Plus-values au terme de l'exercice	8254		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8324P	XXXXXXXXXX	29.300,72
Mutations de l'exercice			
Actés	8274	62.422,52	
Repris	8284		
Acquis de tiers	8294		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8304		
Transférés d'une rubrique à une autre	8314		
	(+)/(-)		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8324	91.723,24	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	25	<u>115.056,29</u>	
DONT			
Terrains et constructions	250	0	
Installations, machines et outillage	251	81.413,29	
Mobilier et matériel roulant	252	33.643	

ETAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

	Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES LIÉES - PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8391P	XXXXXXXXXX	11.083.819,84
Mutations de l'exercice			
Acquisitions	8361		
Cessions et retraits	8371	129.900	
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8381		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8391	10.953.919,84	
Plus-values au terme de l'exercice	8451P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice			
Actées	8411		
Acquises de tiers	8421		
Annulées	8431		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8441		
Plus-values au terme de l'exercice	8451		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8521P	XXXXXXXXXX	2.840.298,61
Mutations de l'exercice			
Actées	8471	246.799,98	
Reprises	8481		
Acquises de tiers	8491		
Annulées à la suite de cessions et retraits	8501		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8511		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8521	3.087.098,59	
Montants non appelés au terme de l'exercice	8551P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice	(+)/(-) 8541		
Montants non appelés au terme de l'exercice	8551		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	280	<u>7.866.821,25</u>	
ENTREPRISES LIÉES - CRÉANCES			
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	281P	<u>XXXXXXXXXX</u>	
Mutations de l'exercice			
Additions	8581		
Remboursements	8591		
Réductions de valeur actées	8601		
Réductions de valeur reprises	8611		
Différences de change	(+)/(-) 8621		
Autres	(+)/(-) 8631		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	281		
RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE	8651		

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

Sont mentionnées ci-après, les entreprises dans lesquelles l'entreprise détient une participation (comprise dans les rubriques 280 et 282 de l'actif) ainsi que les autres entreprises dans lesquelles l'entreprise détient des droits sociaux (compris dans les rubriques 284 et 51/53 de l'actif) représentant 10% au moins du capital souscrit.

DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
	Nombre	%	%			(+) ou (-) (en unités)	
EVADIX DIRECT MARKETING BE 0468.731.813 Société anonyme Quai Donat Casterman 71 7500 Tournai BELGIQUE Parts nominatives	5.599	99,98		31-12-2011	EUR	245.671,28	9.808,38
EVADIX BILOG BE 0475.949.306 Société anonyme Rue Pasquier Grenier 4 7500 Tournai BELGIQUE Parts nominatives	11.677	99,99		31-12-2011	EUR	92.824,79	-86.267,6
CASTERMAN PRINTING BE 0478.947.792 Société anonyme Quai Donat Casterman 71 7500 Tournai BELGIQUE Parts nominatives	29.107	99,98		31-12-2011	EUR	7.678.034,91	856.542,61
EVADIX EST Strada Chimiei 1 Savinesti ROUMANIE Parts nominatives	502.307	99,99		31-12-2011	EUR	1.154.111,71	5.806,47
EVADIX MPI Strada Chimiei 1 Savinesti ROUMANIE Parts nominatives	1.012.521	74,45	25,54	31-12-2011	EUR	1.810.180,14	-64.836,04

N°	BE 0467.731.030	C 5.5.1
----	-----------------	---------

ETIBEL INTERNATIONAL BE 0880.493.348 Société anonyme Avenue de la chapelle 3 1200 Woluwe-Saint-Lambert BELGIQUE Parts nominatives	48.110	99,95		31-12-2011	EUR	116.468,14	10.630,49
EVADIX LABELS Strada Chimiei Savinesti ROUMANIE Parts nominatives	100.947	42,6	57,4	31-12-2011	EUR	487.488,24	1.880,41

PLACEMENTS DE TRÉSORERIE ET COMPTES DE RÉGULARISATION DE L'ACTIF

PLACEMENTS DE TRÉSORERIE - AUTRES PLACEMENTS

Actions et parts

Valeur comptable augmentée du montant non appelé
Montant non appelé

Titres à revenu fixe

Titres à revenu fixe émis par des établissements de crédit

Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit

Avec une durée résiduelle ou de préavis
d'un mois au plus
de plus d'un mois à un an au plus
de plus d'un an

Autres placements de trésorerie non repris ci-avant

Codes	Exercice	Exercice précédent
51		
8681		
8682		
52		
8684		
53		
8686		
8687		
8688		
8689		

COMPTES DE RÉGULARISATION

Ventilation de la rubrique 490/1 de l'actif si celle-ci représente un montant important

Charges à reporter

Exercice
16.011,47

ETAT DU CAPITAL ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

ETAT DU CAPITAL

Capital social

Capital souscrit au terme de l'exercice
Capital souscrit au terme de l'exercice

Codes	Exercice	Exercice précédent
100P	XXXXXXXXXX	3.882.712,37
100	3.882.712,37	

Modifications au cours de l'exercice

Représentation du capital
Catégories d'actions

Codes	Montants	Nombre d'actions
8702	XXXXXXXXXX	3.003.525
8703	XXXXXXXXXX	

Actions nominatives
Actions au porteur et/ou dématérialisées

Capital non libéré

Capital non appelé
Capital appelé, non versé
Actionnaires redevables de libération

Codes	Montant non appelé	Montant appelé non versé
101		XXXXXXXXXX
8712	XXXXXXXXXX	

Actions propres

Détenues par la société elle-même
Montant du capital détenu
Nombre d'actions correspondantes
Détenues par ses filiales
Montant du capital détenu
Nombre d'actions correspondantes

Engagement d'émission d'actions

Suite à l'exercice de droits de conversion
Montant des emprunts convertibles en cours
Montant du capital à souscrire
Nombre maximum correspondant d'actions à émettre
Suite à l'exercice de droits de souscription
Nombre de droits de souscription en circulation
Montant du capital à souscrire
Nombre maximum correspondant d'actions à émettre

Capital autorisé non souscrit

Codes	Exercice
8721	
8722	
8731	
8732	
8740	
8741	
8742	
8745	
8746	
8747	
8751	

Parts non représentatives du capital

Répartition
Nombre de parts
Nombre de voix qui y sont attachées
Ventilation par actionnaire
Nombre de parts détenues par la société elle-même
Nombre de parts détenues par les filiales

Codes	Exercice
8761	
8762	
8771	
8781	

STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT DE L'ENTREPRISE À LA DATE DE CLÔTURE DE SES COMPTES, TELLE QU'ELLE RÉSULTE DES DÉCLARATIONS REÇUES PAR L'ENTREPRISE

Actionnaires	Nombres d'actions	En % du capital	En % du droit de vote
Famille Leurquin	1.316.727	43.84	43.84
Mr Roger Malchair	320.100	10.66	10.66
Mr Thierry Lahaye	186.892	6.17	6.17

ETAT DES DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION DU PASSIF

VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE

Dettes à plus d'un an échéant dans l'année

	Codes	Exercice
Dettes financières	8801	104.861,17
Emprunts subordonnés	8811	
Emprunts obligataires non subordonnés	8821	
Dettes de location-financement et assimilées	8831	47.091,31
Etablissements de crédit	8841	24.789,36
Autres emprunts	8851	32.980,5
Dettes commerciales	8861	
Fournisseurs	8871	
Effets à payer	8881	
Acomptes reçus sur commandes	8891	
Autres dettes	8901	

Total des dettes à plus d'un an échéant dans l'année

	42	104.861,17
--	----	-------------------

Dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir

Dettes financières	8802	481.904,59
Emprunts subordonnés	8812	257.142,86
Emprunts obligataires non subordonnés	8822	
Dettes de location-financement et assimilées	8832	43.153,04
Etablissements de crédit	8842	99.157,44
Autres emprunts	8852	82.451,25
Dettes commerciales	8862	
Fournisseurs	8872	
Effets à payer	8882	
Acomptes reçus sur commandes	8892	
Autres dettes	8902	

Total des dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir

	8912	481.904,59
--	------	-------------------

Dettes ayant plus de 5 ans à courir

Dettes financières	8803	190.020,2
Emprunts subordonnés	8813	171.428,58
Emprunts obligataires non subordonnés	8823	
Dettes de location-financement et assimilées	8833	
Etablissements de crédit	8843	18.591,62
Autres emprunts	8853	
Dettes commerciales	8863	
Fournisseurs	8873	
Effets à payer	8883	
Acomptes reçus sur commandes	8893	
Autres dettes	8903	

Total des dettes ayant plus de 5 ans à courir

	8913	190.020,2
--	------	------------------

DETTES GARANTIES

Dettes garanties par les pouvoirs publics belges

Dettes financières	8921	428.571,44
Emprunts subordonnés	8931	428.571,44
Emprunts obligataires non subordonnés	8941	
Dettes de location-financement et assimilées	8951	
Etablissements de crédit	8961	
Autres emprunts	8971	
Dettes commerciales	8981	
Fournisseurs	8991	
Effets à payer	9001	
Acomptes reçus sur commandes	9011	
Dettes salariales et sociales	9021	
Autres dettes	9051	

Total des dettes garanties par les pouvoirs publics belges

	9061	428.571,44
--	------	-------------------

Dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise

Dettes financières	8922	518.815,79
Emprunts subordonnés	8932	428.571,44

Emprunts obligataires non subordonnés
 Dettes de location-financement et assimilées
 Etablissements de crédit
 Autres emprunts
 Dettes commerciales
 Fournisseurs
 Effets à payer
 Acomptes reçus sur commandes
 Dettes fiscales, salariales et sociales
 Impôts
 Rémunérations et charges sociales
 Autres dettes

Total des dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise

Codes	Exercice
8942	
8952	90.244,35
8962	
8972	
8982	
8992	
9002	
9012	
9022	
9032	
9042	
9052	
9062	518.815,79

DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES

Impôts

Dettes fiscales échues
 Dettes fiscales non échues
 Dettes fiscales estimées

Rémunérations et charges sociales

Dettes échues envers l'Office National de Sécurité Sociale
 Autres dettes salariales et sociales

Codes	Exercice
9072	
9073	14.469,92
450	246,72
9076	
9077	33.883,94

COMPTES DE RÉGULARISATION

Ventilation de la rubrique 492/3 du passif si celle-ci représente un montant important

Charges à imputer
 Produits à reporter

Exercice
42.720,73
56.263,7

RÉSULTATS D'EXPLOITATION**PRODUITS D'EXPLOITATION****Chiffre d'affaires net**

Ventilation par catégorie d'activité

Ventilation par marché géographique

Autres produits d'exploitation

Subsides d'exploitation et montants compensatoires obtenus des pouvoirs publics

CHARGES D'EXPLOITATION**Travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel**

Nombre total à la date de clôture

Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein

Nombre d'heures effectivement prestées

Frais de personnel

Rémunérations et avantages sociaux directs

Cotisations patronales d'assurances sociales

Primes patronales pour assurances extralégales

Autres frais de personnel

Pensions de retraite et de survie

Provisions pour pensions et obligations similaires

Dotations (utilisations et reprises)

Réductions de valeur

Sur stocks et commandes en cours

Actées

Reprises

Sur créances commerciales

Actées

Reprises

Provisions pour risques et charges

Constitutions

Utilisations et reprises

Autres charges d'exploitation

Impôts et taxes relatifs à l'exploitation

Autres

Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise

Nombre total à la date de clôture

Nombre moyen calculé en équivalents temps plein

Nombre d'heures effectivement prestées

Frais pour l'entreprise

Codes	Exercice	Exercice précédent
740	24.847,34	27.212,98
9086	8	9
9087	8,2	8,5
9088	12.733	13.255
620	243.767	254.039,82
621	77.097,93	82.267,74
622	7.677,49	7.811,23
623	19.975,86	26.487,05
624		
(+)/(-) 635		
9110		
9111		
9112	12.771,86	60.279,77
9113		
9115		
9116		
640	15.198,33	14.842,71
641/8	1.690,62	852,5
9096	2	1
9097	0,2	0,6
9098	369	1.275
617	6.419	21.290,49

RÉSULTATS FINANCIERS ET EXCEPTIONNELS**RÉSULTATS FINANCIERS****Autres produits financiers**

Subsides accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats

Subsides en capital

Subsides en intérêts

Ventilation des autres produits financiers

Régularisations de comptes

Ecart de règlements

Codes	Exercice	Exercice précédent
9125	2.861,87	2.861,89
9126		
	263,79	
	0,06	
6501		
6503		
6510		
6511		
653		
6560		
6561		
	5.414,47	7.560,41
	-0,02	-0,46

Amortissement des frais d'émission d'emprunts et des primes de remboursement**Intérêts intercalaires portés à l'actif****Réductions de valeur sur actifs circulants**

Actées

Reprises

Autres charges financières

Montant de l'escompte à charge de l'entreprise sur la négociation de créances

Provisions à caractère financier

Dotations

Utilisations et reprises

Ventilation des autres charges financières

FRAIS DE BANQUE

REGULARISATIONS DE COMPTE

Exercice

RÉSULTATS EXCEPTIONNELS**Ventilation des autres produits exceptionnels****Ventilation des autres charges exceptionnelles**

Réduction de valeur sur immobilisations financières

246.799,98

IMPÔTS ET TAXES**IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT****Impôts sur le résultat de l'exercice**

Impôts et précomptes dus ou versés
Excédent de versements d'impôts ou de précomptes porté à l'actif
Suppléments d'impôts estimés

Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs

Suppléments d'impôts dus ou versés
Suppléments d'impôts estimés ou provisionnés

Principales sources de disparités entre le bénéfice avant impôts, exprimé dans les comptes, et le bénéfice taxable estimé

DNA
PERTES FISCALES RECUPERABLES

Codes	Exercice
9134	246,72
9135	
9136	
9137	246,72
9138	8.070,47
9139	8.070,47
9140	
	297.762,84
	179.993,55

Incidence des résultats exceptionnels sur le montant des impôts sur le résultat de l'exercice**Sources de latences fiscales**

Latences actives
Pertes fiscales cumulées, déductibles des bénéfices taxables ultérieurs
Autres latences actives

Latences passives
Ventilation des latences passives

Codes	Exercice
9141	1.097.976,33
9142	1.097.976,33
9144	

TAXES SUR LA VALEUR AJOUTÉE ET IMPÔTS À CHARGE DE TIERS**Taxes sur la valeur ajoutée, portées en compte**

A l'entreprise (déductibles)
Par l'entreprise

Montants retenus à charge de tiers, au titre de

Précompte professionnel
Précompte mobilier

Codes	Exercice	Exercice précédent
9145	125.746,94	151.602,9
9146	260.822,57	308.176,89
9147	55.796,91	54.023,43
9148		

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

	Codes	Exercice
GARANTIES PERSONNELLES CONSTITUÉES OU IRRÉVOCABLEMENT PROMISES PAR L'ENTREPRISE POUR SÛRETÉ DE DETTES OU D'ENGAGEMENTS DE TIERS	9149	
Dont		
Effets de commerce en circulation endossés par l'entreprise	9150	
Effets de commerce en circulation tirés ou avalisés par l'entreprise	9151	
Montant maximum à concurrence duquel d'autres engagements de tiers sont garantis par l'entreprise	9153	
GARANTIES RÉELLES		
Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de l'entreprise		
Hypothèques		
Valeur comptable des immeubles grevés	9161	143.752,03
Montant de l'inscription	9171	721.840
Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription	9181	
Gages sur d'autres actifs - Valeur comptable des actifs gagés	9191	518.815,79
Sûretés constituées sur actifs futurs - Montant des actifs en cause	9201	
Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de tiers		
Hypothèques		
Valeur comptable des immeubles grevés	9162	
Montant de l'inscription	9172	
Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription	9182	
Gages sur d'autres actifs - Valeur comptable des actifs gagés	9192	
Sûretés constituées sur actifs futurs - Montant des actifs en cause	9202	
BIENS ET VALEURS DÉTENUS PAR DES TIERS EN LEUR NOM MAIS AUX RISQUES ET PROFITS DE L'ENTREPRISE, S'ILS NE SONT PAS PORTÉS AU BILAN		
ENGAGEMENTS IMPORTANTS D'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS		
ENGAGEMENTS IMPORTANTS DE CESSION D'IMMOBILISATIONS		
MARCHÉ À TERME		
Marchandises achetées (à recevoir)	9213	
Marchandises vendues (à livrer)	9214	
Devises achetées (à recevoir)	9215	
Devises vendues (à livrer)	9216	

ENGAGEMENTS RÉSULTANT DE GARANTIES TECHNIQUES ATTACHÉES À DES VENTES OU PRESTATIONS DÉJÀ EFFECTUÉES

Garantie à concurrence de EUR 187500 de la SOWALFIN (50% Fortis et 50% ING)

Affectation en gage, à concurrence de EUR 200 000 de tous les droits résultant de l'assurance solde restant dû, souscrite par la société, avec Pascal Leurquin comme assuré-garantie pour EUR 187500 de la SOWALFIN (50% Fortis et 50% ING)

LITIGES IMPORTANTS ET AUTRES ENGAGEMENTS IMPORTANTS

La société a souscrit pour son personnel employé titulaire d'un contrat à durée indéterminée une police d'assurance groupe portant sur la retraite, l'accident, l'invalidité ainsi qu'une police d'assurance maladie, hospitalisation et soins de santé. Sa contribution annuelle est d'environ 50% des primes totales.

LE CAS ÉCHÉANT, DESCRIPTION SUCCINCTE DU RÉGIME COMPLÉMENTAIRE DE PENSION DE RETRAITE OU DE SURVIE INSTAURÉ AU PROFIT DU PERSONNEL OU DES DIRIGEANTS ET DES MESURES PRISES POUR EN COUVRIR LA CHARGE

PENSIONS DONT LE SERVICE INCOMBE À L'ENTREPRISE ELLE-MÊME

Montant estimé des engagements résultant, pour l'entreprise, de prestations déjà effectuées

Bases et méthodes de cette estimation

Code	Exercice
9220	

NATURE ET OBJECTIF COMMERCIAL DES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN

A condition que les risques ou les avantages découlant de ces opérations soient significatifs et dans la mesure où la divulgation des risques ou avantages soit nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de la société; le cas échéant, les conséquences financières de ces opérations pour la société doivent également être mentionnées

AUTRES DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES ET LES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION

	Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES LIÉES			
Immobilisations financières	280/1	7.866.821,25	8.243.521,23
Participations	280	7.866.821,25	8.243.521,23
Créances subordonnées	9271		
Autres créances	9281		
Créances sur les entreprises liées	9291	1.352.239,21	1.186.407,6
A plus d'un an	9301		
A un an au plus	9311	1.352.239,21	1.186.407,6
Placements de trésorerie	9321		
Actions	9331		
Créances	9341		
Dettes	9351	1.920.044,27	2.080.164,39
A plus d'un an	9361		
A un an au plus	9371	1.920.044,27	2.080.164,39
Garanties personnelles et réelles			
Constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises liées	9381		
Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises liées pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'entreprise	9391		
Autres engagements financiers significatifs	9401		
Résultats financiers			
Produits des immobilisations financières	9421		
Produits des actifs circulants	9431		
Autres produits financiers	9441		
Charges des dettes	9461	31.695,81	49.777,8
Autres charges financières	9471		
Cessions d'actifs immobilisés			
Plus-values réalisées	9481		
Moins-values réalisées	9491		
ENTREPRISES AVEC UN LIEN DE PARTICIPATION			
Immobilisations financières	282/3		
Participations	282		
Créances subordonnées	9272		
Autres créances	9282		
Créances	9292		
A plus d'un an	9302		
A un an au plus	9312		
Dettes	9352		
A plus d'un an	9362		
A un an au plus	9372		

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES EFFECTUÉES DANS DES CONDITIONS AUTRES QUE CELLES DU MARCHÉ

Mention de telles transactions, si elles sont significatives, y compris le montant et indication de la nature des rapports avec la partie liée, ainsi que toute autre information sur les transactions qui serait nécessaire pour obtenir une meilleure compréhension de la position financière de la société

Exercice

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC

LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTRÔLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ENTREPRISE SANS ÊTRE LIÉES À CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTRÔLÉES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES

Créances sur les personnes précitées

Conditions principales des créances

Garanties constituées en leur faveur

Conditions principales des garanties constituées

Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur

Conditions principales des autres engagements

Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable

Aux administrateurs et gérants

Aux anciens administrateurs et anciens gérants

Codes	Exercice
9500	
9501	
9502	
9503	27.916,63
9504	

LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS)

Emoluments du (des) commissaire(s)

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisoriale

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisoriale

Codes	Exercice
9505	12.945
95061	
95062	
95063	
95081	
95082	
95083	

Mentions en application de l'article 133, paragraphe 6 du Code des sociétés

BILAN SOCIAL

Numéros des commissions paritaires dont dépend l'entreprise: 100 218 999.000

Etat des personnes occupées

Travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel

Au cours de l'exercice		Codes	Total	1. Hommes	2. Femmes
Nombre moyen de travailleurs					
Temps plein		1001	5,9	2,1	3,8
Temps partiel		1002	2,9	2,9	
Total en équivalents temps plein (ETP)		1003	8,2	4,4	3,8
Nombre d'heures effectivement prestées					
Temps plein		1011	10.171	3.620	6.551
Temps partiel		1012	2.562	2.562	
Total		1013	12.733	6.182	6.551
Frais de personnel					
Temps plein		1021	262.707,65	93.506,11	169.201,54
Temps partiel		1022	85.810,63	85.810,63	
Total		1023	348.518,28	179.316,74	169.201,54
Montant des avantages accordés en sus du salaire		1033			

Au cours de l'exercice précédent		Codes	P. Total	1P. Hommes	2P. Femmes
Nombre moyen de travailleurs en ETP		1003	8,5		
Nombre d'heures effectivement prestées		1013	13.255		
Frais de personnel		1023	370.605,84		
Montant des avantages accordés en sus du salaire		1033			

Travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel (suite)**A la date de clôture de l'exercice****Nombre de travailleurs****Par type de contrat de travail**

Contrat à durée indéterminée

Contrat à durée déterminée

Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini

Contrat de remplacement

Par sexe et niveau d'études

Hommes

de niveau primaire

de niveau secondaire

de niveau supérieur non universitaire

de niveau universitaire

Femmes

de niveau primaire

de niveau secondaire

de niveau supérieur non universitaire

de niveau universitaire

Par catégorie professionnelle

Personnel de direction

Employés

Ouvriers

Autres

Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
105	5	3	7,4
110	4	3	6,4
111			
112	1		1
113			
120	2	3	4,4
1200			
1201	1	2	2,6
1202		1	0,8
1203	1		1
121	3		3
1210			
1211	2		2
1212	1		1
1213			
130			
134	2	1	2,8
132	3	2	4,6
133			

Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise**Au cours de l'exercice**

Nombre moyen de personnes occupées

Nombre d'heures effectivement prestées

Frais pour l'entreprise

Codes	1. Personnel intérimaire	2. Personnes mises à la disposition de l'entreprise
150	0,2	
151	369	
152	6.419	

Tableau des mouvements du personnel au cours de l'exercice

Entrées

Nombre de travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui ont été inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice

Par type de contrat de travail

Contrat à durée indéterminée

Contrat à durée déterminée

Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini

Contrat de remplacement

Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
205	2		2
210			
211			
212	2		2
213			

Sorties

Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou au registre général du personnel au cours de l'exercice

Par type de contrat de travail

Contrat à durée indéterminée

Contrat à durée déterminée

Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini

Contrat de remplacement

Par motif de fin de contrat

Pension

Chômage avec complément d'entreprise

Licenciement

Autre motif

Dont: le nombre de personnes qui continuent, au moins à mi-temps, à prêter des services au profit de l'entreprise comme indépendants

Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
305	3		3
310	1		1
311			
312	2		2
313			
340			
341			
342			
343	3		3
350			

Renseignements sur les formations pour les travailleurs au cours de l'exercice

	Codes	Hommes	Codes	Femmes
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5801		5811	
Nombre d'heures de formation suivies	5802		5812	
Coût net pour l'entreprise	5803		5813	
dont coût brut directement lié aux formations	58031		58131	
dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs	58032		58132	
dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire)	58033		58133	
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5821	1	5831	2
Nombre d'heures de formation suivies	5822	24	5832	48
Coût net pour l'entreprise	5823	507,36	5833	1.360,08
Initiatives en matière de formation professionnelle initiale à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5841		5851	
Nombre d'heures de formation suivies	5842		5852	
Coût net pour l'entreprise	5843		5853	

RÈGLES D'ÉVALUATION

Groupe Evadix - Exercice 2012

RÈGLES D'ÉVALUATION ÉTABLIES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Sans préjudice de l'application des règles d'évaluation reprises ci-dessous, les règles d'évaluation stipulées dans l'arrêté royal du 30 janvier 2001 relatif aux comptes annuels des entreprises (Code des Sociétés) sont également d'application.

1. Evaluation de l'actif

1.1. Frais d'établissement

Les frais d'établissement sont évalués à leur valeur d'acquisition ; les frais de restructuration, autres que ceux acquis de tiers, sont évalués à leur coût de revient.

Les frais d'établissement et d'augmentation de capital sont portés à l'actif et sont amortis selon la méthode linéaire au taux de 20 %.

Les frais d'émission d'emprunts sont activés et l'amortissement est réparti sur toute la durée de l'emprunt.

Les autres frais d'établissements sont pris directement en charge du compte de résultats.

Les frais de restructuration sont activés et sont amortis selon la méthode linéaire au taux de 20 %.

Les dotations aux amortissements se font au prorata temporis durant l'année de l'acquisition.

1.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition ; les immobilisations incorporelles, autres que celles acquises de tiers, sont évaluées à leur coût de revient, dans la mesure où celui-ci ne dépasse pas une estimation prudemment établie de la valeur d'utilisation de ces immobilisations ou de leur rendement futur pour l'entreprise.

La durée de l'amortissement est fixée au cas par cas ; toutefois, si les amortissements de frais de recherche et de développement et de goodwill sont répartis sur plus de cinq ans, justification doit en être donnée.

Les dotations aux amortissements se font au prorata temporis durant l'année de l'acquisition.

Les immobilisations incorporelles dont l'utilisation n'est pas limitée dans le temps ne font l'objet de réductions de valeur qu'en cas de moins-value ou de dépréciation durables.

1.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, autres que celles engagées pour le paiement d'une rente viagère ou en vertu d'un contrat de location-financement ou de contrats similaires, sont évaluées à leur valeur d'acquisition.

Les droits d'usage dont l'entreprise dispose sur des immobilisations corporelles en vertu de contrats de location-financement ou de contrats similaires, sont portés à l'actif, à concurrence de la partie des versements échelonnés prévus au contrat, représentant la reconstitution en capital de la valeur du bien, objet du contrat.

Est repris sous la valeur d'acquisition des biens acquis contre paiement d'une rente viagère, le capital nécessaire au moment de l'acquisition, pour assurer le service de la rente, augmenté du montant payé au comptant et des frais.

Suivant la nature des immobilisations corporelles acquises, le conseil d'administration décide au cas par cas pour chacune des acquisitions de l'exercice de la méthode d'amortissement ainsi que du taux applicable.

En règle, il sera fait application des taux généralement admis par l'Administration des Contributions Directes.

Sauf dérogations décidées, dans le cas d'espèce, par le conseil d'administration, les méthodes d'amortissement et les taux applicables seront les suivants :

- Voir tableau des méthodes d'amortissement en annexe.

Les dotations aux amortissements se font au prorata temporis durant l'année de l'acquisition.

Les immobilisations corporelles dont l'utilisation n'est pas limitée dans le temps ne font l'objet de réductions de valeur qu'en cas de moins-value ou de dépréciation durables.

Parmi les immobilisations corporelles figurent dans des comptes distincts le matériel informatique ainsi que les logiciels informatiques.

1.4. Immobilisations financières

Les participations et actions sont évaluées à leur valeur d'acquisition, frais accessoires exclus.

La valeur d'acquisition des participations, actions ou parts reçues en rémunération d'apports ne consistant pas en numéraire ou résultant de la conversion de créances, correspond à la valeur conventionnelle des biens et valeurs apportés ou des créances converties. Toutefois, si cette valeur conventionnelle est inférieure à la valeur de marché des biens et valeurs apportés ou des créances converties, la valeur d'acquisition correspond à cette valeur supérieure du marché.

Les titres à revenu fixe sont évalués à leur valeur d'acquisition, frais accessoires exclus. Lorsque leur rendement actuariel, calculé à l'achat en tenant compte de leur valeur de remboursement à l'échéance, diffère de leur rendement facial, la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement est prise en résultat prorata temporis sur la durée restant à courir des titres, comme élément constitutif des intérêts produits par ces titres et est portée, selon le cas, en majoration ou en réduction de la valeur d'acquisition des titres, à moins que la prise en résultat du rendement actuariel par rapport à la prise en résultat du seul rendement facial n'ait qu'un effet négligeable. La prise en résultats de cette différence se produit, le cas échéant sur base actualisée.

En ce qui concerne des titres dont le revenu est constitué exclusivement, d'après les conditions d'émission, par la différence entre le prix d'émission et la valeur de remboursement, la prise en résultat de cette différence se fait sur une base actualisée, en tenant compte du rendement actuariel à l'achat.

Sans préjudice aux dispositions de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 (Code des Sociétés), les créances sont portées au bilan à leur valeur nominale.

Les participations et les actions, reprises sous cette rubrique, font l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value ou de dépréciation durables justifiées par la situation, la rentabilité ou les perspectives de la société dans laquelle les participations ou les actions sont détenues.

Les créances, y compris les titres à revenu fixe, reprises sous cette rubrique, font l'objet de réductions de valeur si leur remboursement à l'échéance est en tout ou en partie incertain ou compromis.

1.5. Stocks

Matières premières, fournitures et marchandises

Les matières premières, fournitures et marchandises sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou à la valeur de marché à la date de clôture de l'exercice, lorsque cette dernière est inférieure. L'évaluation à la valeur inférieure de marché ne peut être maintenue si ultérieurement la valeur de marché excède la valeur inférieure retenue pour l'évaluation des stocks.

La valeur d'acquisition des matières premières, fournitures et marchandises est déterminée conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 (Code des Sociétés), par une individualisation du prix de chaque élément.

Produits finis

Les produits finis sont évalués à leur valeur d'acquisition ou à la valeur de marché à la date de clôture d'exercice, lorsque cette dernière est inférieure. L'évaluation de la valeur inférieure de marché ne peut être maintenue si ultérieurement la valeur de marché excède la valeur inférieure retenue pour l'évaluation des stocks.

La valeur d'acquisition des produits finis est déterminée conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 (Code des Sociétés) par une individualisation du prix de chaque élément.

Les produits finis fabriqués par l'entreprise même, sont évalués à leur coût de revient.

Le coût de revient des produits finis comprend uniquement :

- le prix d'achat des matières premières, matières consommables et fournitures ;
- les coûts de fabrication qui sont directement imputables au produit ou au groupe de produits ;
- une quote-part d'une partie des coûts indirects de fabrication.

En-cours de fabrication

Les en-cours de fabrication sont évalués à leur coût de revient :

- le prix d'achat des matières premières, matières consommables et fournitures ;
- les coûts de fabrication qui sont directement imputables au produit ou au groupe de produits ;
- une quote-part d'une partie des coûts indirects de fabrication.

Commandes en cours d'exécution

Les commandes en cours d'exécution sont évaluées à leur coût de revient, majoré compte tenu du degré d'avancement des travaux de fabrication, de l'excédent du prix stipulé au contrat par rapport au coût de revient lorsque cet excédent est devenu raisonnablement certain.

Le coût de revient des commandes en exécution comprend uniquement :

- le prix d'achat des matières premières, matières consommables et fournitures ;
- les coûts de fabrication qui sont directement imputables au produit ou au groupe de produits ;
- une quote-part d'une partie des coûts indirects de fabrication.

1.6. Créances à plus d'un an et à un an au plus

Sans préjudice aux dispositions de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 (Code des Sociétés), les créances sont portées au bilan à leur valeur nominale.

Les créances à plus ou à moins d'un an, qui ne sont pas reprises sous la rubrique « immobilisations financières », font l'objet de réduction de valeur si leur remboursement à l'échéance est en tout ou en partie incertain ou compromis ou lorsque leur valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice est inférieure à leur valeur comptable déterminée conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 (Code des Sociétés).

Des réductions de valeur complémentaires sont actées sur les créances à plus ou à moins d'un an pour tenir compte soit de l'évolution de leur valeur de réalisation ou de marché, soit des aléas justifiés par la nature des avoirs en cause ou de l'activité exercée.

1.7. Placements de trésorerie et valeurs disponibles

Les actions propres de l'entreprise sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition, frais accessoires exclus.

Les actions sont évaluées au prix d'achat, frais accessoires exclus ou à leur valeur d'apport.

Les titres à revenu fixe sont évalués au prix d'achat, frais accessoires exclus ou à leur valeur d'apport.

Lorsque le rendement actuariel calculé à l'achat en tenant compte de leur valeur de remboursement à l'échéance, diffère de leur rendement facial, la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement est prise en résultat prorata temporis sur la durée restant à courir des titres, comme éléments constitutif des intérêts produits par ces titres et est portée, selon le cas, en majoration ou en réduction de la valeur d'acquisition des titres à moins que la prise en résultat du rendement actuariel par rapport à la prise en résultat du seul rendement facial n'ait qu'un effet négligeable. La prise en résultats de cette différence se produit, le cas échéant sur une base actualisée, compte tenu du rendement actuariel à l'achat.

En ce qui concerne des titres dont le revenu est constitué exclusivement, d'après les conditions d'émission, par la différence entre le prix d'émission et la valeur de remboursement, la prise en résultat de cette différence se fait sur une base actualisée, en tenant compte du rendement actuariel à l'achat.

Les valeurs disponibles sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition.

Les placements de trésorerie et les valeurs disponibles font l'objet de réductions de valeur lorsque leur valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice est inférieure à leur valeur d'acquisition.

Des réductions de valeur complémentaires sont actées pour tenir compte de l'évolution de leur valeur de réalisation ou de marché.

2. Evaluation du passif

2.1. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont pour objet de couvrir les pertes ou charges nettement circonscrites quant à leur nature, mais qui, à la date de clôture de l'exercice, sont ou probables ou certaines mais indéterminées quant à leur montant.

Outre les provisions, constituées conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 (Code des Sociétés), des provisions sont constituées, le cas échéant, pour couvrir d'autres risques et charges relatifs à :

- des engagements en matière de rente viagère ;
- des charges découlant de sûretés personnelles ou réelles constituées en garantie de dettes ou d'engagement de tiers ;
- des charges découlant d'engagements relatifs à l'acquisition ou à la cession d'immobilisation
- l'exécution de commandes passées ou reçues ;
- des fluctuations de prix ;
- des positions et marchés à terme en devises ou en marchandises ;
- des garanties ;
- des litiges en suspens.

Les provisions pour les risques et charges citées ci-dessus sont uniquement constituées en cas de risques prévisibles et de charges permanentes qui peuvent exercer une influence sur le résultat de l'exercice en cours ou des exercices suivants. Le montant des provisions est déterminé sur base d'une estimation objective des documents dont les risques et les charges ressortent.

2.2. Impôts différés

Les impôts différés sur les subsides en capital et les plus-values réalisées sont initialement évalués au montant normal de taxation qui les aurait frappés, si ces subsides et plus-values avaient été taxés à charge de l'exercice au cours duquel ils ont été taxés. L'évaluation se fait sur base du taux d'imposition moyen.

Ils sont évalués sous déduction de l'effet des réductions d'impôts et immunisations dont il est probable, au moment où ces subsides et ces plus-values sont actés, qu'il résultera, dans un avenir prévisible, une diminution de la charge fiscale afférente à ces subsides et ces plus-values.

2.3. Dettes à plus d'un an et à un an au plus

Sans préjudice aux dispositions de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 (Code des Sociétés), les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Les engagements découlant des droits d'usage dont l'entreprise dispose sur des immobilisations corporelles en vertu de contrats de location-financement ou de contrat similaires sont chaque année évalués à concurrence de la partie des versements échelonnés prévus au contrat, représentant la reconstitution en capital de la valeur du bien, objet du contrat.

2.4. Réévaluation

Les immobilisations corporelles et les participations et actions, qui sont reprises sous les immobilisations financières, ne font pas l'objet de réévaluation.

2.5. Conversion de devises

Lorsque, à la date du bilan, des avoirs, des dettes et des engagements libellés en devises étrangères font partie des fonds propres de la société et que ces fonds propres sont soumis à l'impôt, ils sont convertis au cours de clôture du marché au comptant à la date du bilan ou du jour suivant de cotation.

Les montants convertis des devises étrangères sont repris comme suit dans le résultat de l'exercice : les écarts de conversion positifs ne sont pas inclus dans le résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été réalisés; les écarts de conversion négatifs sont directement pris en charge au cours de l'exercice concerné.

Groupe Evadix

Annexe aux règles d'évaluation 2012

	Méthode	Taux		
20 Frais d'établissement	Linéaire	20.00%	20.00	Autres frais d'établissement
21 Concessions, brevets et marques				20.00%
Frais de recherche et développement	Linéaire	20.00%	20.00%	
21 Licences, logiciels				
Supérieur à 3.000€	Linéaire	20.00%		
Inf. à 3.000€			33.33%	
Goodwill	Linéaire	20.00%		
Acomptes versés sur immob. Incorporables				Pas d'amt avant la mise en activité du bien
22 Terrains		0.00%		
Frais acquisition terrains		0.00%		
Constructions bâtiments (= neufs)jusque 31/12/2006	Linéaire	5.00%		
Construction bâtiments (= neufs) à partir de 01/2007	Linéaire	3.33%		
Frais accessoires constructions bâtiments			5.00%	
Immeubles bâtis (= occasions)	Linéaire	5.00%		
ou durée de l'emprunt bancaire				
Frais accessoires sur acquisitions d'immeubles bâtis			5.00%	
ou durée de l'emprunt bancaire				
23 Installations et aménagements			10.00%	
Rayonnages logistiques (neufs, transférés, d'occasion)	Linéaire		10.00%	
Machines et outillages (matériel 'non transportable')				10.00%
Sup. à 1.000.000€			6.67%	
Sup. à 500.000€	Linéaire	10.00%		
pour achats jusqu'au 31/12/2005				
Sup. à 200.000€	Linéaire	10.00%		
pour achats dès 01/01/2006				
Sup. à 2500€	Linéaire	20.00%		
Petit Matériel (Inf. à 2500 € ou matériel léger 'transportable')	Matériel d'occasion	Linéaire	33.33%	Linéaire
Matériel d'occasion			33.33%	20.00%
24 Mobilier			20.00%	
Matériel de bureau	Matériel d'occasion	Linéaire	20.00%	
Matériel informatique		Linéaire	33.33%	
Sup. à 10.000€		Linéaire	20.00%	
Inf. à 10.000€		Linéaire	33.33%	
Logiciels informatiques	Matériel d'occasion	Linéaire	33.33%	
Sup. à 3.000€		Linéaire	20.00%	
Inf. à 3.000€		Linéaire	33.33%	
Matériel promotionnel		Linéaire	20.00%	
Voitures		Linéaire	33.33%	
Véhicules utilitaires	Matériel d'occasion	Linéaire	20.00%	
		Linéaire	33.33%	
25 Logiciel détenus en loc fin				
Sup. à 3.000€	Linéaire	20.00%		
ou durée du leasing				
Inf. à 3.000€	Linéaire	33.33%		
Machines détenues en loc fin				
Sup. à 1.000.000€	Linéaire	6.67%		
ou durée du leasing				
Sup. à 500.000€	Linéaire	10.00%		
durée du leasing pour achats jusqu'au 31/12/2005				ou
Sup. à 200.000€	Linéaire	10.00%		
ou durée du leasing pour achats dès 01/01/2006				
Sup. à 2500€	Linéaire	20.00%		
Matériel informatique détenu en loc fin				ou durée du leasing
Sup. à 10.000€	Linéaire	20.00%		
				ou durée du leasing
Inf. à 10.000€	Linéaire	33.33%		
ou durée du leasing				
Matériel roulant en loc fin			20.00%	
ou durée du leasing	Linéaire			
Véhicules utilitaires en loc fin			20.00%	
ou durée du leasing	Linéaire			
Autres immob. Détenues en loc fin			20.00%	
ou durée du leasing	Linéaire			
26 Aménagements immeuble loué				
Si 9 ans	Linéaire	11.11%		
Si 10 ans	Linéaire	10.00%		
27 Immob. En cours et acomptes versés				Pas d'amt avant la mise en activité du bien

En l'absence de critères légaux permettant d'inventorier les transactions avec des parties liées qui seraient conclues à des conditions autres que celles du marché, aucune information n'a pu être reprise dans l'état XVIII bis des comptes annuels.

RAPPORT DE GESTION

Evadix S.A.

Rapport de gestion

Rapport du Conseil d'Administration
à l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 mai 2013

Messieurs les actionnaires,

Conformément à l'article 95 du Code des sociétés, nous avons l'honneur de vous faire rapport sur les activités d'Evadix S.A. et de vous soumettre les comptes de l'exercice 2012.

1. EVOLUTION DES AFFAIRES

A fin 2012, Evadix S.A., la société-mère du groupe Evadix, possède des participations financières dans les sociétés suivantes (selon leur ordre chronologique d'entrée dans le Groupe) :

Société Pourcentage détenu, directement ou indirectement Capitaux propres au 31/12/2012
(en KEUR) Résultat net 2012
(en KEUR)

Evadix DMS SA (en LCE)

Constituée le 22/12/1999 et mise en LCE avec transfert d'activité le 26 novembre 2012

Marketing direct (VPC et gros volumes)

Tournai 99.9% -84

-316

Evadix Bilog SA

Constituée le 19/10/2001

Gestion intégrée en logistique (Tournai)

99.9% 94 1

Casterman Printing SA

Constituée le 12/12/2002

Pré-presse, impression et brochage (Tournai) 99.9% 7.918 368

Etibel International SA

constituée le 01/04/2006

Intégration rétroactive dans le périmètre de consolidation à partir du 01/12/2005

Production d'étiquettes (Tournai) 99.9% 41

-75

Evadix EST SPRL

Constituée le 23/01/2006

Société mère roumaine (Pietra Neamt – Roumanie) 99.9% 1.129 6

Evadix MPI SPRL

constituée le 27/01/2006

Impression sur film plastique (Pietra Neamt – Roumanie)

99.9% (74,45% directement, et indirectement via Evadix EST). 1.659 -102

Evadix LABELS SPRL

Constituée le 21/01/2009

Activités connexe à l'imprimerie (Pietra Neamt – Roumanie) 99.9% (42,6% directement, et indirectement via EST) 485 11

Outre la détention des participations financières énumérées ci-dessus, Evadix S.A. preste pour ses différentes filiales entre autres les services qui suivent :

- la direction générale au niveau national et international,
- les politiques commerciale et marketing,
- la communication et les relations publiques,
- le secrétariat général,
- la réception et l'accueil,
- le contrôle de gestion et le reporting financier,
 - la comptabilité générale et budgétaire,
 - la gestion de la trésorerie et les relations bancaires,
 - l'audit interne et la coordination de l'audit comptable externe,
 - le recouvrement (en dernier recours),
- la gestion des ressources humaines,
- le conseil fiscal et juridique,
- la gestion des assurances et des véhicules,
- le suivi administratif des opérations de développement, et de fusion et acquisition.

Le résultat de l'année de la SA Evadix est une perte de -100 KEUR.

Les frais de structure de la société, contenus par une adaptation constante, ont été répartis par le biais d'une refacturation de frais de gestion aux autres sociétés du groupe.

L'effectif moyen du personnel au cours de l'exercice 2012 s'élève à 8,2 travailleurs en équivalent temps plein. Le personnel occupé par la société au 31 décembre 2012 est de 3 employés et de 5 ouvriers, tous sous contrat à durée indéterminée.

2. SITUATION FINANCIERE : PRESENTATION DU BILAN

Actif

Actifs immobilisés

Le total des actifs immobilisés est passé de KEUR 8.682 - à fin décembre 2011 - à KEUR 8.200 - à fin décembre 2012.

Ce montant est principalement constitué des participations financières détenues par Evadix Sa dans ses filiales.

Une réduction de valeur a été comptabilisée pour un total de KEUR 247 sur les participations financières détenues dans Evadix DMS s.a. afin de mettre leur valeur à 0. Celle-ci se justifie par la procédure de réorganisation judiciaire avec transfert d'activité qui affecte Evadix DMS s.a. et qui a été approuvée par le Tribunal de Commerce de Tournai le 26 novembre 2012.

Actifs circulants

Les actifs circulants s'élèvent à KEUR 1.395 au 31 décembre 2012 (KEUR 1.308 à fin 2011) et sont principalement composés :

- de créances commerciales qui atteignent KEUR 242 et qui sont majoritairement constituées sur des sociétés du Groupe.
- d'autres créances qui s'élèvent KEUR 1.113 dont KEUR 1.112 de créances inter-compagnies.

Les valeurs disponibles s'élèvent à KEUR 21 (KEUR 107 à fin 2011) et les comptes de régularisation à KEUR 16, pour des charges à reporter.

Le total du bilan s'élève à KEUR 9.594 (exercice 2012) contre KEUR 9.990 pour l'exercice précédent.

Passif

Les capitaux propres s'élèvent à KEUR 6.150 contre KEUR 6.253 à fin 2011. Ils se composent de KEUR 3.883 de capital souscrit, de KEUR 4.240 de primes d'émission, de KEUR 65 de réserves disponibles, de KEUR 34 de réserve légale, de KEUR 16 de subsides en capital et d'une perte reportée de KEUR -2.089. Le capital souscrit est représenté par 3.003.525 actions.

Les impôts différés s'élèvent à KEUR 8.

Les dettes s'élèvent à fin 2012 à KEUR 3.436, soit une diminution globale de KEUR 291 par rapport à 2011 (KEUR 3.727). Elles sont constituées pour KEUR 672 de dettes à plus d'un an, pour KEUR 2.665 de dettes à un an au plus et pour KEUR 99 de comptes de régularisation (dont KEUR 56 de produits à reporter liés à une opération de Sale and Lease Back datant de 2011).

	2012	2011
Dettes à long terme	672	651
- dont dettes financières	672	651
Dettes à court terme	2.665	2.960
- dont dettes financières	626	750
- autres	2.039	2.210

Les dettes à plus d'un an concernent deux emprunts bancaires pour KEUR 118, deux leasings de véhicules et un leasing de machines pour KEUR 43, deux emprunts contractés auprès de la Sogepa : un emprunt subordonné de KEUR 429 et un autre

emprunt de KEUR 82.

Parmi les dettes à un an au plus, les dettes à plus d'un an échéant dans l'année atteignent KEUR 105 et concernent la partie à court terme de l'emprunt Dexia pour KEUR 25, la partie à court terme de l'emprunt Sogepa et la partie à court terme des contrats de leasing.

L'avance à terme de KEUR 500 a été maintenue.

Les dettes commerciales (dont celles inter-compagnies) s'élèvent à KEUR 85, les dettes fiscales et sociales à KEUR 49, et les autres dettes à KEUR 1.904. Pour les comptes courants inter-compagnies, KEUR 1.840 sont dus à ce titre à la filiale Casterman Printing et KEUR 50 à Etibel International.

3. SITUATION FINANCIERE : PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTATS

Le chiffre d'affaires de l'année 2012 s'élève à KEUR 1.069 contre KEUR 1.141 pour l'année précédente. La quasi totalité de ce montant consiste en des refacturations inter-compagnies.

Les autres produits d'exploitation s'élèvent à KEUR 275 et sont constitués par des refacturations inter compagnies et des subsides d'exploitation

Le total des ventes et prestations est en conséquence de KEUR 1.345.

Les achats en approvisionnements et marchandises s'élèvent à KEUR 41 et consistent en l'achat de fournitures et marchandises refacturées à d'autres filiales.

Les autres coûts des ventes et prestations s'élèvent à :

KEUR	2012	2011
Services et biens divers	594	614
Rémunérations et charges sociales	348	371
Amortissements	117	125
Provisions pour risques et charges	13	60
Autres charges d'exploitation	17	16
Total	1.089	1.186

Le résultat d'exploitation ainsi dégagé est un bénéfice de KEUR 214 contre KEUR 120 en 2011.

Le résultat financier (produits financiers moins charges financières) de l'exercice examiné dans le présent rapport de gestion est une perte de KEUR -60 en 2012 alors qu'en 2011, il était positif de KEUR 113. Cette variation s'explique par la prise en résultat des dividendes reçus de Evadix Bilog, de Etibel International et de Evadix.Net (en liquidation) en 2011 pour un montant de KEUR 221.

Le résultat courant avant impôts s'établit à un bénéfice de KEUR 153 pour 2011 contre un bénéfice de KEUR 233 pour 2011.

Le résultat exceptionnel de l'exercice est une perte de KEUR -247. Ce résultat exceptionnel s'explique, comme déjà évoqué ci-avant par la réduction de valeur qui a été comptabilisée pour un total de KEUR 247 sur la participation financière détenue dans Evadix DMS s.a.

La perte de l'exercice avant impôts atteint KEUR -93 pour 2012 (contre une perte de KEUR -336 pour 2011).

La perte de l'exercice, après prélèvement sur impôts différés (KEUR 1) et impôts (KEUR 8) est de KEUR -100.

Compte tenu du résultat reporté de l'exercice précédent (KEUR -1.989), le résultat à affecter est de KEUR -2.089 (perte).

4. AFFECTATIONS DU RESULTAT

Sur base du résultat à affecter de KEUR -2.089 (perte), le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale l'affectation suivante :

- réserve légale : KEUR 0 ;
- rémunération du capital : KEUR 0 (dividendes bruts) ;
- résultat reporté : KEUR -2.089.

5. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS APRES LA CLOTURE DE L'EXERCICE

A ce jour, les administrateurs ne connaissent pas d'événements postérieurs à la clôture susceptibles d'avoir un impact significatif sur les comptes annuels au 31 décembre 2012.

6. CIRCONSTANCES INFLUENCANT NOTABLEMENT LE DEVELOPPEMENT

Les administrateurs signalent qu'en date de rédaction du présent rapport, aucune circonstance nouvelle spécifique n'est susceptible d'avoir une influence notable sur le développement de la société Evadix SA en 2013.

7. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

La société n'a pas effectué d'activité de recherche et de développement au cours de l'année écoulée.

8. SUCCURSALES DE LA SOCIETE

La société ne possède pas de succursale.

9. REGLES D'EVALUATION

Les règles d'évaluation de la société sont basées sur les règles d'évaluation du Groupe Evadix depuis l'intégration de cette activité au sein du périmètre de consolidation.

Les règles d'évaluation comptables de la société n'ont subi aucune modification au cours du dernier exercice comptable par rapport à celui qui lui a précédé.

10. PERTES REPORTEES ET REGLES COMPTABLES DE CONTINUITE

Compte tenu que le bilan de la société fait apparaître une perte reportée, l'article 96 du Code des Sociétés impose au Conseil d'administration de justifier l'application des règles comptables de continuité.

En ce qui concerne la société Evadix s.a., société holding et faîtière du Groupe, la perte reportée est pour l'essentiel le fruit de la mise à 0 de la valeur des participations qu'elle détient sur la société Evadix DMS s.a. suite à la procédure en réorganisation judiciaire avec transfert d'activité qui affecte cette dernière (621 k€) ainsi que sur Etibel International (200 k€), sur Bilog (338 k€) et suite aux déboires connus avec une ancienne filiale (Evadix Etibel)

La valeur actuelle des filiales actives dans le Groupe n'est pas surestimée et, dans le futur, compte tenu des plans prévisionnels, il ne devrait plus y avoir lieu d'acter d'autres réductions de valeur significatives. Dès lors, sur cette base, le Conseil estime que les conditions sont réunies pour assurer la continuité de l'entreprise, et décide donc d'appliquer les règles comptables de continuité.

11. RACHATS D'ACTIONS PROPRES

A fin 2012, Evadix s.a. ne possède pas d'action propre.

12. DEMISSIONS ET NOMINATIONS

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 14 mai 2012, il a été entériné les nominations des sociétés Extensys s.a., représentée par Monsieur Jean-François Gosse, et Jarinvest s.p.r.l., représentée par Monsieur Etienne Van de Kerckhove, en qualité d'administrateurs indépendants et de The Next Limit s.p.r.l., représentée par Monsieur Didier de Coninck en qualité d'administrateur non exécutif pour une durée d'un an se terminant immédiatement après l'Assemblée Générale de 2013. A l'occasion de cette même Assemblée Générale, il a également été décidé de désigner Madame Crina Iftimia en qualité d'administrateur exécutif pour une durée d'un an.

Le Conseil propose dès lors de renouveler le mandat de Jarinvest s.p.r.l., représentée par Monsieur Etienne Van de Kerckhove, en qualité d'administrateur indépendant et celui de The Next Limit s.p.r.l., représentée par Monsieur Didier de Coninck en qualité d'administrateur non exécutif pour une durée de 2 ans. Le Conseil propose également le renouvellement du mandat de Madame Crina Iftimia en qualité d'administrateur exécutif pour une durée de 2 ans.

Par ailleurs, le Conseil propose de nommer la société Agropellets s.p.r.l., représentée par Monsieur Jean-François Gosse en qualité d'administrateur indépendant pour une durée de 2 ans.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 14 mai 2012 a également approuvé à l'unanimité le renouvellement du mandat du cabinet RSM Réviseurs d'Entreprises représenté par Madame Céline Arnaud et Monsieur Bernard de Grand Ry pour une durée de trois années, qui se terminera immédiatement après l'Assemblée Générale de 2015, en vue d'effectuer l'audit des comptes annuels 2012 à 2014 inclus.

13. INTERETS OPPOSES DE NATURE PATRIMONIALE

Les administrateurs déclarent ne pas avoir eu, au cours de l'exercice écoulé, ni directement ni indirectement un intérêt opposé de nature patrimoniale à une décision ou à une opération relevant de la compétence du Conseil d'administration.

14. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Conformément aux prescrits des articles 96 du Code des Sociétés, le Conseil d'administration décrit ci-après les principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée. Il est renvoyé au rapport de gestion consolidé quant à l'ensemble des risques opérationnels et autres auxquels sont exposées les filiales et qui pourraient avoir indirectement un impact sur la société.

Pour l'exercice 2013, il devrait peser sur la société les risques et incertitudes suivants :

- La société s'est endettée de manière significative pour financer sa croissance. L'essentiel des revenus de la société provenant de la facturation de services aux filiales, toute faiblesse commerciale d'une filiale pourrait entraîner des difficultés de paiement y compris envers la maison-mère, et donc des problèmes de liquidité au niveau de la société et de sa faculté de remboursement des emprunts.

- Bien qu'une partie des dettes à long terme soit basée sur des taux d'intérêt fixes, une augmentation des taux d'intérêt ferait peser sur la société des charges financières plus élevées.

Evadix SA ne fait pas usage d'instruments financiers spécifiques.

15. COMITE D'AUDIT

Le Comité d'Audit a été nommé par le Conseil pour l'assister dans le contrôle de l'intégrité des comptes du Groupe Evadix, du respect par le Groupe des obligations légales et réglementaires, de l'indépendance du Commissaire, de l'exécution des fonctions d'audit interne du Groupe et des fonctions du Commissaire, et des contrôles internes et de la gestion des risques. Les responsabilités spécifiques du Comité d'Audit figurent dans la Charte du Comité d'Audit.

Le Comité d'Audit est composé d'administrateurs exécutifs et non-exécutifs, ces derniers étant indépendants selon le Code belge des sociétés et le Code belge de Gouvernance d'Entreprise.

Enfin, compte tenu de leurs formations et expériences professionnelles antérieures et actuelles, tous les membres du Comité d'Audit peuvent être considérés comme étant des experts en comptabilité et en audit selon la législation belge.

16. DIVERS

Aucun autre point n'est à signaler.

La séance du Conseil a été levée à l'issue de ce dernier point.

Tournai, le 25 mars 2013

Pour le Conseil d'Administration :

EVADIX SOCIETE ANONYME

RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS RELATIFS A L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre du mandat de commissaire. Le rapport inclut notre opinion sur les comptes annuels ainsi que les mentions complémentaires requises.

Attestation sans réserve des comptes annuels

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique, dont le total du bilan s'élève à € 9.594.155,19 et dont le compte de résultats se solde par une perte de l'exercice de € 100.163,57.

L'établissement des comptes annuels relève de la responsabilité de l'organe de gestion. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Conformément aux normes de révision précitées, nous avons tenu compte de l'organisation de la société en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre contrôle.

Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes annuels. Nous avons évalué le bien-fondé des règles d'évaluation et le caractère raisonnable des estimations comptables significatives faites par la société ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

**RSM Réviseurs d'entreprises – Bedrijfsrevisoren
SC SCRL**

réviseurs d'entreprises
rue Clément Ader 8 - 1^{er} étage - B 6041 Gosselies
T +32 (0)71 37 03 13 - F +32 (0)71 37 01 39
interaudit@rsm-belgium.be
TVA BE 0429.471.656 - RPM Bruxelles

Member of
Toelen Cats Dupont Koevoets group
Offices in Antwerp, Brussels, Charleroi,
Mons and Zaventem
www.rsm-belgium.be

RSM Belgium is an independent member
firm of **RSM International**
an affiliation of independent accounting
and consulting firms

A notre avis, les comptes annuels clos le 31 décembre 2012 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Mentions et informations complémentaires

L'établissement et le contenu du rapport de gestion, ainsi que le respect par la société du Code des sociétés et des statuts, relèvent de la responsabilité de l'organe de gestion.

Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport les mentions et informations complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes annuels :

- Le rapport de gestion traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes annuels. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat ;
- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique ;
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés. L'affectation des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.

Gosselies, le 12 avril 2013

RSM – REVISEURS D'ENTREPRISES SCRL

COMMISSAIRE

REPRESENTÉE PAR



CELINE ARNAUD
ASSOCIEE



BERNARD DE GRAND RY
ASSOCIE



comptes annuels statutaires

Comptes BNB

Rapport de gestion

Rapport du commissaire

EVADIX

Evadix S.A.

Rapport de gestion

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 mai 2013

Messieurs les actionnaires,

Conformément à l'article 95 du Code des sociétés, nous avons l'honneur de vous faire rapport sur les activités d'Evadix S.A. et de vous soumettre les comptes de l'exercice 2012.

1. EVOLUTION DES AFFAIRES

A fin 2012, Evadix S.A., la société-mère du groupe Evadix, possède des participations financières dans les sociétés suivantes (selon leur ordre chronologique d'entrée dans le Groupe :

Société	Pourcentage détenu, directement ou indirectement	Capitaux propres au 31/12/2012 (en KEUR)	Résultat net 2012 (en KEUR)
Evadix DMS SA (en LCE) Constituée le 22/12/1999 et mise en LCE avec transfert d'activité le 26 novembre 2012 Marketing direct (VPC et gros volumes) Tournai	99.9%	-84	-316
Evadix Bilog SA Constituée le 19/10/2001 Gestion intégrée en logistique (Tournai)	99.9%	94	1
Casterman Printing SA Constituée le 12/12/2002 Pré-press, impression et brochage (Tournai)	99.9%	7.918	368
Etibel International SA constituée le 01/04/2006 Intégration rétroactive dans le périmètre de consolidation à partir du 01/12/2005 Production d'étiquettes (Tournai)	99.9%	41	-75
Evadix EST SPRL Constituée le 23/01/2006 Société mère roumaine (Pietra Neamt – Roumanie)	99.9%	1.129	6
Evadix MPI SPRL constituée le 27/01/2006 Impression sur film plastique (Pietra Neamt – Roumanie)	99.9% (74,45% directement , et indirectement via Evadix EST).	1.659	-102
Evadix LABELS SPRL Constituée le 21/01/2009 Activités connexe à l'imprimerie (Pietra Neamt – Roumanie)	99.9% (42,6% directement, et indirectement via EST)	485	11

Outre la détention des participations financières énumérées ci-dessus, Evadix S.A. preste pour ses différentes filiales entre autres les services qui suivent :

- la **direction générale** au niveau national et international,
- les politiques **commerciale et marketing**,
- la **communication** et les **relations publiques**,
- le **secrétariat général**,
- la **réception** et l'**accueil**,
- le **contrôle de gestion** et le **reporting financier**,
- la **comptabilité** générale et budgétaire,
- la gestion de la **trésorerie** et les **relations bancaires**,
- l'**audit interne** et la coordination de l'**audit comptable externe**,
- le **recouvrement** (en dernier recours),
- la gestion des **ressources humaines**,

- le **conseil fiscal** et **juridique**,
- la gestion des **assurances** et des **véhicules**,
- le suivi administratif des opérations de **développement**, et de **fusion et acquisition**.

Le résultat de l'année de la SA Evadix est une perte de -100 KEUR.

Les frais de structure de la société, contenus par une adaptation constante, ont été répartis par le biais d'une refacturation de frais de gestion aux autres sociétés du groupe.

L'effectif moyen du personnel au cours de l'exercice 2012 s'élève à 8,2 travailleurs en équivalent temps plein. Le personnel occupé par la société au 31 décembre 2012 est de 3 employés et de 5 ouvriers, tous sous contrat à durée indéterminée.

2. SITUATION FINANCIERE : PRESENTATION DU BILAN

Actif

Actifs immobilisés

Le total des actifs immobilisés est passé de KEUR 8.682 - à fin décembre 2011 - à KEUR 8.200 - à fin décembre 2012.

Ce montant est principalement constitué des participations financières détenues par Evadix Sa dans ses filiales.

Une réduction de valeur a été comptabilisée pour un total de KEUR 247 sur les participations financières détenues dans Evadix DMS s.a. afin de mettre leur valeur à 0. Celle-ci se justifie par la procédure de réorganisation judiciaire avec transfert d'activité qui affecte Evadix DMS s.a. et qui a été approuvée par le Tribunal de Commerce de Tournai le 26 novembre 2012.

Actifs circulants

Les actifs circulants s'élèvent à KEUR 1.395 au 31 décembre 2012 (KEUR 1.308 à fin 2011) et sont principalement composés :

- de créances commerciales qui atteignent KEUR 242 et qui sont majoritairement constituées sur des sociétés du Groupe.
- d'autres créances qui s'élèvent KEUR 1.113 dont KEUR 1.112 de créances inter-compagnies.

Les valeurs disponibles s'élèvent à KEUR 21 (KEUR 107 à fin 2011) et les comptes de régularisation à KEUR 16, pour des charges à reporter.

Le total du bilan s'élève à KEUR 9.594 (exercice 2012) contre KEUR 9.990 pour l'exercice précédent.

Passif

Les capitaux propres s'élèvent à KEUR 6.150 contre KEUR 6.253 à fin 2011. Ils se composent de KEUR 3.883 de capital souscrit, de KEUR 4.240 de primes d'émission, de KEUR 65 de réserves disponibles, de KEUR 34 de réserve légale, de KEUR 16 de subsides en capital et d'une perte reportée de KEUR -2.089. Le capital souscrit est représenté par 3.003.525 actions.

Les impôts différés s'élèvent à KEUR 8.

Les dettes s'élèvent à fin 2012 à KEUR 3.436, soit une diminution globale de KEUR 291 par rapport à 2011 (KEUR 3.727). Elles sont constituées pour KEUR 672 de dettes à plus d'un an, pour KEUR 2.665 de dettes à un an au plus et pour KEUR 99 de comptes de régularisation (dont KEUR 56 de produits à reporter liés à une opération de Sale and Lease Back datant de 2011).

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Dettes à long terme	672	651
- dont dettes financières	672	651
Dettes à court terme	2.665	2.960
- dont dettes financières	626	750
- autres	2.039	2.210

Les dettes à plus d'un an concernent deux emprunts bancaires pour KEUR 118, deux leasings de véhicules et un leasing de machines pour KEUR 43, deux emprunts contractés auprès de la Sogepa : un emprunt subordonné de KEUR 429 et un autre emprunt de KEUR 82.

Parmi les dettes à un an au plus, les dettes à plus d'un an échéant dans l'année atteignent KEUR 105 et concernent la partie à court terme de l'emprunt Dexia pour KEUR 25, la partie à court terme de l'emprunt Sogepa et la partie à court terme des contrats de leasing.

L'avance à terme de KEUR 500 a été maintenue.

Les dettes commerciales (dont celles inter-compagnies) s'élèvent à KEUR 85, les dettes fiscales et sociales à KEUR 49, et les autres dettes à KEUR 1.904. Pour les comptes courants inter-compagnies, KEUR 1.840 sont dus à ce titre à la filiale Casterman Printing et KEUR 50 à Etibel International.

3. SITUATION FINANCIERE : PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTATS

Le chiffre d'affaires de l'année 2012 s'élève à KEUR 1.069 contre KEUR 1.141 pour l'année précédente. La quasi totalité de ce montant consiste en des refacturations inter-compagnies.

Les autres produits d'exploitation s'élèvent à KEUR 275 et sont constitués par des refacturations inter compagnies et des subsides d'exploitation

Le total des ventes et prestations est en conséquence de KEUR 1.345.

Les achats en approvisionnements et marchandises s'élèvent à KEUR 41 et consistent en l'achat de fournitures et marchandises refacturées à d'autres filiales.

Les autres coûts des ventes et prestations s'élèvent à :

KEUR	2012	2011
Services et biens divers	594	614
Rémunérations et charges sociales	348	371
Amortissements	117	125
Provisions pour risques et charges	13	60
Autres charges d'exploitation	17	16
Total	1.089	1.186

Le résultat d'exploitation ainsi dégagé est un bénéfice de KEUR 214 contre KEUR 120 en 2011.

Le résultat financier (produits financiers moins charges financières) de l'exercice examiné dans le présent rapport de gestion est une perte de KEUR -60 en 2012 alors qu'en 2011, il était positif de KEUR 113. Cette variation s'explique par la prise en résultat des dividendes reçus de Evadix Bilog, de Etibel International et de Evadix.Net (en liquidation) en 2011 pour un montant de KEUR 221.

Le résultat courant avant impôts s'établit à un bénéfice de KEUR 153 pour 2011 contre un bénéfice de KEUR 233 pour 2011.

Le résultat exceptionnel de l'exercice est une perte de KEUR -247. Ce résultat exceptionnel s'explique, comme déjà évoqué ci-avant par la réduction de valeur qui a été comptabilisée pour un total de KEUR 247 sur la participation financière détenue dans Evadix DMS s.a.

La perte de l'exercice avant impôts atteint KEUR -93 pour 2012 (contre une perte de KEUR -336 pour 2011).

La perte de l'exercice, après prélèvement sur impôts différés (KEUR 1) et impôts (KEUR 8) est de KEUR -100.

Compte tenu du résultat reporté de l'exercice précédent (KEUR -1.989), le résultat à affecter est de KEUR -2.089 (perte).

4. AFFECTATIONS DU RESULTAT

Sur base du résultat à affecter de KEUR -2.089 (perte), le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale l'affectation suivante :

- réserve légale : KEUR 0 ;
- rémunération du capital : KEUR 0 (dividendes bruts) ;
- résultat reporté : KEUR -2.089.

5. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS APRES LA CLOTURE DE L'EXERCICE

A ce jour, les administrateurs ne connaissent pas d'événements postérieurs à la clôture susceptibles d'avoir un impact significatif sur les comptes annuels au 31 décembre 2012.

6. CIRCONSTANCES INFLUENCANT NOTABLEMENT LE DEVELOPPEMENT

Les administrateurs signalent qu'en date de rédaction du présent rapport, aucune circonstance nouvelle spécifique n'est susceptible d'avoir une influence notable sur le développement de la société Evadix SA en 2013.

7. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

La société n'a pas effectué d'activité de recherche et de développement au cours de l'année écoulée.

8. SUCCURSALES DE LA SOCIETE

La société ne possède pas de succursale.

9. REGLES D'EVALUATION

Les règles d'évaluation de la société sont basées sur les règles d'évaluation du Groupe Evadix depuis l'intégration de cette activité au sein du périmètre de consolidation.

Les règles d'évaluation comptables de la société n'ont subi aucune modification au cours du dernier exercice comptable par rapport à celui qui lui a précédé.

10. PERTES REPORTEES ET REGLES COMPTABLES DE CONTINUTE

Compte tenu que le bilan de la société fait apparaître une perte reportée, l'article 96 du Code des Sociétés impose au Conseil d'administration de justifier l'application des règles comptables de continuité.

En ce qui concerne la société Evadix s.a., société holding et faîtière du Groupe, la perte reportée est pour l'essentiel le fruit de la mise à 0 de la valeur des participations qu'elle détient sur la société Evadix DMS s.a. suite à la procédure en réorganisation judiciaire avec transfert d'activité qui affecte cette dernière (621 k€) ainsi que sur Etibel International (200 k€), sur Bilog (338 k€) et suite aux déboires connus avec une ancienne filiale (Evadix Etibel)

La valeur actuelle des filiales actives dans le Groupe n'est pas surestimée et, dans le futur, compte tenu des plans prévisionnels, il ne devrait plus y avoir lieu d'acter d'autres réductions de valeur significatives. Dès lors, sur cette base, le Conseil estime que les conditions sont réunies pour assurer la continuité de l'entreprise, et décide donc d'appliquer les règles comptables de continuité.

11. RACHATS D' ACTIONS PROPRES

A fin 2012, Evadix s.a. ne possède pas d'action propre.

12. DEMISSIONS ET NOMINATIONS

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 14 mai 2012, il a été entériné les nominations des sociétés Extensys s.a., représentée par Monsieur Jean-François Gosse, et Jarinvest s.p.r.l., représentée par Monsieur Etienne Van de Kerckhove, en qualité d'administrateurs indépendants et de The Next Limit s.p.r.l., représentée par Monsieur Didier de Coninck en qualité d'administrateur non exécutif pour une durée d'un an se terminant immédiatement après l'Assemblée Générale de 2013. A l'occasion de cette même Assemblée Générale, il a également été décidé de désigner Madame Crina Iftimia en qualité d'administrateur exécutif pour une durée d'un an.

Le Conseil propose dès lors de renouveler le mandat de Jarinvest s.p.r.l., représentée par Monsieur Etienne Van de Kerckhove, en qualité d'administrateur indépendant et celui de The Next Limit s.p.r.l., représentée par Monsieur Didier de Coninck en qualité d'administrateur non exécutif pour une durée de 2 ans. Le Conseil propose également le renouvellement du mandat de Madame Crina Iftimia en qualité d'administrateur exécutif pour une durée de 2 ans.

Par ailleurs, le Conseil propose de nommer la société Agropellets s.p.r.l, représentée par Monsieur Jean-François Gosse en qualité d'administrateur indépendant pour une durée de 2 ans.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 14 mai 2012 a également approuvé à l'unanimité le renouvellement du mandat du cabinet RSM Réviseurs d'Entreprises représenté par Madame Céline Arnaud et Monsieur Bernard de Grand Ry pour une durée de trois années, qui se terminera immédiatement après l'Assemblée Générale de 2015, en vue d'effectuer l'audit des comptes annuels 2012 à 2014 inclus.

13. INTERETS OPPOSES DE NATURE PATRIMONIALE

Les administrateurs déclarent ne pas avoir eu, au cours de l'exercice écoulé, ni directement ni indirectement un intérêt opposé de nature patrimoniale à une décision ou à une opération relevant de la compétence du Conseil d'administration.

14. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Conformément aux prescrits des articles 96 du Code des Sociétés, le Conseil d'administration décrit ci-après les principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée. Il est renvoyé au rapport de gestion consolidé quant à l'ensemble des risques opérationnels et autres auxquels sont exposées les filiales et qui pourraient avoir indirectement un impact sur la société.

Pour l'exercice 2013, il devrait peser sur la société les risques et incertitudes suivants :

- La société s'est endettée de manière significative pour financer sa croissance. L'essentiel des revenus de la société provenant de la facturation de services aux filiales, toute faiblesse commerciale d'une filiale pourrait entraîner des difficultés de paiement y compris envers la maison-mère, et donc des problèmes de liquidité au niveau de la société et de sa faculté de remboursement des emprunts.

- Bien qu'une partie des dettes à long terme soit basée sur des taux d'intérêt fixes, une augmentation des taux d'intérêt ferait peser sur la société des charges financières plus élevées.

Evadix SA ne fait pas usage d'instruments financiers spécifiques.

15. COMITE D'AUDIT

Le Comité d'Audit a été nommé par le Conseil pour l'assister dans le contrôle de l'intégrité des comptes du Groupe Evadix, du respect par le Groupe des obligations légales et réglementaires, de l'indépendance du Commissaire, de l'exécution des fonctions d'audit interne du Groupe et des fonctions du Commissaire, et des contrôles internes et de la gestion des risques. Les responsabilités spécifiques du Comité d'Audit figurent dans la Charte du Comité d'Audit.

Le Comité d'Audit est composé d'administrateurs exécutifs et non-exécutifs, ces derniers étant indépendants selon le Code belge des sociétés et le Code belge de Gouvernance d'Entreprise.

Enfin, compte tenu de leurs formations et expériences professionnelles antérieures et actuelles, tous les membres du Comité d'Audit peuvent être considérés comme étant des experts en comptabilité et en audit selon la législation belge.

16. DIVERS

Aucun autre point n'est à signaler.

La séance du Conseil a été levée à l'issue de ce dernier point.

Tournai, le 25 mars 2013

Pour le Conseil d'Administration :



comptes annuels statutaires

*Comptes BNB
Rapport de gestion*

Rapport du commissaire

EVADIX

EVADIX SOCIETE ANONYME

RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS RELATIFS A L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre du mandat de commissaire. Le rapport inclut notre opinion sur les comptes annuels ainsi que les mentions complémentaires requises.

Attestation sans réserve des comptes annuels

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique, dont le total du bilan s'élève à € 9.594.155,19 et dont le compte de résultats se solde par une perte de l'exercice de € 100.163,57.

L'établissement des comptes annuels relève de la responsabilité de l'organe de gestion. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Conformément aux normes de révision précitées, nous avons tenu compte de l'organisation de la société en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre contrôle.

Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes annuels. Nous avons évalué le bien-fondé des règles d'évaluation et le caractère raisonnable des estimations comptables significatives faites par la société ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

**RSM Réviseurs d'entreprises – Bedrijfsrevisoren
SC SCRL**

réviseurs d'entreprises
rue Clément Ader 8 - 1^{er} étage - B 6041 Gosselies
T +32 (0)71 37 03 13 - F +32 (0)71 37 01 39
interaudit@rsm-belgium.be
TVA BE 0429.471.656 - RPM Bruxelles

Member of
Toelen Cats Dupont Koevoets group
Offices in Antwerp, Brussels, Charleroi,
Mons and Zaventem
www.rsm-belgium.be

RSM Belgium is an independent member
firm of **RSM International**
an affiliation of independent accounting
and consulting firms

A notre avis, les comptes annuels clos le 31 décembre 2012 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Mentions et informations complémentaires

L'établissement et le contenu du rapport de gestion, ainsi que le respect par la société du Code des sociétés et des statuts, relèvent de la responsabilité de l'organe de gestion.

Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport les mentions et informations complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes annuels :

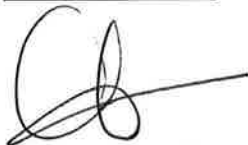
- Le rapport de gestion traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes annuels. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat ;
- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique ;
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés. L'affectation des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.

Gosselies, le 12 avril 2013

RSM – REVISEURS D'ENTREPRISES SCRL

COMMISSAIRE

REPRESENTÉE PAR



CELINE ARNAUD
ASSOCIEE



BERNARD DE GRAND RY
ASSOCIE

DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

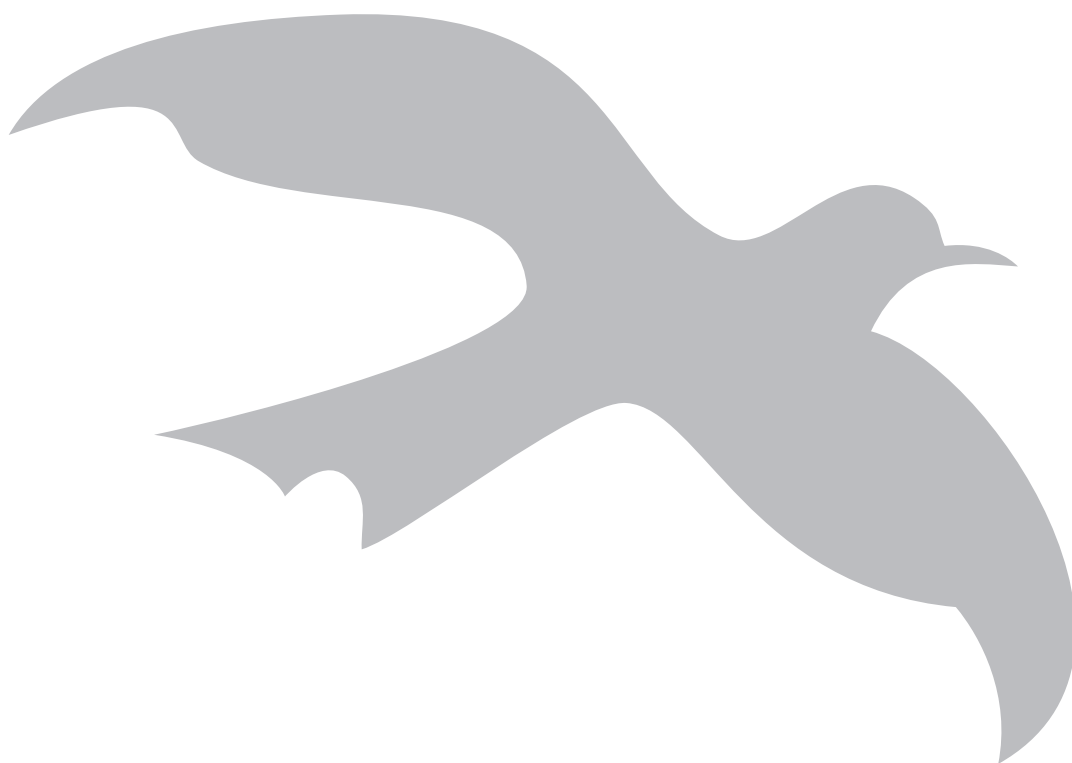
Je soussigné, Pascal LEURQUIN, Administrateur délégué, déclare qu'à ma connaissance :

a) les états financiers, établis conformément aux normes comptables applicables, donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'émetteur et des entreprises comprises dans la consolidation ;

b) le rapport de gestion contient un exposé fidèle sur l'évolution des affaires, les résultats et la situation de l'émetteur et des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'P. Leurquin', written in a cursive style.

Pascal LEURQUIN



EVADIX 

EVADIX SA
71 Quai Donat Casterman
7500 Tournai, Belgique

Tél: +32 69 895 160
Fax: +32 69 895 170

info@evadix.be
www.evadix.be
